

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
PEINES INFAMANTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 janvier 1899, à 8 h. 1/2

PAR

LOUIS LAVOLLÉE

— AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
PEINES INFAMANTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 23 janvier 1899, à 8 h. 1/2

PAR

LOUIS LAVOLLÉE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN.

*Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, professeur.
GARÇON, agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU. EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

LES PEINES INFAMANTES

INTRODUCTION

Le Code pénal de 1810 entr'autres classifications des peines, en renferme en son article 6 une suivant laquelle les peines sont afflictives et infamantes, ou seulement infamantes, ou enfin correctionnelles, créant ainsi deux classes distinctes, les peines infamantes, et les peines non infamantes.

Cette distinction qui se retrouve dans les monuments les plus anciens du droit pénal, très attaqués dans les ouvrages des jurisconsultes modernes, tend à disparaître ; ainsi les Codes les plus récents, le Code belge de 1867, le Code pénal de l'Empire d'Allemagne de 1871, le Code italien de 1881, et le Code des Pays-Bas la rejettent. Mais il nous faudra voir si cette suppression est bien réelle ; en effet dans tous les Codes, les marques extérieures de l'infamie ont disparu, et entre les Codes qualifiant encore certaines peines d'infamantes, d'autres peines de non infamantes, et les Codes rejetant cette classification, on peut dire qu'il n'y a plus guère que la différence d'un mot retranché dans les uns, subsistant dans les autres, différence sans grande portée pratique, mais sur laquelle les discussions n'en sont pas moins vives.

Un seul côté réellement pratique de cette question subsiste, c'est la question des incapacités pénales frappant, en général comme peines accessoires les coupables de certains crimes, ou les condamnés à certaines peines principales. C'est à ce point de vue qu'il peut être intéressant d'étudier les théories mises en pratique par les différents Codes, et cela rentre bien dans l'étude de l'infamie, car ce sont bien aujourd'hui ces incapacités, ces déchéances qui constituent la véritable infamie.

L'étude des peines infamantes peut donc comprendre quatre parties. D'abord la partie historique, puis l'étude des discussions auxquelles l'infamie légale a donné lieu, discussions, comme nous l'avons dit, toutes de théorie et pour ainsi dire de mots, ensuite l'étude des incapacités pénales dans le droit actuel, où elles ont en réalité remplacé l'ancienne infamie légale, ce dernier point de vue constituant aujourd'hui le seul côté réellement pratique de la question, et enfin en quatrième lieu une rapide étude comparée de l'état actuel de notre sujet dans les Codes étrangers les plus récents, les réformes qu'ils y ont apportées.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE DES PEINES INFAMANTES

CHAPITRE PREMIER

L'INFAMIE DANS L'ANTIQUITÉ.

La distinction des peines, en peines infamantes et non infamantes, est une des plus anciennes. Dès la plus haute antiquité, on trouve l'infamie comme sanction de certains crimes les plus graves ; en Grèce, à Sparte et à Athènes sous le nom d'ατιμία ; à Rome, sous le nom d'*infamia*, et avec des effets à peu près identiques dans les deux cas. Ce qui, dans le droit moderne, rappelle le plus ces institutions, c'était la mort civile supprimée par la loi du 31 mai 1854. Mais cette infamie que les lois antiques attachaient surtout aux crimes commis contre la cité, ou contre ses dieux, avait des effets encore plus énergiques s'il est possible. Non seulement elle retirait au condamné qu'elle frappait la qualité de citoyen, comme la mort civile, mais c'est à peine si elle lui laissait la qualité d'homme. M. Fustel de Coulange, dans la *Cité antique*, nous

le montre privé de tous les droits civils et politiques, ne pouvant plus revêtir aucune magistrature, faire partie des tribunaux, parler dans les assemblées. Les lois ne le protégeaient plus ; on pouvait le frapper, le dépouiller de sa propriété impunément. Il était incapable de tout contrat civil, vente, achat et autres, incapable même de se marier, et à Sparte, incapable de marier sa fille à un citoyen, son infamie s'étend à sa famille. Les dieux de la cité eux-mêmes n'existaient plus pour lui ; la sentence qui le condamnait, décidait : « Qu'il n'entrerait
« plus dans aucun des sanctuaires de la cité, n'aurait plus le
« droit de se couronner de fleurs au jour où les citoyens se
« couronnent, ne mettrait plus les pieds dans l'enceinte que
« le sang des victimes et l'eau lustrale traçaient dans l'a-
« gora. » Droits politiques, droits civils, religion, il perdait tout cela avec le titre de citoyen ; c'était en quelque sorte une mort civile, doublée d'une excommunication.

Plus tard à Rome, on distingua deux espèces d'infamie : l'infamie de fait, simple atteinte portée à la considération, à l'honorabilité de celui qui en était atteint par suite d'une censure ou réprimande du juge, ou de son père dans son testament, infamie qui n'avait aucune influence sur la capacité civile ou politique du condamné. La seconde au contraire, infamie de droit, rendait celui qu'elle frappait incapable de remplir aucune charge, aucun office public, de témoigner en justice ; elle était en général décrétée par la loi contre ceux qui exerçaient certains métiers ou professions, contre les comédiens par exemple, contre ceux qui spéculaient sur la prostitution, ceux qui trompaient leurs associés ou pupilles, pil-

laient des successions, violaient des dépôts. Dans tous ces cas, l'infamie, contrairement à ce qui avait lieu pour l'infamie de fait, résultait d'un texte de loi qui l'établissait expressément : au Digeste, titre : *De his qui n otantur infamia*.

La perte ou la restriction de l'honneur, était la suite directe de peines non capitales comme la *relegatio* ou la *castigatio*, ou bien la suite indirecte de certains crimes. C'est ainsi que celui qui s'était rendu coupable d'*injuria* était déclaré *improbus* ou *intestabilis* ; c'est encore ainsi que l'*infamia* ou *ignominia ex edicto*, consistant en la perte du *jus honorum* et du *jus suffragii*, était appliquée en cas de *calumnia*, *furtum*, *prævaricatio*, etc., puis, plus tard, pour tous les crimes capitaux, en général comme accessoire d'une autre peine, mais parfois cependant seule, comme cela avait lieu au cas de *perjurium*. Il y avait encore un grand nombre de peines infamantes, telles que l'expulsion du Sénat, la destitution d'une fonction publique, la défense de remplir certaines dignités ; et enfin la *damnatio memoriae* consistant dans la défense d'enterrer le défunt d'une manière honorable, de porter son deuil ; c'était l'*ignominia post mortem*, appliquée dans les cas graves de lèse-majesté, et dont nous retrouvons à peu près l'équivalent au moyen âge, dans la condamnation de la mémoire du défunt, prononcée aux cas de lèse-majesté divine ou humaine, et ayant également pour but de laisser à tout jamais une tache sur le nom du coupable.

CHAPITRE II

DROIT DES BARBARES.

Si l'on passe maintenant au droit des barbares, il ne faut pas naturellement s'attendre à y trouver expressément reconnue cette distinction des peines ; nous nous trouvons en effet ici, en présence d'un manque absolu de lois pénales ; la plupart des crimes en effet sont considérés comme ne constituant qu'une atteinte aux droits des particuliers contre qui ils ont été dirigés ; cette atteinte est sanctionnée par une vengeance personnelle de la victime ou de sa famille, vengeance dans laquelle le pouvoir se contentait d'intervenir pour la régler, la rendre moins terrible en remplaçant par un *wehrgeld* ou composition pécuniaire, la peine du talion qui perpétuait les haines, et affaiblissait les forces de la tribu en occasionnant des guerres de famille à famille, et en faisant couler en général le sang des plus braves. Malgré cela on trouve cependant presque toujours dans ce droit des barbares, la preuve que, dans l'opinion de tous, il y a des crimes d'une gravité toute particulière soit parce qu'ils font courir à tous un plus grand danger, soit parce qu'ils sont l'indice de sentiments plus bas, de lâcheté, de perfidie, et qui ne doivent pouvoir se racheter comme les crimes ordinaires. C'est ainsi que pour les empoisonnements, les trahisons de toutes sortes, aucun *wehrgeld* ne pouvait être admis.

Celui qui s'était rendu coupable de ces crimes était, comme par une sorte d'infamie légale, mis hors la loi, privé de tous ses droits, assimilé en quelque sorte à une bête dangereuse ; chacun doit lui courir sus et lui donner la mort. Il y a même pour lui des supplices évidemment très cruels, mais où l'idée qui domine est celle d'avilir le coupable, de le déshonorer, c'est ainsi que certains de ces crimes sont punis de la noyade dans la boue. On trouvait de même encore comme peines infamantes en Germanie la démolition du toit, de la maison, l'enterrement déshonorable. Il y avait de même chez les Francs une peine curieuse, particulièrement déshonorante ; c'était « la hachée » que l'on prononçait en général contre un guerrier qui avait commis une lâcheté, et qui consistait à lui faire porter sur ses épaules une selle de cheval ou un chien.

CHAPITRE III

PÉRIODE DU MOYEN AGE ET PÉRIODE MODERNE JUSQU'A 1789.

Plus tard, dans tout le cours du moyen âge, au fur et à mesure que le pouvoir central s'affirme, que les coutumes pénales, car il n'y a pas à proprement parler de lois, s'établissent et se réglementent ; qu'elles sont étudiées par les jurisconsultes qui les ramènent, les soumettent à des théories générales, on voit réapparaître et se dégager de plus en plus distinctement cette classification des peines en peines infamantes et non infamantes.

A proprement parler il n'y a pas de droit pénal en France avant 1790. Jusque là il y a bien une procédure criminelle, mais pas de pénalité réglée par les lois. Le juge est un employé du roi ou de l'Etat, et il a reçu d'eux la délégation de leur pouvoir absolu ; il a donc le droit d'instituer et d'appliquer des peines en leur nom, et sans aucun contrôle. C'est ainsi qu'Imbert nous dit : « Aujourd'hui les peines sont arbitraires « en ce royaume. » Et de même on lit dans une note d'Automne : « Quand une peine est arbitraire et est à déclarer « *officio judicis*, le juge peut condamner le criminel à mort. » Ce pouvoir extraordinaire du juge dura jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ; c'était du reste une conséquence toute naturelle de la toute puissance du roi, qui, n'étant soumis à aucun con-

trôle, à aucune loi autre que sa volonté, puisqu'il constituait à lui seul les pouvoirs législatif et exécutif, pouvait forcément déléguer à qui il voulait une autorité également sans contrôle comme la sienne. Il n'y avait qu'une restriction à ce pouvoir exorbitant du juge, c'est qu'il était admis qu'il ne pouvait inventer de nouvelles peines, mais devait s'en tenir à celles consacrées par la coutume ; parmi celles-là du reste, il était absolument libre de choisir de la plus légère à la plus grave, quelle que fût la faute à punir.

L'un des principaux agents de la civilisation et du progrès au moyen âge étant l'Eglise qui renfermait du reste dans son sein tous les hommes instruits, capables de participer utilement au développement de la science aussi bien du droit, que des lettres et de la philosophie, il est naturel lorsque l'on veut étudier soit le développement d'une institution, soit les transformations d'une théorie à cette époque, de les étudier d'abord dans l'Eglise. Or en ce qui concerne les peines infamantes, l'Eglise les rejette absolument, du moins en principe ; elle prétend infliger des corrections et non des peines, mais d'un autre côté elle consacre une distinction des peines contraire à ce principe ; elle distingue en effet les *pœnæ medicinales* et les *pœnæ vindicativæ*, les premières véritables corrections et les secondes, véritables peines ; quoi qu'il en soit de cette prétention du droit canonique, en ce qui concerne les peines infamantes, toutes celles qui sont infamantes surtout par le fait de leur exécution publique, comme les galères, le fouet, la marque, le carcan et le pilori, lui sont interdites ; les juges civils et laïcs ayant seuls une délégation du pouvoir pu-

blic nécessaire pour les prononcer. Si en théorie l'Eglise condamne ces peines, c'est le résultat du sentiment profond qu'elle avait de la dignité humaine, sentiment qui lui avait déjà fait combattre l'esclavage, et qui lui faisait de même rejeter ces peines, attendu qu'elles aussi abaissent et outragent la dignité humaine dans la personne de celui qui y est condamné. C'est ce même sentiment encore qui avait amené déjà Constantin à supprimer la peine de la marque, et qui, se développant au fur et à mesure que la civilisation avance, que la division de la société en classes, division fondée sur la naissance et ne tenant pas compte de la valeur personnelle des individus, s'efface, contribue aujourd'hui, aidé du reste par plusieurs considérations d'ordre pratique, à faire rejeter presque universellement l'infamie légale.

Quant aux peines laïques, comme nous l'avons vu plus haut, elles ne sont jusqu'en 1790 consacrées que par des ordonnances traitant certains points spéciaux, et par les coutumes, du moins en France ; il est vrai que dans ce cas, la jurisprudence compensait jusqu'à un certain point cette absence de règles, et donnait une certaine fixité au droit pénal ; en Allemagne au contraire, dès le commencement du XVI^e siècle, on trouve un essai de codification des peines, dans l'ordonnance de Charles-Quint, *La Caroline*, œuvre de Jean de Schwartzemberg, publiée en 1532, et qui était venue poser des principes généraux sur lesquels s'était construite une jurisprudence complète en matière de pénalité.

En France, les coutumes distinguaient les crimes de lèse-majesté divine comprenant toutes les infractions à la loi reli-

gieuse, le blasphème, le sacrilège, la magie, l'hérésie, etc... ; les crimes de lèse-majesté humaine au premier ou au second chef suivant leur gravité, ce qui comprenait tous les attentats contre le roi, les membres de sa famille, la sûreté de l'Etat, et enfin les crimes contre les particuliers. A chacune de ces classes, correspondaient des peines établies par la coutume mais appliquées arbitrairement par le juge ; les crimes de lèse-majesté humaine au premier chef avaient cependant un caractère spécial ; les peines qui les frappaient étaient particulièrement infamantes, ainsi en ce cas, on faisait même le procès au cadavre du coupable ; l'on condamnait sa mémoire ; d'un autre côté la peine perdait son caractère personnel ; le déshonneur portait sur la famille entière ; les ascendants, descendants, le conjoint du coupable se trouvaient même atteints directement, frappés dans leurs personnes et dans leurs biens par le bannissement et la confiscation. Pour ces sortes de crimes, on n'exigeait même pas que l'accusé ait eu conscience de son crime ; un enfant, un fou, étaient condamnés, comme celui qui avait agi avec plein discernement, et leur famille se trouvait également atteinte.

Quant aux peines usitées, on les distinguait en peines capitales, en peines afflictives ou corporelles non capitales, et en peines purement infamantes, les deux premières classes étant du reste elles aussi également infamantes. Puis enfin il y avait les peines non afflictives ni infamantes.

Les peines capitales étaient : la mort, les galères à perpétuité depuis une ordonnance de 1548, et le bannissement perpétuel hors du royaume. Pour la mort, elle comportait divers

modes d'exécution plus ou moins cruels, et aussi plus ou moins infamants, suivant le degré de gravité du crime, et aussi suivant la qualité du criminel, la classe à laquelle il appartenait. C'est ainsi que la mort se donnait par le feu, la roue, l'écartèlement, la potence ou la décapitation. Les trois premiers genres de mort étaient destinés à punir les crimes d'une gravité exceptionnelle ; quant aux deux derniers qui étaient le genre de mort ordinaire, ils différaient l'un de l'autre en ce que la pendaison, considérée comme plus déshonorante, était réservée aux roturiers, la décapitation aux nobles. Ainsi ce que l'on considérait pour fixer le degré du déshonneur à infliger, c'était non la gravité du fait commis, sa nature, les mobiles auxquels avait obéi son auteur, mais bien la classe à laquelle appartenait celui-ci, et il est évidemment inutile de faire ressortir ce qu'un pareil système avait d'injuste et d'arbitraire, non seulement fondant une inégalité devant la loi sur le seul privilège de la naissance, mais encore réservant la répression la plus sévère pour celui qui était jusqu'à un certain point excusable. Le crime en effet se conçoit plus facilement dans les classes les moins élevées de la société, dont les membres peuvent y être poussés par le besoin par exemple, et par toutes sortes d'autres mobiles inconnus en général des classes privilégiées, qui doivent en outre avoir pour les garder du crime une idée plus nette et plus profonde du devoir, de l'honneur et du respect du nom de la famille. Ce même sentiment avait fait qu'en pratique le fouet et le carcan, peines dont nous reparlerons plus loin, étaient aussi épargnés aux nobles.

On considérait également comme capitales les condamnations

prononcées contre un défunt, et ordonnant par exemple que son cadavre sera it traîné sur une claie, et sa mémoire flétrie. Il est certain que ces peines avaient surtout un caractère infamant. Le coupable en effet était décédé avant sa condamnation qui ne pouvait avoir pour but que d'insulter son cadavre, et de flétrir sa mémoire, puisqu'il était impossible de l'atteindre dans ses intérêts matériels propres, dans son corps ou sa liberté. Il est vrai que ces peines avaient cependant une sanction matérielle, mais seulement dans la personne des héritiers du coupable qui se trouvaient dépouillés, les biens de celui-ci étant confisqués ; mais cette sanction matérielle n'atteignait que des innocents car, pour le coupable même, il ne pouvait être question que de l'honneur de sa mémoire. La peine d'être traîné sur une claie était infligée aux criminels coupables de lèse-majesté divine ou humaine quand la mort du coupable ayant résulté de sa faute, on se trouvait en face d'un cadavre, comme cela pouvait avoir lieu par exemple après un duel suivi de mort, un suicide, une rébellion à la justice avec force ouverte, au cours de laquelle le révolté trouvait la mort. Dans tous ces cas, on faisait le procès au défunt, son cadavre était condamné à être traîné sur une claie, la face contre terre, puis pendu, et enfin jeté à la voirie ; ses biens étaient du reste confisqués. Dans les mêmes cas on pouvait aussi condamner la mémoire du défunt, de manière à laisser à la postérité une trace du crime et de l'infamie de celui qui l'avait commis. C'est ainsi que si celui-ci était noble, on le déclarait roturier, on ordonnait de briser ses armoiries, d'abattre ses futaies, de raser ses châteaux, de supprimer même son nom.

Si l'étude de ces différentes peines ne se rapporte qu'assez indirectement à celle de l'infamie légale, il est du moins une de leurs conséquences, peine accessoire qui leur est toujours attachée, qui rentre pleinement dans notre sujet. Toute peine capitale en effet entraîne la confiscation et la mort civile ; or laissant de côté la confiscation, nous trouvons en la mort civile la manifestation la plus complète de l'infamie légale. Cette peine qui a peu varié du reste a survécu à l'ancien droit, et l'article 25 du Code civil contenait une énumération complète de ses effets ; elle ne fut abolie que par la loi du 31 mai 1854. La profession religieuse produisait bien aussi une sorte de mort civile, avec des effets tout à fait semblables à ceux qu'elle a lorsqu'elle résulte d'une condamnation, mais alors elle n'a aucun rapport avec la question de la pénalité ; les effets qu'elle produit lui sont attachés pour des raisons d'utilité pratique, et nullement comme un châtiment ou une marque de déconsidération.

Dans l'ancien droit, la peine de mort civile résultait de plein droit, sans que le jugement la prononce, de toute condamnation à une peine capitale ; des ordonnances de François I^{er} l'attachaient également comme peine accessoire à toute condamnation à la déportation. Le criminel, frappé de l'une de ces condamnations, est par le fait même mort civilement ; il ne conserve que la vie, mais en dehors de cela on le considère absolument comme un mort ; il n'y a plus aucun lien entre lui et la société, ce n'est plus ni un citoyen, ni un étranger. Suivant les coutumes, moins rigoureuses sur ce point que le Code Napoléon, la mort civile n'enlevait au condamné cepen-

dant que les droits civils, mais elle lui laissait les droits qu'il tenait du droit des gens ; par là elle différait de l'interdiction de l'eau et du feu du droit romain, de la perte de toute paix et de tout droit qui dans les vieilles coutumes de la Germanie autorisait à courir sus à certains criminels, à les mettre à mort. La mort civile laissait au condamné le droit de contracter les engagements consacrés par le droit naturel ou ecclésiastique, par exemple de se marier ; mais ce mariage n'avait aucun des effets civils attachés ordinairement par la loi au mariage légitime, ainsi les enfants nés de ce mariage ne pouvaient succéder à leurs parents. Cependant si l'un de ceux-ci était de bonne foi lors du mariage, cette bonne foi chez l'époux non mort civilement suffisait, par suite de la théorie du mariage putatif, pour rendre les enfants légitimes, et ceux-ci comme tous les enfants légitimes, héritaient de celui de leurs parents qui avait été de bonne foi. Le mort civilement ne pouvait agir en justice, recueillir aucune succession, legs ou donation entre vifs, sinon à titre alimentaire, ni de même disposer par acte entre vifs, ou testament ; tous ses biens du reste passaient au fisc, sauf en quelques pays où la confiscation n'était pas admise. En dehors de cela les autres contrats lui restent permis, par exemple la vente et l'achat, l'échange, le louage, etc... Quelques auteurs cependant, et parmi eux Pothier, lui refusaient la puissance paternelle, mais d'autres la lui laissaient. La mort civile ne se prescrivait jamais ; elle continuait à produire ses effets alors même que la peine principale à laquelle elle était attachée, se trouvait, elle, prescrite, par exemple à la suite d'un jugement emportant condamnation par contumace, lorsque cette condamnation restait inexécutée.

Comme au Code civil, et contrairement au droit romain, la mort civile dans le droit coutumier, au lieu de produire ses effets du jour du jugement, ne partait que du jour de l'exécution de ce jugement, et même au cas où il était par contumace, il fallait que le condamné eût laissé passer cinq années sans se faire juger à nouveau, et contradictoirement, pour être frappé de la mort civile, qui alors il est vrai, ayant un effet rétroactif, était censée dater du jour même de la condamnation. Mais jusqu'à l'expiration de ces cinq années, rien n'était définitif, si bien que le condamné venant à mourir dans cet intervalle était censé mort *integri status*, la mort civile ne l'ayant pas encore atteint. Il résultait seulement de sa condamnation une atteinte à son honorabilité, un soupçon permettant de faire annuler comme entachés de dol et de fraude, certains actes à titre gratuit passés par le condamné depuis sa condamnation par contumace, tels que testaments ou donations.

Après les peines capitales venaient comme nous l'avons dit les peines afflictives ou corporelles également infamantes. Mais parmi elles nous en trouvons plusieurs qui, soit par la publicité de leur exécution, soit par la marque qu'elles impriment pour toujours sur le corps du condamné, ont un caractère plus spécialement déshonorant. Il en est ainsi particulièrement dans certaines peines où la peine corporelle est presque insignifiante, ne cause qu'une souffrance presque nulle, et dans lesquelles l'infamie qui résulte de la publicité de l'exécution constitue véritablement le seul châtiment, par exemple dans le carcan, le pilori, dans lesquels la souffrance corporelle est à peu près nulle, et où tout l'élément pénal se trouve dans le déshonneur qui en résulte.

Les peines corporelles et afflictives comprennent entr'autres peines, toutes celles consistant en mutilations, très nombreuses au moyen âge. C'est ainsi que nous trouvons l'arrachement ou percement de la langue, l'abscision des lèvres, l'essorillement, l'amputation ou le brûlement de la main, cette dernière, peine accessoire jointe à la peine de mort, en cas de crime, de parricide ou de lèse-majesté. Certaines de ces peines avaient du reste peu à peu été abandonnées en France dès avant la Révolution ; c'est ainsi qu'à cette époque, l'essorillement y était à peu près inconnu, tandis qu'il était encore très usité en Angleterre. Mais d'autres, comme le supplice de l'arrachement ou du percement de la langue, y étaient encore très fréquemment employés. Il est certain que ces peines, tout en causant sans aucun doute une douleur physique parfois même très cruelle, renfermaient encore un autre élément de pénalité. Elles laissaient en effet une marque ineffaçable sur une partie visible du corps de l'individu, généralement le visage, marque qui, jusqu'à sa mort, désignait le condamné au mépris de tous, leur rappelant son crime, l'infamie qu'il avait encourue ; et ce second élément de la peine n'était peut-être pas le moins cruel. On retrouve de même ces deux éléments de pénalité dans la marque, mais le second prend ici une importance encore plus grande relativement au premier. En effet, bien que l'application du fer rouge produise une violente douleur, il est évident que cette douleur momentanée en somme, est peu de chose à côté de la honte qui résulte pour le coupable de ces inscriptions qui ne s'effaceront jamais de ses épaules, où se trouve ainsi inscrite son ancienne condamnation ; celle

des galères marquée par les lettres GAL, celle d'une femme qui a été condamnée pour vol par la lettre V, et enfin lorsqu'il y avait eu en même temps condamnation au fouet ou au pilori, par une fleur de lys. Comme nous le verrons plus loin, à propos de la marque plus particulièrement, ces peines avaient leurs partisans, qui y trouvaient entr'autres avantages celui de permettre de reconnaître les récidivistes ; il y avait là en quelque sorte comme le casier judiciaire d'un individu écrit sur son corps même, le suivant partout. Malgré cela, elles furent presque toutes abandonnées dès le droit intermédiaire par le Code de 1791. La marque seulement fut rétablie au Code de 1810, pour ne disparaître définitivement qu'en 1832, et nous verrons qu'à ce moment, dans les arguments donnés pour obtenir sa suppression, on ne fit même pas allusion à sa cruauté, à la douleur physique qu'elle produit, mais seulement à la flétrissure qui en résulte pour le condamné ; on paraît presque ne voir en elle que ce côté, ne la considérant que comme une peine purement infamante.

Il y avait encore comme peine afflictive et infamante le fouet donné avec des verges ou avec des cordes, et où à la douleur s'ajoutait la honte de l'exécution publique. Puis une peine datant d'une loi de l'empereur Justinien, l'authentique *Sed hodie*. Elle condamnait la femme adultère à être fouettée publiquement, puis, enfermée deux ans au moins dans un cloître ; au bout de ce temps son mari était libre de la reprendre ; s'il s'y refusait, la femme définitivement enfermée dans le cloître avait la chevelure entièrement rasée, ses biens confisqués et acquis pour deux tiers à ses enfants, et pour l'autre tiers au

couvent. Nos coutumes supprimèrent la peine du fouet, mais continuèrent à confisquer tous les biens de la femme, et cette fois au profit du mari.

Était considérée comme peine afflictive et corporelle en même temps qu'infamante, l'amende honorable dont on constate l'existence dès la fin du XII^e siècle. L'Echiquier de Normandie l'infligeait avant la mort en cas de parricide. Plus tard, au XVII^e siècle, l'amende honorable se distingue en amende honorable sèche, qui a lieu en Chambre du Conseil, en face seulement de la partie lésée, et en amende honorable *in figuris* ; pour celle-ci le condamné était amené en audience publique par l'exécuteur, nu-pieds, en chemise, une torche à la main, et la corde au cou ; là il faisait à genoux l'aveu de son crime, en demandant pardon à Dieu, aux hommes et à la justice. C'était là, l'ancienne amende honorable, imitation de la confession et de la pénitence publique imposée par le droit canonique des premiers siècles du christianisme au pécheur qui avait causé du scandale. Imbert rapporte que cette peine pouvait être prononcée comme peine principale et seule, quand le crime, ne lésant aucun intérêt matériel, s'attaquait seulement à l'autorité et à l'honneur de Dieu, du roi ou des particuliers ; la peine se trouvait alors prise dans le même ordre d'idées que la faute. Or en ce cas précisément où elle était appliquée seule, sans une autre peine, il semble bien que l'on aurait dû voir dans l'amende honorable une peine purement infamante, et si Jousse la classe parmi les peines corporelles et afflictives, c'est qu'il envisage les cas les plus fréquents, où elle est l'accessoire d'une autre peine qui, alors, elle, est bien réellement afflictive, et qu'il la

fait participer au caractère de celle-ci. Il en était de même de la dégradation de noblesse, qui, il est vrai, atteignait cependant plus directement les intérêts matériels du condamné puisqu'elle lui retirait les avantages et privilèges de toute nature que la noblesse lui valait.

Enfin, venaient deux peines : le carcan conservé au Code pénal de 1810, modifié en 1832, puis supprimé en 1848, et le pilori, peines dans lesquelles l'élément pénal résulte presque entièrement de la publicité de l'exécution, et qui frappent le condamné uniquement dans son honneur, la considération dont il pouvait jouir, sans lui imposer, si elles étaient prononcées comme peines principales et uniques, de souffrances corporelles appréciables ni de lésion d'intérêts.

Le condamné au carcan était attaché derrière la charrette du bourreau, les mains liées par devant, et conduit ainsi à pied, au milieu de la place publique où un poteau était élevé. Il était attaché à ce poteau par un collier de fer dans lequel le bourreau lui enfermait le cou au moyen d'un cadenas ; sur sa poitrine on lui accrochait un écriteau apprenant à tous les causes de sa condamnation ; on le laissait ainsi exposé pendant plusieurs heures, de préférence les jours de marché, pour que la peine fût plus rigoureuse, l'infamie qui frappait le condamné ayant ainsi plus de publicité. Parfois la condamnation portait qu'il serait remis au carcan plusieurs jours de suite.

Pour la seconde de ces peines, elle avait beaucoup d'analogie avec le carcan, et du reste on les confond souvent. Le pilori était une construction permanente, toujours à la même place, alors que le carcan s'exécutait tantôt à un endroit, tantôt

à un autre, ne nécessitant aucune construction. Le pilori à Paris se trouvait au milieu des Halles. C'était un petit pavillon carré, avec des murs en maçonnerie jusqu'à une certaine hauteur ; puis au-dessus il n'y avait que les quatre poteaux d'angle soutenant la toiture ; au milieu une poutrelle se trouvait dressée en équilibre, de façon à tourner sur son extrémité inférieure comme pivot. Son extrémité supérieure portait une plate-forme ronde, entourée d'une bordure en bois percée d'un trou pour passer la tête du condamné, et de deux trous pour ses bras. Lorsque l'on faisait tourner la poutrelle, la plate-forme tournait avec elle, et le condamné tenu par les bras et la tête, était ainsi présenté de tous les côtés successivement. Une autre peine également bien analogue à celle du carcan, était celle que l'on infligeait aux bigames et aux polygames. On les promenait dans les rues et on les attachait trois jours de suite en trois carrefours différents, avec auprès d'eux, autant de quenouilles qu'ils avaient de femmes.

Autour du carcan ou du pilori, se réunissaient en général les éléments les moins estimables de la population, dont la cruauté, les mauvais instincts se donnaient carrière en couvrant de huées, d'injures, et d'outrages de toutes sortes le condamné qui, en fait, voyait rarement devant lui des citoyens honorables. Ces exécutions avaient donc surtout comme résultat d'exciter et de développer les mauvais instincts de la foule. Quant au condamné lui-même, ces heures de supplice et d'humiliation avaient pour effet, soit de l'aigrir, de l'exaspérer, d'éteindre en lui ce qui pouvait rester d'honnête, soit dans le cas contraire de lui inspirer la honte et le mépris de lui-même,

de telle sorte que croyant voir partout des témoins de son ancienne humiliation, se croyant reconnu d'eux, et désespérant de se relever jamais, de se refaire une place parmi les honnêtes gens, il évite leur contact, est amené à ne fréquenter que d'anciens condamnés, des individus tarés; et ainsi par le fait d'une peine dont le but principal, pour ne pas dire unique, eût dû être de le ramener au bien, il se trouve presque invinciblement poussé au mal.

Quant aux autres peines afflictives et corporelles, les galères à temps, la réclusion également à temps, l'exil qu'il ne faut pas confondre avec le bannissement, les œuvres serviles ou travaux publics, peine militaire, n'avaient aucun caractère spécial les rendant plus particulièrement infamantes; celui qui les subissait, était bien frappé d'infamie, sa peine était dite infamante, mais aucune marque extérieure ne venait donner à cette infamie une sanction matérielle.

Enfin, venait la troisième catégorie des peines que nous avons indiquée, celle des peines purement infamantes qui, au lieu d'atteindre le coupable dans son corps, sa liberté, ses intérêts matériels, le touchent seulement dans son honneur, sa réputation, le rendant infâme. Jousse dans son *Traité de la justice criminelle de France*, traité publié en 1771, donne une énumération de ces sortes de peines dans l'article IV du titre III. Il classe comme peines infamantes :

La peine d'être promené à cheval ou sur un âne à travers les rues avec un chapeau de paille sur la tête, peine qui est en général accompagnée de celle du fouet ou du bannissement, et que l'on prononce surtout contre les femmes qui vivent de la prostitution d'autrui.

La peine d'assister à la potence, que l'on infligeait en général aux enfants ayant participé à un crime, et dont les complices étaient condamnés à mort, tandis que pour eux leur jeune âge avait empêché de les frapper d'une peine corporelle. Il est inutile du reste de s'attarder beaucoup à faire ressortir, tant cela est évident, ce qu'il y avait d'illogique, alors que l'âge du prévenu était considéré comme une excuse suffisante pour lui épargner toute peine corporelle, que l'on eût pu lui infliger aussi légère qu'il eût semblé juste, de lui faire subir malgré son âge une peine classée parmi les peines infamantes, c'est-à-dire devant, d'après l'ordre de la loi, lui infliger un déshonneur dont il supporterait le poids toute sa vie.

Puis venait le Blâme, consistant en une réprimande prononcée contre l'accusé, qui la recevait tête nue et à genoux. On trouve au *Journal des audiences* un arrêt du dix huit juin 1701 qui déclare un officier commensal vétérans déchu de son privilège, par suite de l'infamie résultant de la peine du blâme prononcée contre lui, ce qui montre bien le caractère infamant de cette peine. Le blâme était du reste très rarement prononcé seul, mais presque toujours accompagné d'une autre peine, qui était le plus souvent l'amende pécuniaire.

Cette peine de l'amende était du reste elle-même une peine infamante. Elle était prononcée au profit du fisc, dans la plupart des procès criminels, contre les accusés convaincus de crimes, et le plus souvent elle était du reste accompagnée d'une autre peine. L'amende prononcée seule, en droit romain n'emportait pas l'infamie ; mais d'après les coutumes, l'amende prononcée à la suite d'une procédure extraordinaire, c'est-à-

dire ayant pour point de départ un crime, cause infamante, alors qu'elle était prononcée en dernier ressort ou confirmée par arrêt, emporte elle-même, et sans être jointe à nulle autre peine, l'infamie. D'après Muyard de Vouglans dans ses *Lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, ouvrage publié en 1780, il faudrait toutefois ne pas appliquer cette règle aux amendes prononcées par l'administration des Eaux et Forêts, qui ne seraient pas infamantes, bien que rendues à la suite de procédure criminelle. Mais il paraîtrait que cette exception ne comprendrait que les condamnations à l'amende intervenues à la suite d'une procédure criminelle ordinaire, et non à la suite d'un jugement de règlement et confrontation. Presquetoujours à l'amende se joignait une autre peine, comme par exemple le blâme dont nous avons parlé plus haut, mais d'après les termes mêmes de l'ordonnance de 1670, elle pouvait parfaitement s'infliger seule. Les Cours souveraines avaient même la faculté de stipuler en ce cas que l'amende à laquelle elles condamnaient le coupable n'emporterait pas l'infamie ; mais il était alors nécessaire pour cela qu'elles eussent prévu ce résultat par une clause spéciale ajoutée à l'arrêt : « Sans que l'amende puisse emporter aucune note d'infamie ». Les juges d'ordre inférieur au contraire n'avaient pas ce privilège d'exempter ainsi le condamné d'une des conséquences de la condamnation qu'ils prononçaient contre lui.

En cinquième lieu, venait la Privation d'Office, prononcée contre un officier, peine qui comportait deux degrés ou deux modes d'exécution. Ou bien l'officier était privé directement de l'office qu'il possédait, ou bien il était seulement déclaré

incapable d'en posséder à l'avenir. Par le fait seul de la première de ces deux condamnations, l'office dont le condamné se trouvait pourvu à ce moment devenait de suite et de plein droit vacant ; quant à la seconde, elle équivalait à une sommation de le céder, mais en attendant elle frappait le condamné de l'incapacité d'en remplir aucune fonction, et même le plus souvent le jugement de condamnation lui fixait en outre un délai pour se défaire de cet office. Du reste le plus souvent aussi, à la première de ces condamnations était jointe la seconde par une clause spéciale ; mais alors même que cette clause eût été omise, le résultat était le même, la seconde de ces peines étant comme une conséquence naturelle, un accessoire de droit de la première. Une peine qui avait beaucoup d'analogie avec la privation d'office était la privation de bénéfice, peine surtout canonique prononcée par les juges d'église dans les cas prévus par le droit canon, mais peine laïque également, prononcée par les juges royaux dans certains cas. Il y avait encore dans le même ordre d'idées la privation de privilèges, prononcée le plus souvent contre les villes, corps, communautés, pour rébellion, violences, ou autres crimes, et qui provenant d'un délit infamant par lui-même, emportaient note d'infamie. Du reste comme conséquence de cette infamie, et pour en donner en quelque sorte une manifestation extérieure, on joignait le plus souvent à la peine de privation de privilèges, celle de la démolition des murailles, ou des édifices les plus distingués, ou bien encore celle d'une inscription déshonorante.

Jousse cite encore comme peine simplement infamante, la condamnation à vider les lieux, sinon à voir ses meubles jetés

sur le carreau, peine qui frappait surtout les tenanciers des maisons de débauche et de prostitution, les filles et femmes de mauvaise vie. Mais il nous semble bien difficile d'admettre que cette peine pût emporter l'infamie, du moins bien entendu l'infamie de droit dont nous parlons ici, puisqu'elle pouvait être prononcée sur une procédure ordinaire, sans récolement ni confrontation de témoins. Sans aucun doute, il résultait de cette peine une déconsidération, mais c'est seulement parce qu'elle faisait connaître la conduite honteuse du condamné, ce qui est plutôt, comme nous le verrons tout à l'heure, le fait de l'infamie de fait.

Enfin Jousse, en dernier lieu, cite la condamnation à avoir ses libelles et écrits supprimés, lacérés ou brûlés par la main du bourreau et les cendres jetées au vent. Cette condamnation frappait les auteurs d'écrits séditieux ou contraires à la morale, sans instruction criminelle, sur simple requête du ministère public et lecture de ces écrits. Tous ceux qui en possédaient un exemplaire, étaient alors tenus de l'apporter au greffe de la juridiction, et il était défendu de le vendre ou réimprimer à l'avenir. Quand les auteurs étaient connus on pouvait du reste, en outre de cette première condamnation, instruire criminellement contre eux.

Le même auteur cite ensuite des peines non infamantes. Ce sont l'admonition, réprimande faite à l'accusé, mais par le juge seul et en Chambre du conseil, avec avertissement de ne plus recommettre la même faute à l'avenir. Comme elle n'emportait pas note d'infamie, dans les cas où elle était, comme cela arrivait le plus souvent, prononcée contre des gens pourvus d'office,

elle ne les en rendait pas indignes, et du reste le plus souvent les arrêts mentionnaient expressément qu'ils pouvaient en continuer les fonctions. De même encore aucune note d'infamie ne résultait d'une condamnation à l'aumône, de l'interdiction d'officiers, ou de suspension de leurs fonctions, de l'abstention de certains lieux, de la condamnation au double, au triple, à la prison dans les cas où elle constitue une véritable peine, et non un simple moyen de s'assurer de la personne d'accusés non encore jugés, et pendant l'instruction de leur procès.

CHAPITRE IV

THÉORIE DE L'INFAMIE DANS LA PÉRIODE MODERNE.

Nous avons déjà vu que toute condamnation à une peine capitale avait comme corollaire nécessaire la mort civile, et nous avons vu aussi quelle situation cette peine créait au condamné.

Les peines afflictives et corporelles non capitales, et les peines simplement infamantes avaient un résultat moins rigoureux ; le condamné était seulement atteint d'une note d'infamie, qui le laissait cependant un véritable citoyen ; il comptait toujours réellement comme vivant, et conservait tous ses biens avec une grande partie de ses droits. On distinguait du reste, en droit coutumier comme en droit romain, deux sortes d'infamie : la première infamie de droit, la seule véritable, existant par le fait d'une déclaration de la loi, et la seconde, infamie seulement de fait provenant d'une action infamante, et consistant en une déconsidération qui résultait de ce fait pour le coupable auprès des honnêtes gens, sans même qu'il ait été poursuivi ni condamné pour cette action, sans qu'aucune disposition légale y ait attaché une note d'infamie par une clause la prévoyant expressément. C'est, par exemple, cette seconde sorte d'infamie qui frappait les usuriers, les faillis, ceux qui accusés d'un crime infamant avaient été renvoyés par un plus amplement informé. Cette information rendait seulement

incapable d'occuper les charges de judicature, les charges publiques, d'échevins, de consuls, parfois même elle excluait de ces charges ceux qui les détenaient à l'époque où ils en étaient frappés, mais jamais elle ne privait un officier de son office.

L'infamie de droit était au contraire celle qu'encourait *ipso jure* le criminel condamné à une peine afflictive et corporelle ou simplement infamante ; ainsi par exemple cette infamie était encourue naturellement par le fait seul d'une condamnation aux galères, au fouet, au carcan, etc... C'est alors en vertu d'un ordre exprès de la loi que le coupable est atteint de l'infamie légale. Mais alors qu'en droit romain, l'infamie était encourue de plein droit, *ipso facto*, dans les crimes publics et notoires, avant même que leur auteur ait été mis en jugement, dans le droit coutumier il ne pouvait en ce cas être encouru que l'infamie de fait, vis-à-vis de l'opinion publique ; mais pour l'infamie proprement dite, c'est-à-dire l'infamie légale, il fallait pour lui donner naissance, un procès terminé par une condamnation à une peine infamante. Dans ce cas, l'infâme devenait par suite de cette peine incapable d'exercer une dignité ou charge publique. Bien que la sentence qui le frappait d'infamie ne prive pas directement un officier de la charge qu'il occupait déjà, ne rende pas celle-ci vacante de plein droit, elle arrive à ce même résultat indirectement, en rendant l'infâme incapable d'exercer aucune des fonctions, de bénéficier d'aucun des privilèges afférents à cette charge, de telle sorte qu'il est alors forcé d'abandonner celle-ci, n'en retirant plus d'ailleurs aucun avantage. De même cette infamie

légale rendait incapable de témoigner en justice, ou du moins frappait les témoignages de l'infâme d'une présomption de fraude, qui ne les faisait accepter qu'en cas de nécessité, à défaut d'autres, et alors même, seulement à titre de simples renseignements. Un infâme ne pouvait non plus entrer dans les ordres sacrés.

Mais en dehors de cela, sa personnalité civile restait entière, sa capacité intacte ; il pouvait passer tous les contrats, même ceux établis par le droit civil, contracter par exemple un mariage d'où naissaient des enfants absolument légitimes, disposer de ses biens, recevoir par donations entre vifs ou testamentaires. Quant au point de départ de l'infamie, il se trouve non pas au jour où la condamnation est prononcée, mais seulement au jour où elle est signifiée au condamné, du moins quand il n'y a pas d'appel du jugement, et que le condamné est libre d'interjeter appel quand il voudra, car alors il eût dépendu de lui, en retardant indéfiniment son appel, ou en n'en appelant pas du premier jugement, de se soustraire à l'infamie dont l'avait frappé cette première condamnation. Mais au contraire, dans les cas où le condamné a interjeté appel, l'infamie est suspendue, car elle ne frappe pas par provision celui dont la condamnation n'est pas encore définitive ; il est vrai que lorsque l'arrêt intervenant sur l'appel se trouvera confirmer le premier jugement, l'infamie alors rétroagira, et sera censée avoir frappé le condamné dès la signification du premier jugement. Mais si ce condamné après avoir interjeté appel, venait à décéder avant que l'arrêt n'ait été rendu sur l'appel, confirmant le premier jugement, il mourrait indemne, sans avoir

jamais été atteint par l'infamie. Par contre, l'infamie une fois encourue subsiste toujours, comme l'établit un arrêt du Parlement de Paris du 9 mai 1731, et cela quel que soit le sort de la peine principale. En effet, c'est à la condamnation à une peine infamante, et non pas à la peine infamante elle-même qu'est attachée cette infamie ; une fois la condamnation prononcée, elle existe, et peut exister en dehors, sans le soutien de la peine principale. C'est ainsi que par exemple après une condamnation au bannissement, ou aux galères à temps qui se trouve n'avoir pas été exécutée, et être prescrite par 30 années, l'infamie a cependant bien atteint le condamné et ne se prescrit pas, lorsque le jugement a été bien signifié. C'est aussi cette absence de lien entre l'infamie et l'exécution de la peine principale, qui fait que dans les condamnations à une peine infamante temporaire, lorsque cette peine a été exécutée et que le condamné est rendu à la liberté, il reste toujours cependant sous le coup de l'infamie, qui alors subsiste seule, car elle n'est jamais temporaire.

On trouve dans les différentes coutumes de l'ancien droit une coutume qui renferme toute une théorie spéciale de l'infamie. C'est la coutume de Roussillon, où le droit se rapproche autant de celui des provinces de la frontière d'Espagne, où a subsisté l'influence du droit des Wisigoths, que de celui du centre de la France. L'infamie qu'elle envisage surtout, comme étant du reste de beaucoup la plus fréquente, est plutôt peut-être l'infamie de fait que la véritable infamie légale résultant d'une condamnation. Cette théorie a son point de départ et sa raison d'être dans la conception que l'on se faisait à cette épo-

que de la nature humaine, et dans la classification des hommes suivant leur qualité, depuis les seigneurs jusqu'aux serfs. Ce qui distingue ces hommes les uns des autres, c'est leur dignité, trèsaffaiblie chez les uns, sinon nulle, ce sont alors les infâmes ; très élevée au contraire chez les autres. L'infâme est donc alors un individu d'une classe spéciale, avec ses attributs également spéciaux, et aussi bien défini par exemple que le noble et le clerc. L'infamie résulte de ses actions et de l'ordre moral établi par Dieu. C'est donc Dieu seul et la morale qui ont établi l'infamie de fait ; le pouvoir au moyen de la loi, la coutume ne peuvent créer qu'une infamie artificielle, l'infamie de droit. Ce qui rend infâme, c'est bien toujours l'infamie de la conduite ; mais certains faits d'une gravité exceptionnelle sont prévus par des textes spéciaux de la loi, qui alors inflige expressément l'infamie à celui qui les a commis ; l'infamie devient alors légale.

Dans le droit des Wisigoths, on trouvait déjà des infâmes, mais leur situation était mal définie. Au début du XIII^e siècle, on trouve en Catalogne des dispositions les visant expressément. C'étaient alors des condamnés comme en droit romain, mais la loi était peu rigoureuse à leur égard, et l'infamie était beaucoup moins souvent infligée que dans les pays de droit coutumier. Ainsi, cinq professions seulement, l'usure, le fait de tenir une maison de jeu, la prostitution, le commerce de la prostitution d'autrui, et le métier de bourreau, rendaient infâme. De même alors qu'au XV^e siècle, dans les pays de droit coutumier, les jurisconsultes comptaient jusqu'à 50 cas pouvant, en dehors de ces professions, donner lieu à l'infamie, on

n'en trouve qu'une dizaine à peine écrits dans les lois du Roussillon et de la Catalogne. Quant à la condition de ceux qui étaient frappés d'infamie, elle était elle-même beaucoup moins dure en Roussillon qu'en pays de droit coutumier. Alors qu'en général comme nous l'avons vu, les infâmes sont incapables d'être cités comme témoins, cette incapacité n'est que relative en Roussillon. Le *Forum judicum* exigeait que leur témoignage fût contrôlé par la mise à la torture ; les *Usatici* se contentent de contrôler ce témoignage au moyen de celui de personnes honorables, et ce fut la solution généralement adoptée au moyen âge, bien que certains auteurs défendent une solution contraire. Suivant Péguera le juge est le maître de décider s'il doit ou non tenir compte de ces dépositions, et dans quelle mesure, mais, suivant lui, à son époque dans la pratique : « on « tient peu de compte de l'infamie, parce qu'à la rigueur tout « le monde en est plus ou moins atteint par ces temps de « mauvaises mœurs. » Quoi que l'on doive penser de la sévérité de cette opinion de Péguera à l'égard de ses contemporains, nous trouvons dans cette phrase la confirmation de ce fait qu'ici encore, le juge a un pouvoir absolument arbitraire ; c'est à lui qu'il appartient de décider quel cas il doit faire de la déposition d'un infâme. Quant à l'exclusion de toutes les charges publiques, il n'y a même pas de discussion sur ce point, tous les auteurs sont unanimes pour en frapper l'infâme ; certaines décisions spéciales prévoient cette exclusion pour les usuriers par exemple ; d'autres au contraire permettent expressément certaines fonctions aux infâmes, par exemple celle de notaires. Quant à ceux qui se trouvaient frap-

pés seulement de l'infamie de fait, il leur était interdit d'acquiescer une de ces charges, mais quand ils en possédaient une avant de commettre la faute qui leur valait cette infamie, ils conservaient cette charge, continuaient à en exercer les fonctions, à jouir des privilèges qui y étaient attachés, au lieu d'en être déchus comme ils l'eussent été par le fait de l'infamie de droit.

Quant à ses droits civils, l'infâme dans les pays de droit écrit les gardait entiers ; ainsi pour la tutelle, le mariage, la faculté de recevoir ou de disposer par succession ou donation, il se trouvait dans la même situation que les citoyens les plus honorables, alors que, au contraire, les *Usatici* et le *Forum judicum* le déclaraient déchu de ses droits de succession. De plus les lois avaient des dispositions spéciales pour sanctionner la légitimité des gains acquis par l'exercice de professions dites infamantes. Ainsi une disposition spéciale déclarait que l'usurier juif, une fois converti, conservait les biens qu'il avait acquis par l'usure ; de même encore la coutume de Perpignan, par exemple, laissait les femmes classées parmi les infâmes comme se livrant à la prostitution, disposer des biens acquis dans ce métier, mais seulement au profit des bonnes œuvres.

Pour la juridiction, les infâmes sont soumis à la juridiction ordinaire, et non à une spéciale, comme le fut plus tard celle des majors de place ou des lieutenants de police. Il y avait seulement une règle spéciale concernant les infâmes de mauvaises mœurs, disposition par laquelle la royauté déléguait aux consuls tous ses droits à leur égard, délégation qui, dans le droit moderne, s'est renouvelée au profit des maires.

En résumé nous trouvons dans tout l'ancien droit, au droit romain d'abord, puis au droit coutumier, cette distinction des peines, en peines infamantes, et en peines non infamantes, et une théorie spéciale de l'infamie légale. En outre nous avons vu nombre de peines afflictives et corporelles, qui sont aussi infamantes, donner soit par les marques extérieures et visibles qu'elles laissent sur le corps, comme la marque, l'arrachement des oreilles ou de la langue ; soit par la publicité de leur exécution comme le fouet, le carcan, le pilori, une manifestation extérieure de l'infamie encourue. Pour la distinction en peines infamantes et non infamantes, elle s'est conservée dans le droit actuel, du moins en France, et nous verrons dans la seconde partie de cette étude ce qu'il faut en penser. Quant aux manifestations extérieures de l'infamie, elles ont disparu, la plupart dès le droit intermédiaire qu'il nous reste à étudier, ainsi que les différentes modifications apportées en cette matière depuis le Code pénal de 1810, pour avoir fini ce qui concerne la partie historique.

CHAPITRE V

DROIT DURANT LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE. — DE LA RÉVOLUTION A LA PROMULGATION DU CODE, 1789-1810.

La transformation complète que subit l'ordre social en 1789, et les idées nouvelles qui, professées jusqu'alors seulement par un petit nombre d'écrivains et de philosophes, deviennent à cette époque celles de la masse de la nation, celles desquelles devait s'inspirer le pouvoir, devait dans le droit pénal, et en particulier dans notre matière, comme en tout du reste, amener des modifications profondes. D'abord la suppression des classes et de leurs privilèges, et l'égalité de tous les citoyens devant la loi, devaient nécessairement amener la disparition des peines spéciales à certaines classes, et où l'infamie se mesurait à la qualité du coupable, ainsi que celle des peines consistant à passer d'une classe dans une autre. C'est ainsi que pour la peine de mort, il n'est plus question de pendaison pour les roturiers, de tête tranchée pour les nobles ; de même, et à plus forte raison encore, on ne peut trouver comme peine, la dégradation de noblesse par le fait de laquelle un noble devenait roturier, puisque dans le nouvel ordre social, il n'y a plus ni nobles ni roturiers. D'un autre côté, un sentiment plus juste et plus élevé de la dignité humaine amenait forcément le législateur à se montrer plus mesuré dans

l'application de l'infamie, dans l'application de peines dont l'exécution offensait gravement cette dignité, la rabaissait dans la personne d'un criminel, il est vrai, coupable même le plus souvent de crimes assez graves, mais qui n'en était pas moins cependant un homme.

Depuis plusieurs années déjà, lorsqu'éclata la Révolution, ces idées commençaient à se faire jour. C'est ainsi que nous trouvons dans un *Mémoire sur les peines infamantes* publié par Muyard de Vouglans en 1780, à la suite de son ouvrage sur *Les lois criminelles en France* dont nous avons déjà parlé, non pas encore, il est vrai, une attaque en règle contre le principe même des peines infamantes, mais la réclamation de toute une série de réformes dans la manière dont ces peines étaient appliquées, dont l'infamie était distribuée. Bien qu'une bonne partie des arguments fournis par Muyard de Vouglans à l'appui de ses demandes de réformes, puisse intervenir surtout dans la discussion théorique du principe même des peines infamantes, il est peut-être utile de reproduire ici l'un et l'autre, réformes demandées et arguments fournis à l'appui de ces demandes, pour montrer quelles étaient sur cette question, à la fin du XVIII^e siècle, les idées, non pas d'un adversaire de l'ordre établi, et de tout l'ancien régime avec ses idées et ses principes généraux, mais seulement d'un réformateur très prudent, partisan jusqu'à un certain point de l'ancien ordre social, d'un fonctionnaire enfin nommé par le roi.

Muyard de Vouglans, bien loin de combattre le principe même des peines infamantes, voit en elles un des meilleurs et

des plus sûrs moyens de châtier les coupables, une des branches du droit pénal qui doit plus que toute autre fixer l'attention du législateur. Suivant lui, la peine pour être juste et utile, doit être proportionnée tout à la fois à la gravité et à la qualité du crime ; et si l'on ne trouve que rarement le véritable point de correspondance qui doit exister entre la faute et son châtiment, c'est que l'on ne voit pas assez la nature et les conséquences de la peine relativement au coupable, à sa qualité, aux mobiles qui l'ont poussé à commettre son crime, et aussi aux mœurs de la nation. Or le caractère dominant de la nation française, étant une extrême délicatesse sur le point d'honneur, l'un des principaux objets de la législation criminelle française, doit être de déterminer la manière dont il importe de procéder pour l'imposition des peines ayant pour résultat l'infamie et la flétrissure du condamné. Mais ces peines ayant une gravité exceptionnelle, non seulement par la rigueur du châtiment dont elles frappent le coupable, mais aussi par ce fait que forcément elles atteignent la famille innocente de celui-ci, la privent parfois de ses biens, de son nom même, et en tous cas font toujours rejaillir sur elle un déshonneur tel qu'elle est souvent réduite à s'expatrier, pour se soustraire à la honte qui par le fait du crime d'un seul de ses membres a rejailli sur tous, il importe que le législateur limite étroitement sur ce point le pouvoir du juge, qui trop souvent peut-être, prononce avec peu de prudence ces sortes de flétrissure, par suite du pouvoir discrétionnaire qui lui est donné.

Au lieu d'avoir comme en droit romain l'infamie de fait et l'infamie de droit, il n'y a plus en France qu'une seule infa-

mie véritable au point de vue de la loi, c'est celle qui résulte d'une condamnation ; mais ses effets sont différents suivant les cas. Prononcée comme peine principale, elle constitue le blâme, qui comme l'infamie de droit des Romains rend le condamné incapable d'exercer les fonctions et privilèges des offices et bénéfices dont il pouvait être revêtu, et d'être témoin en justice. Prononcée comme peine accessoire, ses effets varient suivant qu'elle est accessoire d'une peine capitale, ou d'une peine afflictive et corporelle. Si c'est une peine capitale, l'infamie qui en résulte est la mort civile, sauf cependant, dit Muiard de Vouglans, que la mort par décollation et celle résultant d'une condamnation émanée des tribunaux militaires, n'emportent ni infamie, ni mort civile. Quant aux peines afflictives, corporelles et pécuniaires que nous avons étudiées plus haut, elles emportent suivant la jurisprudence l'infamie. Mais sauf pour l'amende, à laquelle l'ordonnance de 1670 attache en certains cas l'infamie, aucune disposition du pouvoir législatif n'indique expressément à laquelle de ces condamnations doit être attachée cette peine accessoire qui aggrave singulièrement la principale, à ce point qu'elle est plus rigoureuse qu'elle-même bien souvent. Ce défaut de règles précises a permis au juge de prononcer arbitrairement ces peines afflictives et infamantes, sans considérer que c'est non la peine, mais le fait qu'elle sanctionne qui produit l'infamie ; sans considérer non plus les mobiles du crime, punissant ainsi de la même peine, de la même infamie, ceux commis par exemple sans réflexion, sous le coup d'une vive émotion, et ceux commis par dol, cupidité, bassesse de sentiments, et avec

préméditation ; sans distinguer non plus suivant le rang des accusés, et enfin surtout sans bien peser la gravité de la peine, ne songeant pas que l'infamie est perpétuelle, même lorsqu'elle a été prononcée comme accessoire d'une peine temporaire.

Souvent même il n'y a pas de recours possible contre ces jugements, soit qu'ils émanent des prévôts des maréchaux, soit qu'ils ne portent condamnation qu'à des peines simplement infamantes, cas auquel le condamné a pu acquiescer au jugement. Voici alors un condamné, qui coupable de fautes relativement légères peut-être, se trouve dégradé, déshonoré, et souvent forcé de s'expatrier pour se soustraire à la honte et à l'infamie qui pèsent sur lui, par le fait d'une condamnation sans appel, résultant assez souvent d'un procès où peuvent se trouver une foule d'irrégularités, de nullités peut-être, que l'accusé ne pouvait découvrir lui-même, et qui ont pu échapper à ses juges, soit par suite de leur insuffisance sur ce point spécial, soit parce qu'ils s'en sont trop légèrement rapportés au juge qui a instruit l'affaire et qui les a choisis lui-même. Ces divers inconvénients sont surtout sensibles, lorsqu'il s'agit de procès remis aux juges seigneuriaux.

Admettons du reste qu'il y ait en principe lieu à appel ; le sort du condamné est-il en fait beaucoup meilleur ? Peut-il espérer faire réformer le premier jugement, ne sachant même pas sur quoi il doit faire porter sa défense, puisqu'il ignore les motifs qui ont décidé les juges de première instance à le condamner ? Les interrogatoires, les confrontations auraient bien pu lui donner sur ce point au moins quelques vagues indications, mais en général le trouble qu'il éprouvait alors,

ou bien le défaut d'intelligence ou de mémoire, l'empêcheront de donner sur ce point des indications suffisantes à son défenseur, en admettant même qu'il ait pu se procurer ce défenseur, ce qui pourra très bien lui être impossible. Puis une fois l'arrêt rendu dans de telles conditions, ne présentant pas de garanties plus sérieuses pour l'accusé, s'il confirme le premier jugement, le condamné se trouvera cette fois irrévocablement frappé, suivant le cas de mort civile ou d'infamie. Sans doute il lui reste bien encore le recours au prince par révision, cassation ou lettres de grâce. Mais supposons celles-ci obtenues. Sauf exception elles dispensent simplement de l'exécution matérielle de la peine principale, mais laissent subsister l'infamie, comme le dit très justement l'adage : *Princeps quos absolvit notat*. Et puis surtout combien de difficultés pour se faire entendre du prince. D'abord pour les peines dont l'exécution est irréparable, le temps matériel manquera le plus souvent avant l'exécution, l'ordonnance de 1670 voulant que l'exécution ait lieu le jour même du prononcé du jugement. Dans les autres cas, le condamné, réduit complètement à l'impuissance par sa captivité, ne peut espérer qu'en sa famille, et celle-ci, alors qu'elle prendra ses intérêts avec tout le zèle possible, pourra manquer de l'influence ou des ressources nécessaires pour arriver à se faire entendre du prince. Du reste on retrouve ici encore comme au cas d'appel cette difficulté que les causes de la condamnation sont inconnues, l'arrêt étant seulement motivé par cette formule générale : « *Pour les cas résultant du procès* ». Enfin il pouvait se faire que l'infamie résultât d'une condamnation

par contumace, et alors sans avoir été entendu, sans avoir pu opposer les moyens de défense qu'il avait peut-être à invoquer, l'accusé qui pouvait être parfaitement innocent, mais avoir fui par crainte de la prison ou d'une condamnation injuste, ce qui était bien admissible surtout à une époque où la défense était loin d'être entourée de toutes les garanties désirables, ou enfin par crainte de la question et de ses tortures, se trouvait déshonoré à tout jamais, sans espoir de révision, sans aucune voie de recours. S'il a fui en effet devant la crainte que lui a causée l'accusation, ce n'est évidemment pas l'annonce de la condamnation qui l'a suivie et du sort qu'elle lui réserve, qui calmera ses inquiétudes et l'amènera à se remettre entre les mains de la justice. Or les cours supérieures ne peuvent recevoir aucune requête des condamnés par contumace, à moins qu'ils ne soient en état ; et alors au bout du délai de cinq ans, la condamnation par contumace aura la même autorité que si elle eût été contradictoire, et qu'elle résultât d'un arrêt rendu en dernier ressort. Et même en ce dernier cas, le condamné aurait une ressource suprême qui lui manque en cas de condamnation par contumace ; car pour les recours en révision et cassation, il lui faut s'être mis en état et constitué prisonnier.

Quant aux lettres de grâce, comme le prince se fonde pour les accorder sur le vu des charges et de l'enquête, et ne les accorde même que pour des cas non déclarés irrémissibles, il se peut que la déposition mensongère de témoins peut-être reprochables ou subornés, qui n'avaient pas à redouter la contradiction, ait aggravé les circonstances du crime pour le faire

déclarer irrémissible. Reste enfin la ressource suprême du condamné, la prescription de la peine ; mais outre qu'il lui faut trente ans pour s'accomplir et que par conséquent peu de condamnés peuvent en jouir, elle dispense bien de l'exécution de la peine principale, mais nullement de l'infamie ni de la mort civile. Il est vrai que si le contumace meurt dans les cinq années de sa condamnation, la famille peut en principe se faire admettre à purger sa mémoire ; mais dans la pratique ce recours est peu sérieux, la famille manquant le plus souvent du crédit nécessaire, ou en tout cas des indications et renseignements particuliers qui eussent pu établir l'innocence du condamné, et que lui seul pouvait fournir. Ainsi le condamné par contumace n'a donc en réalité aucune chance de faire rapporter la condamnation qui le frappe ; il se trouve pour la vie frappé, ou d'infamie avec les incapacités qui en résultent, ou même de mort civile. Sa famille elle-même est atteinte dans certains cas par la confiscation, et en tous cas parce que, par suite d'un préjugé malheureux, mais qu'il est impossible de faire disparaître, elle partage l'opprobre et la disgrâce du condamné, si bien que souvent, si certains de ses membres occupent des places ou grades honorables, ils sont amenés à s'en défaire par crainte de reproches et d'humiliations continuelles. L'État lui-même se trouve donc ainsi frappé, par la privation des services que pouvaient lui rendre ces membres d'une famille, atteinte sans même peut-être qu'un seul de ses membres ait commis le crime cause de la condamnation, et par ce fait que les talents, les aptitudes de ceux-ci se trouvent ainsi réduits à l'inutilité. Or la cause, le point de départ de tout cela, c'est uniquement le

décret réclancé contre l'accusé par le seul juge d'instruction, qui pouvait être incompetent, récusable, ou induit en erreur par la déposition de témoins corrompus ou reprochables. Quant aux craintes que pouvait inspirer un tel décret, craintes suffisantes pour faire fuir un innocent, sans qu'il songe à la possibilité de se défendre et de prouver son innocence, elles étaient en quelque sorte justifiées par le fait que ce décret ne lui était pas signifié, et du reste le plus souvent ne mentionnait pas le titre d'accusation.

Après avoir énuméré tous ces inconvénients des peines infamantes, Muyard de Vouglans, pour éviter les plus graves, demandait plusieurs réformes. D'abord préciser quelles peines emporteraient mort civile, quelles peines emporteraient infamie, et ne permettre d'en frapper que les crimes ayant une cause infamante, commis par dol, bassesse, cupidité, mauvaise foi ; pour rendre la vérification de ce point facile, les juges, même ceux des cours supérieures, jugeant en première instance, devraient motiver leurs jugements ; seraient aussi motivés les décrets de prise de corps, afin de vérifier si le juge qui les a rendus était compétent, si leur cause était infamante. Quant aux simples délits de police, ils ne pourraient comporter de peines infamantes qu'au cas où les lois spéciales à ces matières les établiraient expressément. D'un autre côté les peines infamantes ne pourraient frapper les nobles ou les ecclésiastiques, les militaires et tous les officiers publics, qu'aux cas où les simples particuliers encourraient des peines afflictives et corporelles ; pour lancer un décret contre eux, le juge d'instruction, au lieu d'agir seul devrait en référer à la Chambre du Con-

seil, ou être assisté de deux gradués comme pour les jugements définitifs. Sauf la détention dans une maison de force ou un hôpital, prononcée par le lieutenant de police, les peines infamantes ne pourraient résulter que d'un décret et du règlement à l'extraordinaire. Les amendes ou aumônes ne seraient infamantes que quand l'arrêt le déclarerait expressément. Pour éviter l'infamie, les cours supérieures pourraient convertir le bannissement en la simple abstention des lieux. Ces mêmes cours auraient un pouvoir discrétionnaire pour admettre les requêtes des contumaces même non en état, et seraient même tenues de l'admettre, quand le contumace aurait été frappé d'abord d'un décret d'ajournement personnel, converti ensuite en un de prise de corps. L'abstention des lieux et l'admonition pour crime comportant une peine infamante, ne pourraient être prononcées qu'à la suite d'une instruction extraordinaire, qui permet de reprocher les témoins et de se justifier. Aussitôt après la confrontation l'accusé aurait droit à un conseil qui serait admis à prendre connaissance des charges de l'enquête ; auprès de chaque parlement et cour supérieure un avocat serait spécialement chargé de cette fonction. Toutes les condamnations à des peines dont l'exécution est irréparable, ne seraient exécutées qu'après un délai suffisant, calculé d'après les distances, pour permettre au condamné de se pourvoir en revision, cassation, ou d'implorer sa grâce du prince. En cas de crime méritant la mort, si l'insuffisance des preuves détourne les juges d'aller jusqu'à cette peine, ils ne pourraient prononcer de peines afflictives ou infamantes. La prescription de trente ans exempterait non seulement de la peine, mais encore de ses

accessoires, mort civile ou infamie. Quant aux lettres de grâce ou de commutation de peines, elles pourraient contenir mention expresse de la remise de l'infamie, de telle sorte qu'elles puissent permettre non seulement de rentrer dans l'exercice des offices ou bénéfices retirés, mais encore d'en acquérir de nouveaux.

A la même époque un autre écrivain, Brissot de Varville, dans son ouvrage de la « Théorie des lois criminelles », émet des idées analogues. Pour lui comme pour Muyard de Vouglans l'infamie doit être une des armes du Code pénal les plus puissantes. La perfection serait que l'opinion publique eût assez de puissance pour punir à elle seule les délits blessant les mœurs, attentant à la sûreté de l'Etat, ou offensant le sentiment national ; si le sentiment de l'honneur était assez fort pour constituer l'unique loi, l'infamie à elle seule suffirait comme peine, et aurait plus de pouvoir que tous les supplices. Mais cette arme dépend plutôt de l'opinion que du législateur, elle prive celui qu'elle frappe de toute considération, rompt tout lien entre lui et la société, le met à part de ses concitoyens. Il en résulte que la force de répression de l'infamie, dépend de la pureté des mœurs, qu'elle s'affaiblit dans la même proportion que celles-ci se relâchent, ce qui se produit sous l'influence du gouvernement et du luxe. D'un autre côté du reste, l'infamie a moins de force dans un Etat plus étendu, où le coupable quittant les lieux témoins de son déshonneur, échappe jusqu'à un certain point à celui-ci, que dans un petit Etat comme l'étaient par exemple les petites républiques de l'antiquité, Sparte, Athènes, Rome à ses débuts. Cependant

la vie de l'homme se renfermant dans un milieu assez peu étendu, aussi bien au point de vue de la considération que de la vie criminelle, le mépris qui lui est témoigné dans ce milieu seulement, suffit en général à prévenir les crimes, si les mœurs générales étant bonnes, se retrouvent également bonnes dans les différents milieux. Mais il importe alors de ne pas prodiguer l'infamie, de la réserver pour en frapper les seuls délits attaquant l'honneur. Il faut surtout se bien garder d'avilir une classe de citoyens, en en punissant une autre, par exemple en considérant comme peine infamante le passage d'une classe dans une autre ; ainsi lorsque pour châtier le crime d'un noble qui s'est suicidé, on le déclare roturier, on avilit la classe des roturiers, la plus utile à la société, la plus respectable, en la considérant comme le refuge des êtres indignes d'appartenir à l'autre classe, alors qu'il serait au moins aussi naturel de punir un roturier en le faisant noble, car ainsi on le dégraderait réellement en le condamnant à devenir un être inutile.

En se plaçant à un autre point de vue, Brissot de Varville demande que, pour être juste, la peine infamante comme les autres ne frappe que le coupable seul, et non sa famille ; c'est ainsi qu'en Angleterre par exemple, cela se produit, comme dans les démocraties où l'on considère chaque citoyen d'après sa valeur personnelle ; la condamnation d'un individu n'a alors rien d'infamant pour sa famille, ce qui permet, huit jours après l'exécution de lord Ferrers, à son frère puîné héritier de ses titres, de siéger à sa place à la Chambre des pairs, sans avoir à subir aucune humiliation. Dans l'antiquité Platon allait bien jusqu'à prétendre que, loin de faire supporter à des enfants le châti-

ment d'une faute de leur père, il y aurait plutôt lieu de les récompenser de ne pas lui ressembler. En Chine au contraire, quand le chef de famille commet une faute, la famille entière se trouve enveloppée dans le châtiment. En France le préjugé commun fait rejaillir sur toute la famille d'un condamné l'infamie dont est frappé celui-ci. Ce préjugé tient à l'honneur qui, suivant Montesquieu, est l'âme d'un gouvernement monarchique, et quoiqu'étant un principe faux, il est aussi utile que n'importe quel principe juste. Mais en somme, cette utilité publique est loin d'être bien évidente, et le fût-elle cela ne suffirait encore pas à autoriser une violation du bon sens et de la justice.

Ainsi donc, Brissot de Varville comme Muyard de Vouglans, mais sans les formuler d'une façon aussi précise, se borne à solliciter certaines réformes. La Révolution devait amener quelques années plus tard et d'un seul coup, des changements beaucoup plus complets, et des réformes bien plus radicales sur ce point que ne le demandaient ces écrivains, qu'ils n'eussent même osé le prévoir. Dès avant la Révolution du reste, certaines réformes avaient déjà été réalisées par un édit du 8 mai 1788 qui supprimait certains abus et annonçait une réforme générale. Enfin en 1789 arrivent les cahiers des États généraux, et parmi la foule des réformes qu'ils réclament, il s'en trouve plusieurs ayant trait au droit pénal, entr'autres celle de la suppression du pouvoir arbitraire, tant au point de vue de la détermination du caractère du fait délictueux, que de la détermination des peines. Après l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août, et la déclaration des droits de

l'homme du 26 août 1789, une réforme complète des lois pénales s'imposait rigoureusement ; tous les citoyens sont devenus égaux devant la loi pénale, la distinction des classes est abolie. De ce fait seul déjà un certain nombre de peines disparaissent ; ainsi par exemple il ne peut plus être question comme peine infamante de faire descendre un noble au rang de roturier ; de même en cas de condamnation à mort, il n'y a plus lieu de choisir entre la potence ou la tête tranchée, suivant que le criminel est roturier ou noble, puisque cette distinction entre les citoyens est supprimée.

La loi des 8 et 9 octobre 1789 avait réformé les abus les plus graves dans la procédure criminelle ; le décret des 16 et 29 septembre 1791 concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés, donne à un jury la connaissance des délits les plus graves et modifie la procédure en conséquence ; enfin la loi des 25 septembre et 6 octobre 1791 qui prit avec un peu de présomption le titre beaucoup trop général de Code pénal, établit un système nouveau d'incrimination et de pénalité pour les délits de l'ordre le plus grave ; c'est-à-dire par conséquent ceux que sanctionnent les peines infamantes. La loi des 19 et 22 juillet 1791 qui avait agi de même en matière de délits correctionnels, n'a au contraire aucunement trait à ces peines infamantes, nous n'avons donc pas à nous en occuper. Quant au Code pénal de 1791, ses règles générales restèrent la base de notre droit criminel jusqu'à la promulgation du Code de 1810 ; en effet, le Code du 3 brumaire an IV appelé Code des délits et peines, n'est guère cependant intéressant qu'en ce qui concerne la juridiction et la procédure,

car il ne contient d'innovations et de réformes sérieuses que sur ce point; pour le reste, il ne fait guère que reproduire les dispositions du Code de 1791.

Le Code pénal de 1791 instituait comme peines afflictives ou infamantes : la mort, mais la mort consistant en la simple privation de la vie, et débarrassée de tous les accessoires qui dans l'ancien droit la rendaient plus ou moins cruelle, et plus ou moins infamante suivant les crimes commis, ou les personnes qui y étaient condamnées; les travaux forcés à perpétuité ou à temps, remplacés pour les femmes par la réclusion dans une maison de force; la gêne ou réclusion solitaire au pain et à l'eau; la détention ou emprisonnement au pain et à l'eau pendant 6 ans au plus; la déportation dans une colonie; la dégradation civique et le carcan. Ainsi se trouvent supprimées toutes les mutilations, toutes les peines contenant un signe matériel, une marque extérieure d'infamie; les peines qui s'adressent à la mémoire d'un mort. Plus par conséquent de langues coupées et percées, d'arrachement de lèvres ou d'oreilles, plus de marque, plus de cadavre traîné sur la claie. De toutes ces peines il ne reste que le carcan, et la mort civile; puis une nouvelle peine infamante est au contraire établie, celle de la dégradation civique. Cette peine était organisée avec un certain appareil théâtral, dans le goût de l'époque, et qui constituait la marque extérieure de l'infamie encourue; on peut rapprocher de cette dégradation civique, signifiée au condamné avec solennité, la dégradation militaire encore usitée actuellement au Code militaire.

La dégradation civique, peine criminelle et infamante, est

restée en vigueur au Code pénal français jusqu'à notre époque, ainsi que l'avait établie le Code de 1791, sans presque de modifications. Elle frappe le condamné d'un certain nombre d'incapacités toujours unies, car la peine est indivisible, c'est-à-dire que le juge ne peut frapper d'une partie des déchéances qu'elle entraîne et dispenser des autres ; elle est en outre perpétuelle ; le condamné qui l'a encourue en reste frappé toute sa vie, que la dégradation civique ait été prononcée comme peine principale ou comme peine accessoire, à moins cependant qu'il n'obtienne l'amnistie ou la réhabilitation qui effacent l'effet de la condamnation. Elle peut en effet être prononcée ou comme peine unique, ou jointe à une autre. Dans le premier cas elle est surtout destinée à punir les crimes politiques les moins graves ; mais alors il est évident qu'elle est à peu près dépourvue d'effet, si elle frappe par exemple un étranger, ou même un français ayant déjà perdu la qualité de citoyen, ou voyant dans ses droits publics, politiques et de famille, plutôt des devoirs en réalité que des droits. Aussi l'on peut lui joindre dans ce cas un emprisonnement de cinq ans au maximum ; cette mesure est même obligatoire quand le condamné est un étranger, ou un français ayant déjà perdu la qualité de citoyen ; dans ces deux cas en effet, la peine de la dégradation civique seule serait dérisoire, déclarant priver un individu de droits, qu'il n'a jamais possédés ou qu'il ne possède plus, en ayant déjà été privé. Comme peine accessoire, elle est encourue de plein droit par le fait d'une condamnation à une peine criminelle, afflictive ou infamante ; comme sous l'empire du Code de 1791 et jusqu'en 1854, la mort civile est l'ac-

cessoire des peines criminelles perpétuelles, la dégradation civique n'est alors attachée qu'aux peines criminelles temporaires : travaux forcés à temps, détention, réclusion et bannissement. Dans tous les cas, cette peine emporte la privation de tous les droits politiques, et de certains droits publics, comme celui de servir dans l'armée, celui de port d'armes, de porter des décorations, d'occuper des emplois ou charges publics, d'être juré, expert, témoin, professeur. Le dégradé se trouve destitué de toutes les fonctions ou emplois qu'il occupait, et exclu pour l'avenir de ces mêmes emplois et fonctions, ce qui avait de très graves conséquences, même au point de vue des intérêts matériels eux-mêmes. Enfin la dégradation civique emporte privation de certains droits de famille ; du droit par exemple d'être membre d'un conseil de famille, tuteur, curateur, ou conseil judiciaire, sauf lorsqu'il s'agit de ses propres enfants, et encore en ce cas à la condition d'être accepté comme tel par le conseil de famille.

En ce qui concerne la peine de mort, nous avons vu plus haut qu'elle consistait depuis le Code de 1791 en la seule privation de la vie, le coupable ayant la tête tranchée. Il est cependant un cas où la mort est accompagnée d'un appareil extérieur destiné à la rendre plus infamante, c'est au cas d'assassinat, d'incendie, et particulièrement au cas de parricide. L'article 4 du Code de 1791 décide en effet qu'au cas de condamnation à mort pour assassinat, incendie, empoisonnement, le coupable sera conduit au lieu de l'exécution revêtu d'une chemise rouge ; que le parricide aura la tête et le visage voilés d'une étoffe noire, et ne sera découvert qu'au moment

de l'exécution. Ainsi l'on joint à la mort une solennité destinée à la rendre plus humiliante, mais on n'y joint plus comme autrefois aucune torture. Au contraire le Code de 1810 rétrograde sur ce point comme sur quelques autres du reste ; il dispense il est vrai de cette solennité particulière le supplice en cas d'assassinat ordinaire, d'empoisonnement, d'incendie, et ne la conserve que pour le parricide seulement, mais alors il y ajoute une torture renouvelée de l'ancien droit : il décide en effet que le parricide conduit au lieu de supplice dans le costume ordonné par le Code de 1791, sera exposé sur l'échafaud, pendant qu'un huissier lira au peuple l'acte de condamnation, et qu'il aura ensuite le poing droit coupé avant d'être mis à mort. Cette torture du poing coupé ainsi rétablie par le Code de 1810 ne fut supprimée qu'en 1832.

Quant au Code du 3 brumaire an IV, il n'est guère, comme nous l'avons vu, consacré qu'à la juridiction et à la procédure, et sous le rapport des peines infamantes ne change rien au Code de 1791. Son article 602 en effet conserve comme peines simplement infamantes la dégradation civique et le carcan et son article 603 énonce comme peines afflictives criminelles, infamantes par conséquent, les mêmes que le Code de 1791. Un sénatus-consulte du 28 floréal an XII établit une nouvelle mesure, considérée plutôt comme une mesure administrative de garantie, prise par la société contre un individu reconnu dangereux, que comme une peine ; mais c'était cependant bien réellement une peine, et même une peine que l'on peut classer parmi les infamantes, bien qu'elle soit commune aux crimes et aux délits. Nous voulons parler de la surveillance de

la haute police. Le sénatus-consulte de l'an XII autorisait la Haute Cour impériale à y soumettre pour un temps déterminé ceux qu'elle avait acquittés. Ils étaient alors libres de choisir leur résidence, mais à la charge de prévenir la police du lieu qu'ils avaient choisi, d'y résider au moins six mois, et de prévenir lorsqu'ils voulaient changer de résidence. Certains lieux leur étaient en outre interdits. Nous classons cette peine dans la catégorie des peines infamantes, bien que le Code en fasse en certains cas du moins une peine correctionnelle, parce que par la surveillance dont elle entoure celui qui y est soumis, les formalités qu'elle lui impose, par exemple au cas de changement de résidence, elle le signale au mépris de tous comme un ancien coupable, et a les éléments d'une peine infamante si elle n'en a pas le titre, puisqu'elle déshonore jusqu'à un certain point celui qu'elle atteint, en lui infligeant sinon l'infamie légale, du moins l'infamie de fait.

CHAPITRE VI

PÉRIODE CONTEMPORAINE DEPUIS LA PROMULGATION DU CODE DE 1810.

Enfin le Code pénal de 1810 publié à la suite du Code d'instruction criminelle de 1808, et applicables tous deux à partir du 1^{er} janvier 1811, vint fixer d'une manière définitive, après la période de tâtonnements et de changements continuels qui avait suivi la Révolution, les principes et les règles fondamentales du droit pénal moderne. De même que la plus grande partie des lois, œuvres de la première heure de la Révolution, avaient souvent, par suite de la haine du passé qui animait leurs auteurs, dépassé un peu la mesure sage dans l'accomplissement des réformes, ou, tout au moins sur divers points, accompli trop brusquement des réformes qui eussent dû venir petit à petit, de même les lois de la période d'apaisement qui suivit allèrent parfois à leur tour, comme cela était forcé après un changement trop brusque et trop radical, un peu loin dans leur mouvement de réaction. C'est ce qui se produisit entr'autres choses pour le Code pénal de 1810, qui marque un certain retour à la rigueur, à la cruauté même du système pénal d'avant 1789. Ayant pour but unique l'intimidation, ne s'attachant qu'à terrifier le coupable, plutôt qu'à l'amender, il prodigue les pénalités les plus rigoureuses, fait par exemple un usage abusif de la peine de mort et des peines perpétuelles.

Comme division des peines, le Code de 1810 conserve la division ancienne, en peines afflictives et infamantes, peines infamantes seulement, et peines correctionnelles. Comme peines seulement infamantes il indique le carcan, le bannissement et la dégradation civique. En ce qui concerne le caractère infamant des peines afflictives, le retour en arrière accompli par le Code de 1810, est principalement marqué par le rétablissement de la marque au fer rouge, et du supplice de la main coupée précédant la mort du parricide, deux peines supprimées par le Code de 1791. Désormais, en vertu de l'article 20 du Code pénal de 1810, le condamné aux travaux forcés à perpétuité subira dans tous les cas, la marque qui lui sera infligée sur la place publique au moyen d'un fer chaud ; quant au condamné aux travaux forcés à temps, il ne subira ce supplice que lorsque la loi l'aura joint par une disposition expresse à la peine principale qui lui est infligée ; en cas de condamnation aux travaux forcés à perpétuité, le coupable est marqué des lettres T.P. ; pour les travaux forcés à temps seulement, de la lettre T., et pour les faussaires on ajoute la lettre F. Sauf ces deux peines, celles qui ont été supprimées par le droit intermédiaire restent supprimées ; quant à la confiscation générale et à la mort civile le Code de 1810 les conserve. D'un autre côté une nouvelle peine inconnue à l'ancien régime, est passée du Code de 1791 qui l'avait instituée, au Code de 1810 ; c'est celle de la dégradation civique dont nous avons parlé plus haut à propos du Code de 1791. Mais le Code de 1810 a supprimé l'appareil théâtral dont la dégradation civique était entourée lors de sa création, désormais elle résulte simplement de l'arrêt de condamnation sans aucune formalité spéciale.

Dans les travaux préparatoires qui donnèrent naissance au Code de 1810, le Conseil d'Etat dans sa séance du 25 juillet 1809 fut amené à s'occuper d'une manière indirecte de l'infamie en matière pénale. Nous trouvons en effet à ce moment dans les discussions du Conseil d'Etat, une nouvelle classification des délits et des peines ; c'est la classification en délits politiques et délits de droit commun. Or dans cette séance du 25 juillet 1809, il fut décidé que les crimes politiques seraient punis de mort, déportation ou bannissement. D'un autre côté le projet du Code pénal portait à l'article 22, que tout individu condamné à mort, aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, à la déportation et à la réclusion, serait attaché au carcan sur la place publique, pour y demeurer exposé aux regards du peuple pendant une heure. Le Conseil d'Etat décida que le carcan par le fait de la honte qu'il infligeait, de l'infamie qui frappait celui qui y avait été exposé, ne devait pas être infligé aux coupables de crimes ou délits politiques, dont la faute pouvait parfaitement ne comporter aucune bassesse de sentiments, n'avoir eu comme mobile rien qui méritât la flétrissure du carcan. De telles fautes en effet ne sont le plus souvent fautes que vis-à-vis du pouvoir existant qu'elles tendent à renverser ou affaiblir, et parce qu'elles ont échoué ; si elles eussent réussi en effet, loin d'être considérées comme telles, elles fussent devenues un service rendu à la chose publique, une action louable, un acte de courage, récompensé justement par le pouvoir qu'elles eussent contribué à établir. Il fut donc décidé par le Conseil d'Etat en cette séance du 25 juillet 1809, que le projet de l'article 22 serait modifié, et que le carcan

constituant une marque extérieure d'infamie ne serait pas joint à la déportation peine politique.

Ainsi donc au point de vue de l'infamie légale, pour ce qui est du principe même des peines infamantes, le Code de 1810 conserve la distinction des peines, en peines infamantes, comprenant toutes les peines criminelles qui sont ou afflictives et infamantes, ou bien seulement infamantes, et en peines non infamantes, comprenant les peines correctionnelles. Quant aux manifestations extérieures de cette infamie, le Code a conservé la mort civile, et la dégradation civique appelée forfaiture dans les travaux préparatoires. Lors de la discussion de l'article 9 du projet qui énumérait les peines infamantes en ces termes : carcan, relégation, forfaiture, l'archichancelier proposa de décider que la forfaiture n'entraînerait pas par elle-même l'infamie, mais seulement quand elle serait jointe à une autre peine de nature à flétrir le condamné. M. Treilhard protesta, déclarant que la forfaiture devait être assimilée au blâme de l'ancien droit, et comme lui, emporter infamie, ce à quoi l'archichancelier répondit que le blâme en ces cas renfermait une déclaration expresse que le condamné devenait infâme, puis il proposa alors de renvoyer la discussion, pour s'expliquer sur ce point dans l'article 34 ; lorsqu'on fut à cet article, on oublia ce sujet, et la forfaiture ou dégradation civique resta une peine infamante par elle-même. Enfin restaient encore comme marque extérieure de l'infamie, le renvoi sous la surveillance de la haute police, l'appareil spécial accompagnant la mort du parricide, et le carcan ; en outre le Code rétablit la marque et le supplice du poing coupé en cas de parricide, peines supprimées dans le

Code de 1791, et les différentes modifications subies par ce Code pendant la période intermédiaire.

Enfin le Code de 1810 organise dans l'article 42 une nouvelle peine dont nous devons parler, car bien que le Code la classe parmi les peines correctionnelles, c'est-à-dire non infamantes, elle est devenue aujourd'hui, avec l'appareil spécial qui accompagne la mort en cas de parricide et la dégradation civique comme accessoire des condamnations criminelles, la seule marque extérieure de l'infamie, la seule trace de la condamnation qui a été encourue, depuis que la marque, le carcan et la mort civile ont été supprimés. C'est la peine de l'interdiction de certains droits civiques, civils, et de famille, qui prive pour un certain temps le condamné de certains droits, comme celui de vote, et d'élection, celui d'éligibilité, celui d'être juré, de remplir certaines fonctions publiques, d'exercer certains emplois de l'administration, d'avoir un port d'armes, de voter dans les délibérations de famille, d'être tuteur ou curateur si ce n'est de ses propres enfants, et même alors, seulement sur avis favorable du conseil de famille, d'être expert, témoin dans les actes, témoin en justice, si ce n'est pour y faire de simples déclarations, dont il dépend du juge d'apprécier la valeur. Cette peine a de grands avantages sur la dégradation civique ; elle porte à peu près sur les mêmes droits ; mais d'abord, sauf au cas où il s'agit d'un fonctionnaire public ayant détourné moins de 3.000 francs dans son service, ou ayant ouvertement ou par des actes simulés ou interpositions de personnes, pris des intérêts dans des actes, adjudications, régies ou entreprises dont il avait l'administra-

tion, l'interdiction est temporaire, au lieu d'être perpétuelle comme la dégradation civique ; en outre et surtout, au lieu de constituer comme elle un ensemble indivisible de déchéances, elle est absolument divisible, le juge frappe le coupable de certaines des incapacités énumérées par l'article 42, de celles qui ont un rapport avec le délit commis, mais non des autres qui n'ont aucun rapport avec ce fait ; enfin elle n'est jamais encourue de plein droit par le fait de la condamnation à une autre peine ; il faut que le juge la prononce toujours expressément, ce qu'il ne peut faire du reste que dans les cas où elle est soit autorisée, soit ordonnée par des dispositions spéciales. Sans doute, comme nous l'avons dit, cette peine de l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille est classée par le Code parmi les peines non infamantes ; mais comme la dégradation civique, en frappant le coupable de certaines incapacités plus ou moins étendues, elle le met dans une situation particulière que tous peuvent constater, ce qui rappelle ainsi à tous la faute qu'il a commise, et l'expose au mépris. Sans doute ce n'est pas là la véritable infamie de droit, l'infamie légale, c'est si l'on veut une sorte d'infamie de fait d'où résulte une certaine déconsidération pour celui qui en est frappé ; mais aujourd'hui que le nom de peines infamantes tend de plus en plus à disparaître, c'est cette perte d'estime, cette déconsidération plus ou moins complète qui tend à devenir la véritable infamie, attachée à tout ce qui rappelle une faute plus ou moins grave, et en particulier aux incapacités dont la loi frappe certains coupables.

De ces peines infamantes établies par le Code de 1810 plu-

sieurs ont du reste disparu aujourd'hui. La première grande réforme du Code de 1810 eut lieu en 1832. A cette époque, le principe même de l'infamie légale fut déjà attaqué à la Chambre, mais ce point rentre plutôt dans la deuxième partie de notre étude, nous le retrouverons plus loin ; il n'en est pas de même des manifestations extérieures de l'infamie qui furent profondément modifiées par la réforme de 1832. A cette époque, en effet les deux principales de ces manifestations extérieures consistaient dans les deux peines de la marque et du carcan. La suppression de la première fut demandée, par le garde des sceaux à la séance de la Chambre du 13 mars 1832, et la Chambre fut à peu près unanime à reconnaître l'opportunité de cette mesure. Le garde des sceaux en faisant cette demande l'appuyait sur les considérations suivantes : « Le supplice de la marque flétrit l'âme du condamné en même
« temps que son corps, lui inflige une sorte de mort morale et
« ne le laisse plus vivre que pour l'infamie, il le pousse à l'im-
« pénitence par le désespoir. Parce qu'un homme fut coupable peut-être un seul jour, on dirait que le législateur a voulu
« lui interdire le retour à la vertu. Ce supplice frappe d'im-
« puissance la réhabilitation, le droit de grâce et jusqu'au re-
« pentir, le gouvernement propose de le supprimer ». M. Bastard, rapporteur de la commission à la Chambre des députés, reproduit en les développant les mêmes reproches à l'adresse de la marque. Suivant lui cette peine infligeant une flétrissure ineffaçable, ne peut se concilier avec une peine temporaire, et il faut également la repousser en cas de peine perpétuelle ; celle-ci en effet est toujours susceptible de disparaître par le

fait de la grâce ou de la réhabilitation, qui se trouveront alors privées d'une partie de leurs effets, si elles sont obtenues par un individu qui a été flétri par la marque. Celui-ci se trouve à tout jamais dégradé, détourné de toute idée de repentir et de retour au bien.

Pour balancer tous ces inconvénients, la marque n'a que l'avantage de renseigner la police sur les antécédents d'un individu arrêté sous l'inculpation d'un nouveau crime, avantage qui n'a pas empêché les Cours royales de se prononcer presque unanimement en faveur de la suppression demandée. Alors que le législateur doit chercher surtout à développer dans l'homme le sentiment de sa dignité, la marque que le législateur de 1791 avait déjà reconnu bon de supprimer, a un résultat tout à fait opposé à ce but, puisqu'elle avilit l'âme humaine. Si la loi, dans l'intérêt de tous peut infliger les plus dures expiations, la mort même lorsqu'elle le juge nécessaire, elle ne peut faire déchoir sans retour l'homme du rang où Dieu l'a placé. A la Chambre des pairs, le garde des sceaux proposant la même suppression, et rendant compte de l'accueil qui lui avait été fait à la Chambre des députés, déclare que non seulement les députés ont été unanimes à demander la suppression de la marque au cas où elle accompagnait une peine temporaire, mais qu'en outre une très forte majorité s'est même prononcée en faveur de cette suppression au cas où la peine principale est perpétuelle, et cela afin de ne pas paralyser comme nous l'avons vu plus haut la grâce et la réhabilitation, du moins en partie. A la suite de ces discussions les deux Chambres se prononcèrent en faveur de la suppression abso-

lue de la marque, qui disparut ainsi et définitivement cette fois de notre Code.

Quant au carcan, le Code de 1810, contrairement à ce qui avait eu lieu pour la marque, n'avait pas eu à le rétablir, car les lois de la période intermédiaire l'avaient conservé. De même en 1832 il trouva dans les deux Chambres des adversaires moins nombreux et moins résolus que la marque, et il fut seulement modifié et non supprimé ; cette différence de traitement s'explique du reste facilement, par le fait qu'une fois la peine du carcan subie, aucune marque matérielle n'en conserve le souvenir, n'en poursuit partout celui qui l'a subie ; seuls ceux qui ont assisté à l'exécution s'en souviennent et connaissent le condamné ; et encore ce souvenir disparaît avec le temps, et avec lui le mépris qui en résultait pour le coupable. Les projets du gouvernement et de la commission de la Chambre portaient la suppression du carcan comme peine principale, et, comme peine accessoire, l'attachaient sous la forme nouvelle de l'exposition publique aux condamnations aux travaux forcés à temps ou à perpétuité, et à la réclusion, avec cette réserve toutefois que dans tous les cas la Cour d'assises aurait la faculté d'en dispenser le condamné. Le garde des sceaux appuyait sa demande sur toute une série d'inconvénients graves résultant de la peine du carcan, soit pour le condamné d'abord, soit même pour le public qui assistait à son supplice. Pour le condamné d'abord, après avoir affronté pendant une heure les huées et les insultes de la foule, il a en général, par le sentiment de son infamie, par la colère et la surexcitation que lui ont causé son long supplice, perdu tout ce qu'il pouvait avoir

conservé malgré son crime de sentiments honnêtes et de respect de lui-même. Pour le public lui-même, ce supplice dans lequel il prend une part active, où il joue le rôle véritablement du bourreau, ne peut que le dépraver, en lui faisant perdre tout sentiment de pitié, et en développant ses instincts de cruauté et de méchanceté, en le familiarisant avec le spectacle de l'infamie.

Sans doute, le gouvernement le reconnaissait, le carcan avait de grands avantages, d'abord celui d'être très exemplaire, très redouté, puis celui de donner au châtiment la même publicité qu'au crime, tous ceux qui avaient connu la faute étant témoins de l'expiation. Mais ces avantages, du moins dans la plupart des cas, étaient loin de pouvoir contrebalancer les inconvénients extrêmement graves de cette peine ; pour diminuer ceux-ci, les atténuer dans la mesure du possible, le gouvernement, reculant devant la suppression de cette peine à cause de la place importante qu'elle occupait au Code, proposait : de remplacer le carcan peine principale par la dégradation civique ; de transformer le carcan peine accessoire en exposition publique, de rendre celle-ci d'une application beaucoup moins fréquente, ce qui ne pourrait que lui donner plus d'autorité, et la rendre plus redoutable ; de laisser dans tous les cas les juges libres d'apprécier s'il y avait lieu ou non d'infliger cette humiliation au coupable. Au cas où ils le jugeraient bon, ce serait alors à eux de prononcer expressément l'exposition publique.

Un grand nombre de Cours royales reprochaient à cette disposition, d'accorder aux juges un pouvoir arbitraire sur une question extrêmement grave, ce qui ferait que ceux-ci seraient

toujours accusés de partialité, qu'on attribuerait leur indulgence ou leur sévérité à des considérations de famille, de fortune, et d'influences. Mais la Commission chargée d'étudier le projet, ne s'arrêta pas à cette objection. La loi nouvelle en accordant aux juges de nouveaux pouvoirs leur impose seulement de nouveaux devoirs, une nouvelle responsabilité, et les juges doivent être considérés comme étant à la hauteur de leur tâche et des responsabilités qu'elle comporte. L'arbitraire du juge, en ce cas, n'a du reste rien de plus extraordinaire que le pouvoir de modérer la peine ou de l'aggraver. La loi ne peut du reste fournir ici une classification satisfaisante des crimes emportant ou n'emportant pas condamnation à l'exposition publique. En effet, le plus souvent les avantages ou inconvénients que présente celle-ci, tiennent à des considérations personnelles ou locales, que le juge du fait peut seul apprécier justement. Ainsi une exposition publique qui dans une grande ville, dans un centre ouvrier, provoquera des huées moqueuses et cruelles, excitera les mauvaises passions de la foule, pourrait au contraire dans les campagnes produire une impression profonde et salutaire sur l'esprit des assistants et avoir des conséquences utiles.

La Commission modifia seulement le projet sur ce point, en ce sens qu'elle fit de la condamnation à l'exposition publique le droit commun, et de la dispense de cette peine une exception, ayant besoin d'être formulée expressément par le jugement. Cette modification avait pour but de laisser entière la responsabilité des juges au cas où ils voudraient user d'indulgence, les obliger à examiner si cette indulgence est méritée,

avec plus d'attention qu'ils pourraient ne le faire, si pour dispenser de l'exposition publique, ils n'avaient qu'à n'en pas parler dans leur jugement, au lieu d'être obligés d'en dispenser expressément. Sauf cette question de détail, la Commission approuvait le projet du gouvernement, voyant dans l'exposition publique une peine très intimidante, bonne évidemment à conserver à cause de son utilité, mais d'un autre côté demandant à être employée avec infiniment de ménagements, à cause de ses inconvénients très nombreux et très graves. Parmi ceux-ci, la commission lui reprochait surtout ce fait que de toutes les peines, elle était celle qui atteignait le plus la famille entière du coupable, et en outre son inégalité d'autant plus injuste, qu'elle constituait pour les condamnés conservant un certain fonds d'honnêteté, un supplice intolérable, et pour les endurcis, les incorrigibles une peine dérisoire. Cela était surtout flagrant avec le carcan, peine principale, dont les applications étaient du reste assez rares, mais se produisaient en certains cas cependant ; c'était par exemple la peine infligée pour coups portés à l'audience à un magistrat, à un ministre du culte officiant, pour corruption de fonctionnaire, falsification de scrutin. Or le carcan était si peu redouté, qu'on voyait des criminels endurcis, qui, poursuivis pour avoir insulté un magistrat à l'audience, prétendaient l'avoir frappé également, car dans le premier cas il y avait délit puni de prison, dans le second, crime puni de carcan, peine qui les laissait à peu près indifférents.

La discussion sur cette réforme fut assez vive à la Chambre des députés. M. Félix Réal demandait la suppression radicale

du carcan. Suivant lui on ne pouvait abandonner une peine aussi grave à l'arbitraire des juges, et il fallait opter entre la suppression absolue et le maintien absolu ; or cette peine présente trop d'inconvénients graves et pas assez d'avantages. En effet, la plupart du temps, les spectateurs de ces sortes d'exécution y trouvent plutôt une occasion de scandale qu'un enseignement. Puis, le coupable, qui une fois sa peine principale achevée voudrait rentrer à son pays natal pour y vivre d'une manière peut-être irréprochable, y retrouve les témoins de son ancienne honte, et sa propre famille qui elle-même le pousse à s'éloigner, de telle sorte que ces forçats libérés sont à peu près fatalement amenés à se réfugier dans les grands centres, à Paris surtout, où on ne peut les connaître, et se trouvent souvent par ce changement d'existence privés de tout moyen honnête de se procurer des ressources. D'un autre côté, M. de Rémusat demandait le maintien de l'exposition publique tel que le proposait le gouvernement ; il s'appuyait pour cela sur cette raison que la réforme de 1832, affaiblissant déjà sur bien d'autres points la force de répression de la loi pénale, et ne laissant en somme comme unique peine que la prison, il serait dangereux de supprimer encore la peine de l'exposition publique ; celle-ci est en effet, disait M. de Rémusat, très réprimante, n'est pas inhumaine, ne comportant aucune violence, n'est pas non plus immorale, ayant pour but de faire craindre au coupable d'avoir à rougir de ses fautes aux yeux de la société ; quant à son inégalité, elle se trouverait sans graves inconvénients avec la réforme proposée, puisque le juge, étant capable de l'infliger ou non, prendrait certainement en consi-

dération les individus et leurs sentiments. Il fut, il est vrai, répondu à ce dernier argument, et avec raison, que si le juge, dans l'esprit du législateur, devait user de sa liberté pour dispenser de l'exposition publique les coupables ayant encore quelques sentiments d'honneur, c'est-à-dire les seuls sur lesquels cette peine puisse produire des effets, et les seuls qui la redoutent, l'exposition publique réservée dès lors aux incorrigibles, aux coupables entièrement corrompus, sur lesquels elle n'avait aucun effet, devenait une peine illusoire, et qu'il était dès lors bien plus simple de la supprimer.

Enfin après une discussion très longue, dans laquelle on ne ferait du reste que retrouver reproduits à peu près les mêmes arguments que ceux produits pour ou contre la suppression de la marque, le gouvernement et la commission de la Chambre se mirent d'accord pour proposer que l'exposition publique résulterait toujours d'une condamnation aux travaux forcés à perpétuité et d'une condamnation pour récidive ; qu'elle frapperait également les condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion, à moins que les juges ne les en dispensent expressément ; en outre, que pour les faussaires elle remplacerait la marque ; enfin que jamais elle ne pourrait être infligée à des mineurs de 18 ans ni à des septuagénaires. Le projet ainsi modifié obtint la majorité à la Chambre.

Depuis cette grande réforme de 1832, différentes modifications furent encore apportées sur cette matière des peines infamantes, principalement sur celles d'entre elles qui comportent une manifestation extérieure de l'infamie, et qui disparaissent peu à peu, au fur et à mesure que se développe le sentiment de

la dignité humaine. C'est ainsi qu'en 1848, la peine de l'exposition publique fut définitivement supprimée, après des discussions où se retrouvent toujours les mêmes arguments qu'en 1832, par le décret des 12 et 14 avril 1848 dans lequel le gouvernement provisoire : « Considérant que la peine de l'exposition publique dégrade la dignité humaine, flétrit à jamais le condamné et lui ôte par le sentiment de son infamie la possibilité de la réhabilitation ; considérant que cette peine est empreinte d'une odieuse inégalité en ce qu'elle touche à peine le criminel endurci, tandis qu'elle frappe d'une atteinte irréparable le condamné repentant ; considérant enfin que le spectacle des expositions publiques éteint le sentiment de la pitié et familiarise avec la vue du crime ; décrète : la peine de l'exposition publique est abolie. » Comme l'on voit, ce décret dans ses considérants rappelle les principales objections faites de tout temps à la peine du carcan, tant au point de vue de ses inconvénients pour le condamné, que de ceux qu'il peut avoir pour le public assistant, et en quelque sorte même participant à l'exécution de la peine.

Plus tard la peine de mort civile fut à son tour supprimée. Déjà atteinte en 1850 par la loi qui décida que la déportation réorganisée emporterait non plus mort civile, mais dégradation civique et interdiction légale, elle fut définitivement supprimée par la loi du 31 mai 1854, qui la remplaça par d'autres incapacités. Désormais, les condamnations aux peines perpétuelles emporteront de plein droit comme les condamnations aux peines afflictives temporaires, la dégradation civique et l'interdiction légale : et en outre, pour maintenir une

différence de situation entre les condamnés aux peines perpétuelles, et ceux frappés de peines temporaires, l'incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit ; le testament du condamné, fait avant sa condamnation, alors qu'il était en pleine capacité, se trouve même annulé par le fait de cette condamnation. Cette incapacité pouvant avoir en certains cas de graves inconvénients, par exemple pour le règlement d'affaires intéressant la famille du condamné, la loi accordait au gouvernement le droit d'en relever celui-ci lorsqu'il le jugerait à propos. Sans doute la loi de 1854, en conservant cette incapacité, était surtout préoccupée du besoin de maintenir une différence de capacité entre les deux classes de condamnés ; mais reconnaissant elle-même combien cela pouvait avoir de graves inconvénients pratiques, elle avait autorisé le gouvernement à la faire cesser sur la demande du condamné ou de sa famille. Plus radicaux, quoique n'osant pas encore eux-mêmes abandonner entièrement cette ancienne peine, les Codes étrangers les plus récents ont, sinon supprimé complètement cette incapacité, du moins laissé au condamné la faculté de disposer de ses biens à cause de mort. C'est par exemple la solution admise par le Code belge, le Code des Pays-Bas, le Code pénal du canton de Genève.

Nous venons de parler aussi d'une autre peine accessoire, frappant tous les condamnés à une peine criminelle quelconque, l'interdiction légale, organisée par le Code de 1791 et reproduite par celui de 1810 ; l'ancien droit n'avait aucune mesure analogue. Mais cette institution n'a guère de rapports avec l'étude des peines infamantes, c'est même plutôt simplement une mesure administrative, prise aussi bien dans l'inté-

rêt des condamnés que contre eux, qu'une véritable peine aggravant leur situation. L'interdiction légale établit en effet que tout condamné aux travaux forcés à temps, à la détention, ou à la réclusion, ne pourra, pendant la durée d'exécution de sa peine, exercer par lui-même aucun de ses droits civils, ce qui a d'abord pour but de l'empêcher de disposer de ses biens pour se procurer des ressources lui permettant sinon de fuir, tout au moins d'améliorer le régime de la prison. Mais là du reste n'est pas la seule raison d'être de cette mesure ; comme nous le verrons plus loin, elle tendait aussi à mettre la situation de droit du condamné, d'accord avec sa situation de fait, par suite de laquelle il était dans l'impossibilité matérielle d'exercer utilement ses droits civils.

Il n'y a donc pas là en réalité une peine privant les condamnés de la jouissance de leurs droits civils, comme la dégradation civique ; elle ne leur en retire que l'exercice et seulement tant que dure la peine principale. Il n'y a donc pas par conséquent à appuyer sur le caractère plus ou moins infamant de l'interdiction légale, qui du reste est toujours l'accessoire d'une peine infamante par elle-même, et qui, ne frappant le condamné que tant qu'il se trouve enfermé pour l'exécution de sa peine principale, n'a pas l'inconvénient de le signaler à ses concitoyens comme un ancien criminel après sa libération.

En outre de ces incapacités générales résultant de la dégradation civique, de l'interdiction légale, et de l'interdiction de certains droits civils, civils et de famille, on en trouve quelques autres édictées par des lois spéciales, attachées par

exemple à des condamnations correctionnelles, mais ceci rentre plutôt dans l'étude des incapacités.

Enfin il nous reste à signaler, pour avoir terminé la partie historique de cette étude, la suppression du renvoi sous la surveillance de la haute police, remplacé aux termes de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 par l'interdiction de séjour. Il nous faut encore rappeler cependant, pour épuiser entièrement ce sujet, que jusqu'à ces années dernières, notre Code consacrait encore une peine portant atteinte à la considération du coupable, lui imposant une humiliation, et comme telle jusqu'à un certain point infamante ; nous voulons parler de l'amende honorable qui avait subsisté dans deux articles du Code pénal, les articles 226 et 227, autorisant les juges, en cas d'outrages par paroles, gestes, menaces, ou coups adressés à un juge à l'audience, à exiger du coupable une réparation verbale et par écrit, à laquelle on pouvait du reste le contraindre en lui infligeant un emprisonnement indéfini, jusqu'à ce qu'il ait cédé et accordé la réparation demandée. Mais cette peine n'existait plus guère que dans le Code, sans être jamais employée en pratique. On avait bien proposé à différentes reprises sa suppression ; mais ces projets avaient été négligés, précisément pour cette raison qu'en fait la suppression pouvait déjà être considérée comme un fait accompli. Mais enfin la loi du 28 décembre 1894 fit cesser ce désaccord entre la pratique et le Code ; l'article unique de cette loi porte en effet simplement que les articles 226 et 227 du Code pénal sont abrogés.

En somme, dans le droit pénal français actuel, nous nous

trouvons encore en face d'un principe : les peines criminelles sont infamantes ; et de l'autre côté en face de ce fait que l'infamie n'est plus sanctionnée que par des incapacités, des déchéances plus ou moins étendues ; les marques extérieures conservées au Code de 1810, le carcan et la marque, ayant disparu depuis. Nous allons donc étudier maintenant le principe même des peines infamantes, de l'infamie légale, voir ce qu'il vaut dans les conditions actuelles, pour passer ensuite à l'étude des conséquences pratiques de l'infamie, c'est-à-dire des incapacités qui en résultent.

Il conviendrait peut-être toutefois ici, de signaler encore le casier judiciaire ; cette institution en effet, ayant spécialement pour but de faire connaître les condamnations antérieures d'un individu, d'en conserver la trace, arrive indirectement à le déconsidérer, et constitue par cette publicité une sorte d'aggravation de la peine ; on pourrait arriver à diminuer beaucoup cet inconvénient en ne considérant le casier judiciaire que comme une mesure ayant pour but d'éclairer le ministère public seul sur les antécédents des prévenus, et en décidant que le ministère public seul pourrait en demander la communication. Du reste, en vertu d'instructions récentes, les extraits du casier judiciaire ne sont plus délivrés qu'à la personne seule à laquelle ils ont trait, et qui est alors libre de présenter ou non cet extrait. Mais il faut reconnaître qu'elle est toujours à peu près dans la même situation, car le refus de présenter un extrait de son casier judiciaire équivaut, en somme, à un aveu que celui-ci porte des condamnations assez

graves et est une cause de méfiance et de déconsidération. Mais nous ne voulons pas appuyer davantage sur ce point. Le casier judiciaire à lui seul suffit en effet pour faire un sujet spécial d'étude, et cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE THÉORIQUE DU PRINCIPE DE L'INFAMIE LÉGALE.

CHAPITRE PREMIER

OPINIONS DES RÉDACTEURS DU CODE ET DE SES RÉFORMATEURS
DE 1832 SUR LE PRINCIPE MÊME DE L'INFAMIE LÉGALE.

Cette théorie que la loi a le droit, sinon même le devoir, de déclarer infâmes les coupables condamnés à certaines peines, ne rencontrait aucune objection dans l'ancien droit. Nous avons vu les jurisconsultes de la fin même du XVIII^e siècle, quelques années avant la Révolution, déclarer, Brissot de Varville en 1781, Muyard de Vouglans en 1780, que l'infamie légale est la meilleure et la plus juste des peines, demandant seulement quelques modifications dans la manière de l'infliger. Mais depuis la Révolution, des attaques de plus en plus répétées et de plus en plus violentes contre cette théorie, ont abouti à faire supprimer le nom même de peines infamantes dans les Codes récents.

Déjà en 1809, lors de la discussion du Code pénal, nous avons vu le Conseil d'Etat protester contre la peine d'infamie infligée

en matière politique, et déclarer qu'en ce cas il ne pouvait y avoir lieu à peine infamante. A la même époque, dans la séance du Conseil d'Etat du 29 juillet 1809, le principe même de la distinction des peines criminelles en peines afflictives et infamantes et en peines simplement infamantes, fut sinon attaqué bien franchement par M. Berlier, du moins taxé d'inutilité. Suivant lui, c'est seulement une distinction connue et établie depuis longtemps, et à ce titre il ne fait pas de difficultés pour la maintenir; mais à son avis, elle n'avait d'utilité que lorsque l'on proposait d'admettre à la liberté sous caution, les prévenus de crimes emportant peines simplement infamantes; or cette proposition ayant été rejetée, cette distinction n'a plus aucune raison d'être. Merlin répondit que la distinction qui existait entre les peines imprimant une tache d'infamie, et les autres était nécessaire, les premières entraînant la privation des droits politiques. Mais comme toutes les peines criminelles, afflictives ou simplement infamantes entraînent cette privation, les peines afflictives étant également infamantes, cette objection ne renverse nullement l'articulation de M. Berlier. Il n'y avait qu'à déclarer que la privation des droits politiques résulterait de toute peine criminelle, on eût atteint exactement le même but.

De nouveau en 1832, lors de la discussion qui aboutit à la suppression de la marque, le duc Decazes attaqua vivement le principe même des peines infamantes, tout en déclarant que la commission dont il faisait partie, n'avait pas cru devoir proposer de suite le changement qui eût résulté de leur suppression, car cela eût exigé un travail immense modifiant jusqu'aux bases du Code pénal. Mais quant à lui, il se demande si le Code

a sagement fait d'établir cette distinction des peines infamantes, s'il est sage de la part d'un législateur d'outrager les individus auxquels il inflige une peine, en les déclarant infâmes, alors que, dans l'opinion publique, l'action qu'ils ont commise peut très bien ne pas entraîner d'infamie, ce qui pourra arriver surtout lorsqu'il s'agira de crimes politiques, qui suivant l'opinion publique n'entraînent nullement ni infamie ni déshonneur. Il eût donc été plus naturel de faire disparaître cette distinction, bien inutile dans tous les cas, quand l'opinion ne la sanctionne pas, ce qui se produira surtout comme nous l'avons vu en matière politique, où les actions n'ont aucune valeur absolue, aucun caractère par elles-mêmes, mais en changeant suivant les époques et les gouvernements ; si bien qu'il n'est pas rare, de voir un individu puni comme d'un crime d'une action qu'il a commise sous un gouvernement ; et plus tard, sous un autre gouvernement, récompensé pour la même action comme d'un acte de dévouement, d'un service rendu à l'Etat.

Depuis 1832, cette théorie exposée devant la Chambre par le duc Decazes, a été souvent reprise, développée et discutée, dans les ouvrages des jurisconsultes et des philosophes, et plus récemment dans les congrès pénitentiaires internationaux. C'est ainsi que dans la plupart des Codes récents, ceux publiés dans la seconde moitié de ce siècle, on en est arrivé à supprimer cette distinction des peines infamantes et non infamantes. Mais voyons d'abord quel peut bien être le véritable intérêt de la question, si elle a des conséquences pratiques, c'est-à-dire si en réalité il y a entre les Codes qui, comme le Code pénal belge, le Code de l'Empire d'Allemagne, le Code

italien et celui des Pays-Bas, ont supprimé l'appellation de peines infamantes, et ceux qui, comme notre Code français par exemple, l'ont conservée, autre chose qu'une différence de mots ; si les premiers de ces Codes ont réalisé une véritable réforme pratique, ou seulement supprimé un mot, sans rien changer en réalité aux caractères et aux effets des peines. Or il est facile de voir que la question telle qu'elle a été discutée, et résolue par les Codes qui ne connaissent plus de peines dites infamantes, roule absolument sur un mot seul, et n'a guère de portée pratique. Il s'agit en effet seulement, pour les auteurs de cette réforme, de savoir si le Code a le droit de déclarer infâme un individu ayant commis un certain crime, cette déclaration d'infamie emportant de plein droit certaines déchéances pour celui qui en est l'objet, ou, s'il doit simplement se borner à frapper le même coupable de ces déchéances, sans le déclarer infâme, laissant l'opinion publique libre de déclarer infâme qui elle jugera bon, qui lui semblera avoir par sa conduite mérité son mépris ; ce qui n'est en somme qu'un des côtés assez étroit même de la question.

Voyons en effet quels sont les éléments spéciaux qui constituent le caractère infamant de certaines peines, distinguent celles-ci des autres. Il y en a trois : 1^o D'abord ce qualificatif d'infamant ; 2^o Puis les marques extérieures qui peuvent sanctionner cette infamie ; 3^o Et enfin les incapacités légales résultant de la peine, et en constituant en fait l'infamie. L'étude de ces dernières doit, nous l'avons dit, former l'objet d'un chapitre spécial. Il nous reste donc à étudier ici, les deux autres éléments constitutifs de l'infamie légale : le mot infamant, et les marques extérieures de l'infamie.

CHAPITRE II

MARQUES EXTÉRIEURES DE L'INFAMIE.

En ce qui concerne les marques extérieures de l'infamie, il n'y a plus guère aujourd'hui qu'à constater leur disparition à peu près complète. Nous avons vu en effet toutes les cérémonies, grotesques, avilissantes, ou cruelles de l'ancien droit supprimées en 1789, sauf de bien rares exceptions. Ainsi, depuis cette époque, plus de cadavre traîné sur la claie, plus d'authentique, plus de fouet, plus de mutilations du visage. De toutes ces manifestations extérieures de l'infamie, survivaient seuls le carcan, la marque, qui, supprimée en 1794, avait été rétablie en 1810, et l'appareil spécial accompagnant la mort en cas de parricide. Nous avons vu supprimer les deux premières, la marque en 1832, le carcan en 1848 comme étant incompatibles avec un système pénitentiaire tendant à l'amendement du coupable, à son retour au bien. Ces deux peines en effet par la flétrissure qu'elles infligeaient au condamné, flétrissure ineffaçable surtout avec la marque, celui qui l'a subie portant toujours imprimée sur son épaule la preuve de sa faute et de sa condamnation, sont en effet absolument contraires à cet amendement et rendent à peu près impossible tout retour au bien.

Celui qu'elles ont frappé en effet, après avoir subi sa peine

principale si elle était temporaire, ou dans le cas contraire après avoir obtenu sa grâce ou sa réhabilitation, était rendu à la liberté le plus souvent à peu près dénué de ressources, ayant besoin de son travail pour vivre. Or presque toujours, même en admettant l'existence des sociétés de patronage pour les libérés, qui lorsque ces peines existaient faisaient défaut, il lui était impossible de trouver ce travail qui seul eût pu lui permettre de vivre honnêtement, les personnes qui eussent pu le lui fournir se souciaient peu en effet d'employer un ancien criminel ; ou bien même s'il parvenait à trouver une occupation, il se voyait souvent obligé de l'abandonner bientôt, pour se soustraire aux railleries, aux insultes de ses compagnons de travail, dont les uns pouvaient avoir assisté à son exposition sur la place publique, ou connaître la marque dont il était flétri. Il y a en effet comme une sorte d'anathème qui pèse sur lui, lui ferme à tout jamais les rangs de la Société ; s'il se repent et s'amende, la Société le plaindra peut-être, mais ne l'accueillera jamais ; si un ouvrier ainsi flétri se présente dans un atelier, demandant à pouvoir gagner sa vie par un travail honnête, les autres ouvriers employés dans cet atelier, pourront lui faire l'aumône, le plaindre, mais n'accepteront aucune confraternité, aucune communauté d'intérêts ou de travail avec lui. Le blâme naturel, le mépris qui avaient frappé ce coupable après son crime, ont disparu devant son repentir, sa conduite actuelle qui est sans reproche ; mais l'effet social du moyen artificiel, comme la marque ou le carcan, qui avait pour but d'exciter ce blâme et ce mépris, ne disparaît pas, ne disparaîtra jamais. Cet homme par la flétrissure qu'il a subie, a

été mis comme dans une classe à part de la société, rien ne pourra plus l'en tirer, il y restera jusqu'à la mort. On poussait même la cruauté jusqu'à infliger la marque par exemple à des femmes, dont la situation était bien plus terrible alors que celle d'un homme ; celui-ci en effet avait toujours la ressource suprême de s'expatrier, de changer de nom, de profession ou enfin au besoin, de châtier ceux qui l'insultaient, car il avait la force, toutes choses absolument impossibles à une femme.

Ces peines de l'exposition publique et du carcan avaient en outre le grave défaut d'être indivisibles, de ne pouvoir se proportionner à la gravité de la faute en distribuant le blâme d'une manière équitable, puisqu'elles ne comportent aucun degré. Pour ceux en effet qui avaient commis leur crime dans un état d'exaspération, sous le coup d'une émotion violente, et qui avaient conservé malgré cela des sentiments d'honneur, ceux par conséquent que la loi devrait épargner, auxquels elle eût dû réserver toute son indulgence, c'était un supplice si épouvantable, que l'on vit de ces hommes, condamnés même seulement après 1832 à l'exposition publique, se suicider ou devenir fous de désespoir. Au contraire, pour les criminels endurcis, absolument corrompus, pour lesquels la loi eût dû se montrer impitoyable, ils ne trouvaient dans ces peines qu'un sujet de plaisanterie, d'excitation au mal, ou de bravade.

Quant à l'appareil spécial de la mort en cas de parricide, la seule de ces manifestations extérieures qui ait survécu et se trouve encore sanctionnée en l'article 13 du Code pénal, d'abord ses cas d'application sont heureusement extrêmement

rare et puis elle frappe un crime tellement horrible que la peine lui semble toujours inférieure. Du reste ici, cette peine n'existant que jointe à la peine de mort avec laquelle il n'est plus question d'amendement, mais seulement d'expiation et d'exemplarité, il n'y a plus à songer aux inconvénients que pouvaient avoir pour l'avenir du coupable le carcan et la marque par exemple. Quant aux inconvénients que le spectacle de semblables exécutions pourrait avoir pour le public qui y assiste, ils ne sont guère non plus à considérer ici : en effet la rareté de cette solennité, le fait qu'elle est accompagnée de la mort lui donne plus de gravité, et du reste le spectacle de la mort seule présente bien à peu près les mêmes inconvénients. Il ne reste donc qu'un reproche à faire à cette peine, c'est qu'elle est une humiliation inutile imposée à un homme qui va mourir, et qui par ce fait a droit au respect de tous, quelque odieux qu'ait pu être son crime. Cette seule considération eût du reste dû suffire suivant nous pour amener la suppression de cet accessoire de la peine de mort, si l'excessive rareté des cas où il est applicable ne l'eût fait négliger.

Aujourd'hui en dehors de cette peine, la seule manifestation extérieure de l'infamie, consiste dans une mesure établie par le Code de 1810 dans son article 36, qui ordonne l'affichage des condamnations à des peines criminelles, au chef-lieu du département, dans la ville où l'arrêt a été rendu, dans la ville où le crime a été commis, dans celle où l'exécution de la condamnation a lieu, et enfin dans celle du domicile du condamné. Cette manifestation se faisant en dehors de la personne du condamné, sans qu'il y soit présent, ne lui inflige pas comme la

marque, le carcan ou l'exposition publique, l'humiliation terrible d'un supplice avilissant, on évite tous les dangers que présentaient ces exécutions tant pour le coupable que pour les spectateurs. D'un autre côté, ces affiches annonçant la condamnation à ceux qui avaient connu le crime, soit pour avoir assisté aux débats ayant précédé la condamnation, soit comme habitant la ville où le crime a été commis, soit comme étant les compatriotes du criminel, suffit pour leur apprendre que l'expiation a suivi le crime, et ainsi la nécessité d'un exemple est satisfaite sans avilir, et sans humilier à nouveau le coupable. Pour l'avenir les conséquences sont aussi beaucoup moins graves, car cet affichage ne laisse pas dans les esprits une impression bien profonde, comparable à celle qu'y devaient laisser des spectacles comme celui du carcan ou de la marque.

Quant aux condamnations correctionnelles ou de simple police, elles peuvent aussi en certains cas être soumises à l'affichage, mais seulement en vertu d'un texte formel, qui, suivant les cas, peut autoriser seulement, ou forcer le juge à les prononcer ; ces textes sont même assez nombreux dans les lois spéciales. Par exemple avant 1884 les journaux condamnés pour délit de presse, devaient dans le mois de leur condamnation publier celle-ci dans un de leurs numéros, avec les motifs et les dispositifs du jugement. De même les coupables de délits par publication pouvaient, suivant la décision du juge qui avait ici la faculté de l'infliger ou d'en dispenser, être condamnés à voir imprimer et afficher à leurs frais des extraits des arrêts les condamnant.

Quant à la dégradation civique, sa prononciation n'étant

plus accompagnée dans le Code de 1810 du même appareil théâtral qu'au Code de 1791, elle ne consiste plus en somme qu'en la privation de certains droits, en un ensemble de déchéances, d'incapacités qui atteignent le condamné. Mais encore ici il n'y a aucune solennité, aucune démonstration extérieure autre que le simple prononcé à l'audience publique du jugement de condamnation, pour signaler à tous l'infamie du coupable, et infliger à celui-ci une marque de cette infamie qu'il conservera toujours. Encore une fois, il n'existe donc plus de nos jours dans notre Code pénal de semblables manifestations extérieures de la honte d'un individu ; il faudrait, pour trouver de telles mesures, s'adresser aux Codes spéciaux, au Code de justice militaire par exemple. Ainsi l'article 190 du Code de justice militaire pour les armées de terre, mis en vigueur en 1857 consacre une peine qui fait le pendant exact de la dégradation civique, et est entourée d'un cérémonial à peu près analogue à celui qui accompagnait celle-ci sous le régime du Code de 1791 ; nous voulons parler de la dégradation militaire. Aux termes de l'article 190, « tout militaire qui doit subir la « dégradation militaire, soit comme peine principale, soit « comme peine accessoire d'une peine autre que la mort, est « conduit devant la troupe sous les armes. Après la lecture « du jugement, le commandant prononce ces mots à haute « voix : « X... vous êtes indigne de porter les armes, au nom « du Président de la République nous vous dégradons. » « Aussitôt tous les insignes militaires et les décorations dont le « condamné est revêtu, lui sont enlevés, et s'il est officier son « épée est brisée et jetée à terre devant lui. » Le condamné

est ensuite promené devant le front des troupes qui ont assisté à l'exécution. Nous retrouvons donc bien dans cette cérémonie, dans un cadre tout à fait spécial il est vrai, une manifestation extérieure de la honte et de l'infamie, infligée à un coupable devant ses anciens compagnons d'armes, ou même s'il a un grade plus ou moins élevé, devant ses anciens subordonnés ; cela constitue une humiliation terrible évidemment, et qui comme cruauté n'a rien à envier à celle qui résultait du carcan par exemple. Mais il faut reconnaître qu'ici nous nous trouvons dans des conditions absolument spéciales ; en outre des exigences ordinaires de la vie civile, il y a encore à satisfaire ici les exigences spéciales de la discipline militaire. La condition indispensable à l'existence d'une armée étant une discipline rigoureuse, il faut pour faire respecter celle-ci des peines d'autant plus sévères, que l'on se trouve en face d'hommes jeunes, se laissant facilement entraîner, et que leur éducation primitive n'a pas toujours préparés à comprendre la nécessité des sacrifices et des efforts que l'on exige d'eux.

Les peines du Code militaire doivent donc avoir avant tout un très grand pouvoir d'intimidation, d'exemplarité, pouvoir d'autant plus grand, que sous le rapport de l'exemple la faute ayant à cause du milieu où elle est commise des conséquences bien plus graves que dans la vie civile, il faut aussi pour éviter ces conséquences, que la peine qui sanctionne la faute soit plus exemplaire, frappe davantage l'esprit des compagnons d'armes du coupable, qui eussent pu sans cela se laisser entraîner à l'imiter. Dans l'armée, en effet, certaines fautes, comme les vols par exemple, sont rendues beaucoup plus faciles par la

communauté d'existence, d'habitation ; d'autres fautes comme toutes celles commises contre la discipline, ne sont fautes qu'en se plaçant au point de vue spécial de la discipline militaire, alors que parfois dans la vie civile, elles ne constitueraient même pas le moindre délit. Il est donc évident qu'un jeune homme qui du jour au lendemain se trouve retiré de la vie civile, pour être incorporé dans l'armée, soumis à des règles, à des lois absolument spéciales, sera parfois tenté de commettre des actes contraires à cette loi nouvelle, inconnue de lui la veille encore, et qu'on lui impose du jour au lendemain, alors que ces mêmes actes lui étaient parfaitement permis par les lois sous lesquelles il avait vécu jusqu'à ce jour. Aussi, s'il ne se trouve pas, pour sanctionner cette loi nouvelle, des lois pénales d'une rigueur particulière, la discipline manquant de soutien deviendra vite une force illusoire, l'armée n'existera plus. Il faut donc des peines sévères, d'un grand pouvoir d'exemplarité, et parmi elles, les peines infamantes appuyées au besoin d'une manifestation extérieure de cette infamie, se trouvent au premier rang.

Cependant cette utilité pratique de l'intimidation, pour arriver au respect de la loi, n'a pas empêché l'idée du respect de la dignité humaine de faire des progrès, de se développer aussi bien au Code militaire qu'au Code pénal de droit commun. Cela résulte bien d'une instruction relative à l'exécution du nouveau Code de justice militaire, publiée en 1857 ainsi que ce Code, et dans laquelle le ministre de la guerre déclare que : « La loi nouvelle s'est attachée à supprimer l'infamie, dont la
« loi qu'elle remplace stigmatisait certains actes qui n'auraient

« impliquer l'idée de déshonneur. C'est ainsi qu'elle a supprimé
« la peine des fers pour faits d'insubordination, et a voulu que
« la peine de mort n'eût un caractère infamant que lorsqu'elle
« serait accompagnée de la dégradation. De même comme la
« peine des fers, celle du boulet a disparu ; cette dernière,
« bien qu'elle fût rangée au nombre des peines correctionnelles,
« assujettissait le condamné à un régime tel, que l'opinion gé-
« nérale s'y méprenait, en présence surtout de l'appareil re-
« doutable qui accompagnait son exécution. »

Ainsi, même au Code militaire, malgré la nécessité d'une exemplarité plus puissante, l'on a été amené cependant, à ménager davantage la dignité humaine, à faire un emploi moins fréquent des peines infamantes, en les réservant pour punir les fautes qui impliquaient une idée de déshonneur. Le Code pénal militaire pour prévenir les fautes qu'il devait empêcher ou réprimer, fautes plus nombreuses que celles qu'avait à prévoir le Code pénal de droit commun, a institué des peines plus rigoureuses que celui-ci. C'est ainsi que la peine de mort y est employée beaucoup plus fréquemment ; mais aussi beaucoup de ces peines, même les plus rigoureuses, laissent intact l'honneur du condamné, car le législateur lui-même a reconnu que beaucoup de fautes très graves, si l'on se place au point de vue des exigences de la discipline militaire, n'impliquaient aucune bassesse de sentiment et ne méritaient nullement d'être notées d'infamie.

C'est ainsi qu'au Code militaire la mort, peut être suivant les cas une peine infamante ou non infamante ; elle n'est infamante que lorsqu'elle est accompagnée de la dégradation militaire.

Dans le cas contraire, on condamne à mort le soldat qui s'est rendu coupable par exemple d'une faute grave contre la discipline ; mais le Code qui lui inflige cette peine comme un exemple qu'il est nécessaire de donner pour le maintien de la discipline, reconnaît que cette faute tout en étant une violation de la loi, et présentant de graves dangers, n'a par elle-même aucun motif bas, n'implique aucune idée de déshonneur ; aussi tout en frappant celui qui a commis cette faute avec la dernière rigueur, au point de vue de la peine corporelle, elle épargne son honneur, ne le déclare pas infâme. Cette particularité du Code militaire eut même dans un cas spécial des circonstances assez singulières. En 1895, un soldat avait été condamné à mort sans dégradation militaire, par un conseil de guerre pour fait d'indiscipline. Le Président de la République, usant de son droit de grâce, commua la peine de mort, qui en ce cas n'était pas infamante, en celle des travaux forcés ; le gracié s'adressa au Conseil d'État, pour obtenir que ce décret fût rapporté car, disait-il, sous prétexte de commutation, il aggravait sa peine en en changeant le caractère, en lui infligeant à lui une peine infamante au lieu d'une non infamante prononcée par sa condamnation. Le Conseil d'État déclara qu'il n'y avait aucun recours possible contre un décret de grâce, et que par conséquent la demande était non recevable. Suivant nous, dans l'espèce, cet arrêt était sans fondement ; il est hors de doute en effet qu'il n'y a aucun recours possible contre un décret de grâce ; mais ici il s'agissait de savoir s'il y avait bien en réalité une grâce ; d'après le prétendu gracié, en effet, il y avait non pas grâce, mais aggravation de peine au contraire ; on se trouvait

donc en face d'un abus de pouvoir du Président de la République, abus de pouvoir que le Conseil d'État eût dû réprimer.

De même en cas de condamnation à mort prononcée par un conseil de guerre, l'exécution a toujours lieu avec une solennité spéciale, réglée par le Code. Mais ici cette parade d'exécution a pour but de frapper l'esprit des troupes qui y assistent, et n'est nullement une dernière insulte infligée au condamné dans le but de l'humilier et de l'avilir ; au contraire celui-ci amené devant les troupes est salué, comme si l'on considérait en lui non plus un coupable, mais seulement l'homme qui va mourir ; toutes les troupes présentes rendent les honneurs sinon au condamné lui-même, du moins en sa personne à la mort qui va le frapper. Du reste cet appareil extérieur de la dégradation militaire, ou de parade d'exécution à mort n'a pas dans l'élément militaire les mêmes inconvénients qu'il aurait au civil. Ici en effet un condamné civil, qui, devant un public civil, serait soumis à l'exécution des peines comme la dégradation militaire, ou à des parades d'exécution, aurait à supporter les huées et les insultes de la foule, qui de son côté trouverait là un aliment pour exciter tous ses instincts de cruauté ; c'est en somme ce qui avait lieu avec le carcan. Pour les exécutions militaires au contraire, les conditions sont tout à fait différentes ; au lieu de huées et d'insultes, c'est le silence le plus profond qui règne et conserve à l'exécution toute la dignité, toute la gravité qu'elle comporte ; l'avilissement du condamné est donc moins grand, lui est moins sensible, et d'un autre côté les soldats qui assistent à l'exécution, vivement im-

pressionnés par la solennité, au lieu d'y trouver une excitation pour leurs mauvais instincts, y trouvent une leçon et un exemple qui les invite à craindre et avant tout à respecter la loi à laquelle ils sont soumis.

On trouve encore une manifestation extérieure de l'infamie dans une situation absolument particulière. Quand un membre de la Légion d'Honneur a commis une faute contre l'honneur, il s'est par là même rendu indigne de la distinction qu'il avait obtenue, ou a du moins mérité une peine particulière. Il se trouve en effet sous le coup de peines disciplinaires, censure, exclusion ou suspension de la Légion d'honneur. Dans le cas où la faute commise ne constitue pas un crime ou délit au point de vue du Code pénal, et comme tel ne donne pas lieu à une poursuite devant les tribunaux, mais constitue seulement une faute contre l'honneur, c'est le grand Chancelier pour la censure, le Président de la République pour la suspension ou l'exclusion, qui prononcent la peine sur l'avis du Conseil de l'Ordre. Au cas contraire, quand la faute constitue un crime ou délit tombant sous le coup de poursuites judiciaires, les tribunaux jugent, et au cas où ils condamnent ce sont eux qui, sur l'avis du Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur, prononcent la radiation. Le Président de la Cour d'appel, sur la réquisition du procureur général (Voir *Répertoire du droit français*, décrets de 1852, « légion d'honneur »), s'adressant au condamné lui dit alors : « Vous avez manqué à l'honneur ; je déclare au nom de la légion que vous avez cessé d'en faire partie. » Cette formule doit accompagner toute condamnation à une peine infamante, et tant qu'elle n'a pas été prononcée, la

peine ne peut être exécutée contre le légionnaire. Ici encore, on trouve dans cette déclaration solennelle du président, une manifestation extérieure de l'infamie qui frappe le condamné. Mais, comme nous l'avons déjà dit, nous ne trouvons de semblables mesures que dans des cas absolument spéciaux, ne relevant pas du Code pénal ; dans le droit commun, ces marques extérieures ne consistent plus que dans l'affichage de la condamnation dont nous avons parlé plus haut, l'appareil spécial accompagnant la mort en cas de parricide, et les déchéances.

A propos de cette disparition complète des peines infamantes de l'ancien droit, et des marques extérieures de l'infamie, Tissot, dans son ouvrage intitulé *Droit pénal et réforme pénitentiaire* publié en 1874, regrette que le Code actuel n'ait pas repris l'usage de la fustigation et de la flagellation. Sans doute, ces deux peines avaient le défaut d'irriter et d'avilir le coupable ; mais en revanche que d'avantages doit-on leur reconnaître ; ainsi, d'abord elles se prêtent très facilement à la division, et par conséquent, il est avec elles extrêmement facile de proportionner la répression à la faute ; ensuite, elles n'occasionnent aucune dépense à l'Etat ; enfin elles sont très appropriées à la répression de certains délits contre la personne corporelle. Quant à l'avilissement, cela provient uniquement d'un préjugé prétend Tissot : « Dès qu'il serait admis, dit-il, « que ces sortes de châtimement n'ont plus rien à démêler avec « le traitement qu'on fait subir aux esclaves comme tels, ils « n'auraient rien de plus avilissant que toute autre peine. » Du reste n'est-ce pas une illusion de tenir autant de compte de la noblesse des sentiments, et de la dignité des coupables,

qui sous ce rapport n'ont le plus souvent que bien peu de chose, sinon rien à perdre ? En général, ce qu'ils appellent leur honneur, n'est guère que de la vanité et de l'insolence, de l'orgueil ne comportant ni vraie dignité ni respect de soi-même. Du reste on a conservé cette peine en Angleterre où elle produit des résultats satisfaisants, ayant entre autres avantages : celui d'infliger une souffrance corporelle très réelle, et d'une gravité à peu près égale pour tous, du moins au point de vue matériel ; ensuite celui d'être très facile à proportionner à la gravité du crime, par suite de sa grande divisibilité, et d'être facile à appliquer, économique pour l'Etat ; quant au condamné elle a aussi pour lui cet avantage de le laisser à ses affaires et à sa famille. De même encore dans certains pays, comme en Allemagne, on trouve cette peine de la fustigation conservée au Code militaire par exemple.

On objecte, il est vrai, que la preuve que cette peine a bien par elle-même, dans l'esprit du législateur, un caractère forcément avilissant, c'est que dans les pays où le Code pénal l'a conservée, celui-ci, lorsqu'il existe dans ce pays une classe ayant conservé quelque dignité, en a affranchi cette classe. Mais d'abord cette distinction en castes n'existe plus dans beaucoup de pays, et alors le châtiment étant applicable à tous les citoyens égaux devant la loi, n'a plus rien d'avilissant que pour celui-là seul qui en est frappé. Quant aux pays où cette distinction des classes existe encore, la loi a fait absolument fausser route, s'appuie sur un principe absolument faux, lorsqu'elle part de la distinction des classes pour distinguer les peines, en attribuant les unes à une classe, les autres à l'autre. En effet, la faute

est toujours la même, il n'y en a pas de nobles ni d'ignobles, et la classe à laquelle appartient le criminel ne peut avoir d'influence sur son degré de culpabilité. Du reste, au cas où l'on admettrait cette influence, il faudrait prendre une solution tout opposée à celle que l'on prend en général. En effet, au lieu d'atténuer la peine pour les classes élevées, il faudrait au contraire l'aggraver attendu que le plus coupable est celui qui déroge le plus, celui que son éducation, le milieu dans lequel il a vécu, et en général sa situation de fortune qui lui ôte l'excuse du besoin, devaient suffire à détourner du crime ; c'est donc pour celui qui appartient à la classe privilégiée que la loi devrait réserver ses peines les plus sévères.

Quoi qu'il en soit du reste de la distinction des classes et de son influence sur la loi pénale, nous n'avons en France aucun compte à en tenir, puisque depuis 1789, la loi proclame l'égalité de tous devant la loi ; il est certain cependant, que, malgré cela, les peines comme la flagellation et la fustigation seraient encore considérées comme ayant un caractère tout particulièrement avilissant, que cela soit le fait d'un préjugé comme le déclare Tissot, ou au contraire d'un juste sentiment de la dignité humaine. Aussi ces peines ont absolument disparu des Codes français, aussi bien du Code pénal de droit commun que du Code pénal militaire, à cause précisément de ce que l'opinion publique y voyait une marque, un symbole extérieur d'infamie.

CHAPITRE III

QUALIFICATION DE PEINES INFAMANTES ATTACHÉES A CERTAINES PEINES.

Voyons maintenant ce qu'il faut penser de l'autre élément constitutif de la peine infamante, c'est-à-dire de son nom même, de sa qualification de peine infamante. Le Code a-t-il agi sagement et utilement quand il a dit : telle peine sera infamante, telle autre non infamante ? Cette distinction des peines, comme nous l'avons vu dans la première partie de notre étude, a toujours existé, plus ou moins nette, dans toutes les législations, dès l'antiquité la plus reculée ; partout on retrouve l'infamie légale infligée à certains crimes. A la fin du XVIII^e siècle seulement on commença à en discuter le principe. La marche des idées dans cette voie, continua et s'accrut de plus en plus depuis la rédaction des Codes, et enfin à partir du milieu de notre siècle, les nouveaux codes promulgués ne parlent plus de peines infamantes. On a fait à cette distinction une foule de reproches ; il y en a d'abord un que l'on retrouve formulé dans tous les ouvrages qui ont traité de cette question, et que nous allons voir en premier lieu, car il est, selon nous, assez peu sérieux pour ne pas avoir besoin d'être discuté plus longuement.

On a dit en effet, que c'était un tort de traiter une peine

d'infamante, attendu que c'était le crime qui était infamant et non la peine ; qu'il eût donc fallu dire « Tels crimes seront infamants » et non pas « Telles peines seront infamantes ». Ce reproche a à peu près la même valeur que celui que l'on a adressé au Code pénal également pour avoir dit : « Telles peines sont criminelles, telles autres correctionnelles ; les faits punis de peines criminelles sont des crimes, ceux punis de peines correctionnelles des délits ». Le Code nous dit en effet, par exemple dans son article 7 : « la réclusion est une peine afflictive et infamante » ; puis dans son article 386 : « Tout individu coupable d'un vol commis la nuit par plusieurs personnes, sera puni de la réclusion ». Il est bien certain que l'infamie est attachée non au fait de subir la réclusion, mais au fait d'avoir commis le vol dans les conditions sus-énoncées ; la condamnation à la réclusion entraîne l'infamie, mais seulement parce qu'elle est l'indication que le condamné a commis ce vol. C'est absolument comme si le Code eut dit : Le vol accompli dans telles conditions entraînera pour son auteur l'infamie légale, et sera en outre puni de la réclusion. Comme tous les faits punis de réclusion sont des faits infamants, le législateur a trouvé plus simple, au lieu de mentionner spécialement à propos de chacun de ces faits qu'ils seraient punis d'infamie, de déclarer une fois pour toutes, que toutes les fautes punies de la réclusion étaient infamantes, ou ce qui revient au même que la réclusion serait toujours accompagnée de l'infamie légale. Cela est si vrai qu'au Code militaire par exemple, comme nous l'avons vu tout à l'heure, la même peine, la peine de mort, est en certains cas infamante, non infamante en d'autres, ce qui

démontre bien que c'est à la nature du fait, et non à la peine qui la sanctionne qu'est attachée l'infamie.

Mais il y a d'autres reproches plus sérieux qui ont été faits à cette classification. On a dit en effet que simplement inutile dans certains cas, elle était dangereuse dans les autres. Le jurisconsulte belge Haus, dans la partie de son livre sur le droit pénal belge où il traite justement cette question de la suppression des peines infamantes, a développé longuement ce reproche. L'infamie, dit-il, consiste dans le blâme qu'une personne s'attire, dans la réprobation dont elle devient l'objet de la part des honnêtes gens en commettant des actes contraires à la justice et à la morale. Par conséquent l'infamie, la honte et le mépris, l'estime, la considération et l'honneur, dépendent donc uniquement du jugement que prononce sur nos actions l'opinion publique guidée par le sentiment naturel du bien et du mal, du juste et de l'injuste qui se trouve dans la conscience de tout individu ; c'est donc en un mot la conscience publique seule qui doit décerner l'approbation ou le blâme, et il n'appartient ni à la loi ni au pouvoir de créer arbitrairement l'honneur ou l'infamie.

Mais alors que se produira-t-il, si malgré cela la loi dans certains cas prétend infliger l'infamie, distribuer la honte ou l'honneur, signalant ainsi au mépris public les individus condamnés à certaines peines pour avoir commis certains crimes, et les déclarant infâmes ? Quel sera le résultat de cette prétention de la loi, ordonnant à tous de mépriser un coupable de le regarder comme un être sans honneur ? On peut se trouver ici en présence de deux solutions contraires. Ou bien l'o-

pinion publique considérant elle aussi comme déshonorant le fait commis par ce coupable, lui aura déjà, aussitôt le fait connu, sans attendre l'ordre de la loi, retiré l'estime et la considération ; si en un mot on se trouve déjà en face de ce que le droit romain appelait infamie de fait, qu'ajoutera à cette sanction l'infamie légale, la déclaration faite par le Code pénal, que l'individu flétri déjà dans l'opinion des honnêtes gens est infâme ? Elle est ici tout à fait inutile.

Si au contraire, le fait auquel la loi l'attache ainsi l'infamie, n'est pas considéré par l'opinion publique comme méritant de déshonorer son auteur, la loi se trouvant en contradiction avec l'opinion publique, ce conflit peut avoir encore deux solutions, toutes deux dangereuses. Ou bien l'opinion publique se soumettant à l'ordre de la loi, considèrera comme réellement infâme, celui auquel elle eût sans cet ordre conservé son estime ; la loi a alors commis une injustice, elle a obtenu un résultat regrettable ; elle déshonore en effet d'une façon absolument arbitraire un homme qui a commis une action que la morale et la conscience publique considéraient comme n'entachant en rien son honneur. Mais ce résultat est assez rare ; le plus souvent pour ne pas dire toujours, l'opinion publique résistera, se refusera à sanctionner la décision du législateur, la trouvant inique ; l'homme déclaré infâme par le Code pénal, conservera l'estime et la considération de tous les citoyens honnêtes et éclairés ; la loi aura par ce fait montré son impuissance, et prêté à la critique. Or pour conserver toute l'autorité qui lui est nécessaire, la loi a besoin avant tout d'être considérée comme étant essentiellement juste et sage, comme concordant parfaitement avec

la morale et la justice. Chaque critique qu'elle mérite sur ce point, chaque principe qu'elle pose, en opposition à la morale dont elle devrait être en quelque sorte la sanction, et à l'opinion publique, lui retire une parcelle de son autorité, du respect qui lui est dû par ceux qu'elle régit.

Cette dernière solution sera de beaucoup la plus fréquente dans ce conflit entre la loi et l'opinion, conflit qui se produira surtout lorsque cette infamie sera attachée par la loi à un crime politique. En effet, comme nous l'avons déjà dit au sujet de la discussion au Conseil d'Etat du 25 juillet 1809 à propos des crimes politiques, ceux-ci ne sont le plus souvent crimes qu'au point de vue du pouvoir existant contre lequel ils sont dirigés, et n'impliquent en eux-mêmes aucune idée de déshonneur. Ceux qui les commettent peuvent être très bien et très sincèrement convaincus, qu'ils servent une juste cause, qu'ils accomplissent leur devoir et se dévouent au bien de l'Etat ; dans ces conditions, si leur tentative réussit, on en fait des héros, ils sont comblés d'honneur. Est-il admissible que dans les mêmes circonstances, par cela seul qu'ils ont échoué, que le pouvoir qu'ils attaquaient aura été le plus fort, aura réussi à déjouer leur attaque, celle-ci soit considérée comme un acte infâme, déshonorant, et qu'on demande à l'opinion publique de couvrir de son mépris ses auteurs ? Le pouvoir a été attaqué, il a le droit de se défendre, de châtier ses ennemis, de les mettre hors d'état de lui nuire à l'avenir ; mais ce serait abuser de son triomphe, et du droit du plus fort que de chercher à les déshonorer, et de prétendre que l'opinion qui peut-être était en assez grande partie pour eux dans la lutte, les couvre de son mépris après leur défaite

Cela est d'autant moins admissible que sur ce point plus que sur tout autre les idées se transforment, parfois même très brusquement, que l'action pour laquelle un homme aurait ainsi été déclaré infâme, pourrait quelques années, quelques mois plus tard le faire traiter comme un serviteur dévoué de l'Etat le faire récompenser comme tel. C'est ainsi que les hommes qui après la révolution du 2 décembre avaient été poursuivis et condamnés ou seulement même inquiétés, pour s'être opposés au coup d'Etat qui avait donné naissance à l'empire, furent depuis la chute de l'Empire récompensés pour cette même opposition. Si au contraire le coup d'Etat eût échoué, ceux qui le tentaient eussent alors été poursuivis et condamnés à des peines infamantes, quitte eux-mêmes à reprendre à leur tour l'avantage plus tard. En somme dans les crimes politiques, c'est naturellement le parti le plus fort, qui, déclarant avoir le droit pour lui, considère comme criminels ses adversaires, alors qu'il n'y a là qu'une conséquence de la loi du plus fort, et alors qu'il est bien certain surtout que le fait d'avoir été vaincu ne peut pas mériter l'infamie. Il est donc bien évident que la loi qui attache à de semblables faits des peines infamantes, commet une injustice, et que jamais l'opinion publique ne consentira à devenir sa complice. Celui qui sera par exemple condamné à la déportation, subira sa peine, du moins tant que le pouvoir qui la lui a infligée durera, mais sans devenir pour cela, dans l'opinion des gens sensés quela passion n'aveuglera pas, un malhonnête homme. La loi dans cette circonstance, sera donc forcément violée, et par là perdra de son autorité et de sa force.

Du reste ce fait de la résistance de l'opinion publique aux ordres de la loi, ne se produira pas qu'au cas de crimes ou délits politiques ; elle se produit aussi quoique moins fréquemment il est vrai pour les délits de droit commun. Ainsi, d'après l'ordre de la loi, toute peine criminelle emporte l'infamie, et aucune peine correctionnelle n'est infamante, quelle que soit dans les deux cas la nature du fait qu'elle sanctionne. De cette façon, on verra par exemple l'auteur de violences exercées dans un moment d'emportement peut-être excusable, si ces violences ont occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours, déclaré infâme, alors qu'un escroc ou un voleur, par ce fait qu'ils ne seront punis que de peines correctionnelles, auront encore au dire de la loi droit au respect et à l'estime de leurs concitoyens.

Cette anomalie a même un résultat pratique des plus fâcheux. L'ancien article 232 du Code civil portait que toute condamnation d'un des époux à une peine infamante serait pour l'autre époux une cause de divorce. Ainsi un époux condamné à une peine criminelle quelconque qui pouvait laisser intacte son honorabilité, condamné par exemple au bannissement pour crime politique, pouvait voir user de cette condamnation, pour faire prononcer le divorce contre lui, sans même que le tribunal pût apprécier ; il était tenu dans ce cas d'accorder le divorce. Au contraire le conjoint d'un misérable, condamné correctionnellement pour les fautes les plus déshonorantes, vol, escroquerie, attentat à la pudeur, restait lié au coupable qu'il ne pouvait plus que mépriser, la peine qui l'avait frappé ne pouvant servir de cause au divorce. La loi de

1884 en rétablissant le divorce, a il est vrai modifié l'article 232, en déclarant qu'il faudrait que la peine fût afflictive et infamante pour servir de cause au divorce, ce qui excluait le bannissement, et la dégradation civique prononcée comme peines principales. Mais des crimes ne touchant en rien à l'honneur, des crimes politiques par exemple, peuvent très bien être punis de détention, on se trouve alors ici en face des peines afflictives et infamantes, constituant par conséquent des causes de divorce. Dans ces conditions, la loi flétrissant celui que l'opinion publique se fût contentée de blâmer, épargnant au contraire celui que l'opinion publique eût flétri, poursuivi d'une réprobation et d'un mépris général, heurte ouvertement l'opinion, bouleverse les idées morales, jette le trouble dans les esprits, de telle sorte que la notion du juste et de l'injuste y devient confuse.

Il est vrai que ces différents inconvénients seraient moins graves, si pour chaque fait tombant sous le coup de la loi pénale, le Code disait en même temps que la peine dont il serait puni, entraînerait ou non l'infamie, au lieu d'attacher celle-ci d'une manière générale à tous les faits qualifiés crimes, pour en dispenser tous ceux qualifiés délits seulement. Mais même avec ce système, le conflit entre la loi et l'opinion publique, tout en devenant, bien certainement plus rare, n'en restera pas moins possible, car l'action du législateur sera toujours forcément grossière, par ce fait qu'il lui est matériellement impossible de prévoir toutes les circonstances spéciales de chaque acte, et qui en changent ou atténuent le caractère; du reste, l'opinion change, se trans-

forme, parfois même assez rapidement sur certains points ; un fait considéré comme déshonorant à une époque, peut quelque temps après être considéré comme moins grave, et réciproquement : « En conséquence, dit Haus, que le législateur frappe les divers crimes des peines qu'ils méritent, qu'il enlève aux coupables les droits civils et politiques dont l'exercice ne peut se concilier avec les peines qu'ils ont encourues, ni avec les crimes pour lesquels ils ont été condamnés ; mais qu'il se garde d'attacher à certains genres de peines, et même à certaines catégories de crimes, l'idée d'infamie, qu'il laisse la désapprobation publique suivre ses lois naturelles. C'est la justice et l'intérêt social qui le commandent. Tel est le système adopté par le Code pénal belge. » En parlant du même sujet, Bentham disait de même que le législateur ne devait pas oublier que faire de l'infamie c'était au delà de son pouvoir, car « il ne sait pas si l'opinion publique fera honneur à cette lettre de change tirée sur elle ».

Rossi dans son *Traité de droit pénal* va encore plus loin, et déclare qu'il n'y a pas de peines infamantes, et qu'il ne peut même pas y en avoir. En effet, dit-il, la peine consiste à priver un coupable d'un bien appréciable. Il faut donc pour cela, d'abord que celui-ci possède ce bien, et ensuite que le législateur ait la faculté de le lui ôter. Or il est bien certain que l'honneur, la réputation sont des biens parfaitement réels et appréciables, mais en cas de condamnation à une peine infamante, de deux choses l'une : Ou bien le coupable que frappe cette condamnation a réellement commis une action déshono-

rante, et alors il a par cette action même, montré qu'il était sans honneur, n'avait aucun droit à l'estime et à la considération. La peine infamante ne peut donc exister ici, puisqu'elle n'a rien à retirer au coupable qui manque déjà des biens dont elle aurait pour but de le priver ; ou bien au contraire l'action que le condamné avait commise, avait un but avouable, n'impliquant par elle-même aucun déshonneur ; en ce cas la peine infamante sera encore inutile, car elle sera impuissante à enlever à celui qu'elle frappera l'estime et la considération, l'opinion publique ne tiendra pas compte de la peine, le condamné gardera son honneur intact. Il est facile de voir que cette objection se ramène en somme à celle qui vient dire, que ce n'est pas la peine elle-même qui est infamante, mais le crime qu'elle punit. Il est en effet indiscutable que ce qui rend infâme c'est non le fait d'avoir accompli une peine, mais bien celui de l'avoir méritée ; mais la loi en disant telle peine est infamante, dit en somme, que le crime qui est puni de telle peine est déshonorant, la peine ne faisant que constater, proclamer l'infamie du coupable. Nous avons vu du reste ce qu'il fallait penser de cette objection, et que c'est le crime et non la peine qui est infamant ; il n'y a qu'à faire la même réponse à celle qui prétend qu'il ne peut y avoir de peines infamantes, attendu que les coupables que celles-ci frappent ont déjà perdu l'honneur, et que par conséquent la peine ne peut plus le leur enlever.

Il faut cependant reconnaître que la loi a une certaine action sur l'opinion publique, et par conséquent sur l'honneur de chacun. Mais est-il juste, et d'un autre côté est-il utile à l'ordre social, qu'elle use de cette influence, pour provoquer contre un

condamné l'animadversion et le mépris général ? Suivant Rossi, cela est à la fois injuste et nuisible. L'action du législateur, en effet ne peut s'exercer que pour changer le cours naturel des choses, pour aggraver pour les uns, atténuer pour les autres, la part d'infamie dont ils eussent été frappés chacun en raison de son crime, si l'on eut laissé l'opinion publique absolument libre, sans chercher à influencer le sentiment universel dans son appréciation du juste et de l'injuste, de l'honneur et de la honte. Or cette libre appréciation de la conscience publique tient compte de toutes les nuances de l'immoralité, apprécie chaque fait, sa valeur individuelle, en raison de ses mobiles, de son but, bien mieux évidemment que la loi pénale, qui ne peut envisager que les principes généraux ne se trouvant pas faite pour chaque fait spécialement. La loi pénale par conséquent, ou bien n'aura pas d'influence sur l'opinion publique, ce qui sera une marque de faiblesse et une cause de discrédit pour elle, ou alors si elle en a au contraire, elle sera injuste et immorale. En effet concentrant sur les faits qu'elle signale, le blâme public, elle lui donne sur ce point une gravité supérieure à celle qu'il eût dû avoir naturellement, troublant ainsi la véritable notion toute spontanée de l'ordre moral, au moyen d'une influence qui ne peut être que grossière. Suivant Rossi, pour la dispensation de l'infamie comme pour tout le reste on trouve une limite à la puissance humaine. Si les actes dignes d'éloge ou de blâme sont plus fréquents, chacun d'eux n'obtiendra qu'une part moindre d'éloge ou de blâme, comme si les hommes, l'opinion publique n'avaient qu'une somme fixe de blâme ou d'éloge à distribuer. De même si le législateur

attire sur certains actes immoraux une part plus grande d'infamie que celle qui leur fût revenue naturellement, en même temps qu'il commet une injustice aux dépens de ceux-ci, il en commet une autre en faveur des actes immoraux qu'il ne signale pas, car la part d'infamie qui reste à leur attribuer se trouve en quelque sorte réduite par la part exagérée qui a été attribuée aux premiers. Une autre imperfection de ce système, vient de ce que la loi au moyen des peines infamantes, prétend se servir de l'opinion publique comme d'une arme pour frapper le coupable ; or comme nous l'avons vu, celle-ci est plus ou moins docile sur ce point aux prescriptions de la loi, lui obéissant parfois, mais lui résistant le plus souvent. Aussi la loi est loin d'être sûre d'atteindre son but ; se méfiant de la docilité de l'arme qu'elle emploie, elle est naturellement portée à frapper plus fort pour avoir plus de chances de produire l'effet qu'elle désire ; il en résulte que les effets qu'elle produit sont forcément irréguliers, rarement proportionnés au but que se proposait le législateur ; tantôt nuls lorsque l'opinion publique lui a résisté, tantôt, dans le cas contraire, lorsque l'opinion publique lui a obéi, d'une rigueur alors exagérée.

Beccaria se plaçant au même point de vue, déclare que la loi en prononçant la peine de l'infamie contre des actions qui sont à peu près indifférentes, arrive forcément à ce résultat que celles qu'il serait de l'intérêt de la société et de la morale publique, de regarder comme infâmes, ne le seront bientôt plus. Beccaria admet cependant les peines infamantes par exemple pour les fautes ayant pour mobile le fanatisme ; dans ce cas en effet le coupable se ferait une gloire de peines corporelles

et douloureuses faisant de lui un martyr. Ces fautes ayant en général leur point de départ dans l'orgueil, il n'y a qu'à opposer à cette force qui a poussé le condamné au mal, une force de même nature, la honte et l'infamie. Enfin il recommande d'avoir recours le plus rarement possible à cette peine, en abusant en effet on l'affaiblit, car l'emploi exagéré du pouvoir de l'opinion arrive à diminuer la force de cette opinion et quand l'infamie frappe un trop grand nombre de personnes, elle arrive par là à n'être plus l'infamie.

Sans doute ces différentes objections faites à l'infamie légale sont très sérieuses ; on peut cependant leur répondre qu'elles portent à faux, la loi étant censée bonne dans tous les cas, et ne devant par conséquent prononcer l'infamie que lorsqu'elle est méritée, de telle sorte qu'elle sera à peu près dans tous les cas en absolue conformité avec l'opinion publique et la morale. Mais alors nous dira-t-on, elle est inutile, presque ridicule même, et n'a plus aucune raison d'être puisqu'elle ne fait qu'infliger l'infamie dans le cas où celle-ci existe déjà par le fait de l'opinion publique. Mais dans de certaines limites cela n'est pas absolument vrai ; la loi a sur l'opinion publique une action incontestable, action qui, étant donnée comme nous l'avons dit que la loi est censée bonne, est elle-même nécessairement bienfaisante, et dont la force dépend de plusieurs circonstances. La force de cette action dépend d'abord du degré de civilisation, du développement des esprits ; en effet, il est évident que plus le peuple aura l'esprit développé, plus il se sentira capable de se créer par lui-même une opinion sur la valeur morale d'une action, moins facilement il acceptera sans les discuter les opi-

nions que le législateur lui proposera toutes faites, prétendant qu'il les fasse siennes, moins il épousera aveuglément les haines du législateur ; et alors si le pouvoir étant absolu a établi sans tenir compte des sentiments du peuple des lois en opposition avec ceux-ci, la conscience publique au lieu de se laisser guider aveuglément par la loi, la discutera, lui résistera, et refusera de sanctionner ses décisions. C'est ainsi que l'on vit la population de Londres, entourer de son respect, et saluer de ses acclamations, des auteurs condamnés par les juges anglais au pilori pour avoir écrit des brochures politiques contre les ministres. Si au contraire le peuple a une part plus ou moins étendue dans l'exercice du pouvoir, si le législateur est guidé par l'opinion publique, se conforme à elle pour tous les grands principes généraux, il peut dans la question qui nous occupe de l'infamie légale, non pas heurter directement cette opinion en lui demandant d'accabler de son plus profond mépris, de flétrir absolument des actes que de son propre mouvement elle se fut bornée à censurer, mais attirer simplement sa désapprobation d'une manière spéciale sur certains points, lui signaler plus vivement certains sujets de blâme ou d'aversion, et alors il peut exercer dans ces limites une influence très réelle, parfois même assez étendue, et qui comme nous venons de le dire est censée ne pouvoir être que bienfaisante. On peut même dire que c'est là le devoir strict du législateur, qui ne doit pas se borner à suivre l'opinion et à sanctionner les principes que celle-ci a établis, mais bien tenter de la diriger et de la guider.

Mais il reste, il est vrai, un reproche très grave, le plus

grave suivant nous que l'on puisse adresser aux peines infamantes. C'est que celles-ci rompent d'une façon irrévocable les liens du condamné avec la société, celui que la loi a déclaré infâme devient en quelque sorte un être à part, son infamie a élevé entre lui et la société une barrière insurmontable qui l'empêchera d'y retrouver une place lors de sa libération, s'il était condamné à une peine temporelle ou a obtenu sa grâce. Sans doute, l'infamie qui l'aurait atteint tout naturellement en dehors de toute prescription, de toute intervention de la loi, eut bien aussi à elle seule élevé une barrière semblable entre lui et les honnêtes gens. Mais alors aucune mesure précise, ne fût venue sanctionner, consacrer l'existence de cette infamie, proclamer cette exclusion du coupable dès rangs de la société. Il n'y aurait eu en ce cas qu'une sanction purement morale, sans aucune mesure particulière qui la rendit irrévocable. En effet la conduite ultérieure du coupable influera, et peut-être même assez rapidement, sur l'opinion publique, qui se trouve ici seule en jeu puisqu'on suppose le cas où la loi n'a pas prononcé l'infamie. Chaque bonne action, honnête, désintéressée, un certain temps de vie régulière, sans reproche, chaque marque de repentir et d'amendement, efface une part plus ou moins considérable du mépris encouru. Par ce moyen, le coupable n'est pas ainsi sans espoir de reconquérir sa place au milieu de la partie honnête de la société, de se refaire en quelque sorte une virginité, pour employer l'expression usitée très fréquemment dans le langage des affaires commerciales, pour le commerçant qui après faillite ou liquidation judiciaire, rétablit ses affaires et désintéresse ses créanciers.

C'est là le cours régulier et moral des choses, qui laisse au condamné tout son courage, toute son énergie pour travailler à sa réhabilitation, il y trouve même un stimulant très vif qui aide à son retour au bien. Il s'est rendu gravement coupable envers la société, celle-ci l'a puni de sa faute, et s'est montrée justement irritée contre lui : il a dès lors s'il veut se refaire une place dans cette société, à employer tous ses efforts pour mériter d'elle l'oubli et le pardon de sa faute. Au contraire, la loi intervenant pour prononcer une peine infamante, au moyen de laquelle elle consacre définitivement et irrévocablement l'infamie du coupable, et son expulsion de la société des honnêtes gens, celui-ci n'a plus aucun espoir de réhabilitation ; en admettant du moins que l'ordre de la loi soit exécuté, jamais il n'obtiendra son pardon de la société qui jusqu'à sa mort le tiendra à l'écart, et lui reprochera son crime et son infamie. Il est dans ces conditions tout à fait inutile pour lui de chercher à la fléchir, il n'a rien à y gagner ; bien au contraire repoussé par elle il n'a plus qu'à la traiter franchement en ennemie ; à tirer d'elle par tous les moyens possibles tous les profits qu'il sera susceptible d'en tirer, de quelque nature qu'ils soient, d'autant plus que désormais, par sa mise au ban de la société, toute manière de gagner honnêtement sa vie lui est à peu près interdite. Et alors, afin de se trouver dans un milieu où ses antécédents seront ignorés, ou du moins ne le feront pas repousser, où il trouvera des gens dans la même situation que lui, n'ayant plus comme lui d'autres moyens d'existence que des expédients plus ou moins coupables, poussés presque fatalement du vagabondage au vol puis au

crime, il se rendra à peu près toujours dans les grands centres, lorsqu'il n'en sera pas écarté par l'interdiction de séjour, ou bien même au mépris de celle-ci ; là il se trouvera l'objet de tentations plus fortes, sera entraîné avec une plus grande facilité à retomber de nouveau dans la voie du crime, et en même temps il sera entouré de compagnons tous prêts à l'accompagner dans cette voie, à l'y pousser au besoin.

Cet inconvénient est en effet très réel, et très grave ; mais il ne faut cependant pas s'en effrayer outre mesure, et s'en exagérer la gravité. En effet, dans la réalité, étant donné que nous mettons de côté pour le moment toute question d'incapacités ou de déchéances, qui changeant l'état du coupable, lui faisant subir comme une *capitis deminutio* réduite, perpétuent ainsi le souvenir de sa faute, et que nous ne nous occupons que de la déclaration légale d'infamie, du nom seulement de peine infamante, il n'y a guère de différence entre la situation du coupable qui se voit rejeté de la société, par le fait seul de l'infamie naturelle qui découle spontanément du crime qu'il a commis, et la situation d'un coupable qui en outre de cela, en outre de cette infamie naturelle a aussi été frappé de l'infamie légale, par le fait d'une condamnation à une peine déclarée infamante dans le Code. Sans doute, en principe, celui qui a été déclaré infâme par la loi est frappé d'une manière irrévocable, il restera infâme jusqu'à la fin de ses jours, alors que si l'infamie au contraire n'existe que par le fait de la déconsidération publique, sans qu'aucune déclaration de la loi ne l'ait formellement et officiellement constatée, l'opinion publique est absolument libre et indépendante ; elle peut modifier son ju-

gement touchant celui qu'elle a d'abord traité en indigne de son estime, et lui rendre, lorsqu'il lui semble l'avoir mérité par son repentir et son amendement, spontanément cette estime, qu'elle lui avait retirée d'une manière tout aussi spontanée à la suite de sa faute, n'ayant jamais agi que de sa propre initiative.

Mais en fait, du moment qu'aucun signe, qu'aucune marque extérieure, ne signalent l'infamie, et ne perpétuent son souvenir, lorsque par le fait d'une existence sans reproche pendant un temps plus ou moins long, le libéré aura donné des preuves non équivoques de son repentir et de son amendement, lorsqu'il aura obtenu que l'opinion publique lui accordant enfin l'oubli de sa faute, le considère désormais comme digne de reprendre place dans la partie saine, honnête de la société, cette même société lui tiendra-t-elle rigueur, en dépit de ses propres sentiments à elle, et continuera-t-elle, alors qu'elle le considère comme réhabilité, et comme ayant dignement racheté son passé, à le repousser comme indigne, par cela seul qu'à la peine à laquelle il a été condamné autrefois, se trouve accolée dans le Code l'épithète de peine infamante ? Il est bien certain, que si la société juge à propos d'oublier le crime en faveur de l'expiation qui en a été faite, et de l'amendement complet du coupable redevenu honnête homme, elle oubliera aussi la peine et l'infamie qu'elle infligeait à celui-ci d'après les ordres de la loi, ou du moins si elle n'oublie pas cette déclaration d'infamie elle n'en tiendra aucun compte.

La loi en effet ne peut disposer ainsi à l'avance de l'opinion publique pour un temps qui peut être très long, par exemple

si la condamnation cause de l'infamie a été prononcée contre un jeune homme. Cela est d'autant plus vrai, qu'il peut arriver, l'opinion publique étant comme nous le disions plus haut essentiellement modifiable, que dans cet intervalle entre la condamnation de ce jeune homme à une peine infamante pour un crime quelconque, et sa mort, cette opinion publique change entièrement de manière de voir en ce qui concerne l'acte qui a valu cette peine, et ne le considère plus comme une faute, ou du moins que comme une faute sans gravité et ne méritant plus de déshonorer son auteur ; que la loi elle-même, se modifie sur ce point comme l'opinion publique et ne sanctionne plus ce fait qu'elle traitait autrefois comme un crime, ou du moins ne le sanctionne plus que par une peine légère, n'ayant plus rien d'infamant. Est-il admissible dès lors, que ce jeune homme qui aura commis cette action quelques années plus tôt, alors il est vrai que la loi l'interdisait, que l'opinion publique la réprouvait, soit déshonoré à tout jamais, rangé dans une classe à part de la société, voué irrévocablement au mépris de tous, quelle que soit d'ailleurs sa conduite ultérieure, et ses regrets d'avoir commis cette faute ; et tout cela pendant que la même action n'est plus considérée comme un crime, que d'après les prescriptions de la loi elle-même, elle n'entraîne plus de déshonneur ? Sans doute alors qu'il l'a commise cette action était condamnée par la loi et par la morale publique, et par le fait qu'il a violé la loi, il a mérité une peine ; mais cette peine, il l'a accomplie, ou bien il a été gracié ; peut-il encore après cela être à tout jamais considéré comme infâme, par ceux qui maintenant peut-être commettent couramment la

même action, et ont la prétention d'avoir malgré cela conservé intact leur honneur, et d'être toujours dignes de l'estime et du respect de tous.

Il est hors de doute que dans ce cas la loi sera sans effet sur l'opinion publique, et que, lorsque celle-ci aura jugé que celui qu'elle avait autrefois condamné est redevenu digne de son estime, elle la lui rendra sans se laisser arrêter par cette considération que la loi l'a déclaré infâme, un certain nombre, peut-être assez considérable, d'années auparavant.

Pour toutes les autres peines perpétuelles, la loi du reste a elle-même reconnu la nécessité de laisser au condamné un espoir, et au pouvoir la facilité de récompenser le repentir et l'amendement ; ce sont là les raisons qu'elle a prises en considération pour rétablir le droit de grâce. Est-il logique de sa part de prétendre malgré cela, établir pour une peine spéciale, pour celle précisément qui dépend le moins d'elle, et sur laquelle elle a le moins le droit de compter, une perpétuité irrévocable ? Cela est encore plus illogique si l'on juge ce fait d'après les nouvelles théories de la loi pénale, qui prétend non seulement protéger la société contre le coupable, et punir celui-ci, mais aussi l'amender, le rendre meilleur lorsque cela sera possible. Etant donné cette prétention de la loi que la peine qu'elle inflige a en grande partie pour but de corriger le coupable, d'en faire un honnête homme, et qu'elle est combinée de façon à atteindre ce but, elle doit de toute nécessité se réserver un moyen de reconnaître et de récompenser cette conversion, et les efforts qu'elle a exigés ; or, comment le pourrait-elle si elle déclare le condamné à tout jamais infâme ? Il

restera toujours il est vrai la réhabilitation, à défaut de la grâce qui, elle, n'a d'effet que sur l'accomplissement matériel de la peine, et laisse l'infamie subsister entière ; la réhabilitation au contraire, effaçant la condamnation elle-même, doit effacer aussi l'infamie qui en est résultée, bien que la loi ne le déclare pas expressément ; la preuve que la réhabilitation produira cet effet, c'est qu'elle peut être demandée par des individus frappés de condamnations n'entraînant aucune incapacité ; or, en ce cas, si elle n'avait pas pour résultat de rendre au réhabilité son honneur intact, elle serait sans objet, car sur quoi en effet pourrait-elle porter ? En effet lors de la demande en réhabilitation, la peine principale afflictive a été exécutée, ou bien le condamné a été gracié, il ne subsiste donc plus pour toute trace de la condamnation que l'infamie, c'est donc elle par conséquent, et elle seule que la réhabilitation aura pour objet de faire disparaître ; mais nous savons quelles difficultés rencontre celle-ci dans la pratique.

En effet, outre la nécessité d'avoir acquitté l'amende, si la condamnation en avait infligé une, ce qui déjà peut suffire pour rendre la réhabilitation impossible, aux insolvable par exemple, à moins alors qu'ils n'aient obtenu la prescription, il reste encore à accomplir une foule de formalités longues et compliquées. Le condamné qui demande sa réhabilitation, est tenu de justifier d'une conduite exemplaire pendant une durée d'au moins cinq années depuis sa libération, et, sauf exception, d'une résidence d'au moins cinq années également dans le même arrondissement, dont deux années dans la même commune ; il s'agit en effet toujours dans notre cas de peines crimi-

nelles puisqu'il y a infamie. Pour produire cette justification, il doit adresser une requête au procureur de son domicile. Celui-ci demande alors, en leur faisant connaître que ces renseignements ont pour but de permettre d'établir un dossier pour une demande en réhabilitation, aux maires des communes dans lesquelles le libéré a séjourné, des attestations faisant connaître combien de temps il a résidé dans leur commune, quelle y a été sa conduite, quels y étaient ses moyens d'existence. Puis le procureur demande encore l'avis des juges de paix, des préfets ou sous-préfets des arrondissements où le libéré a résidé ; de tous ces renseignements il constitue un dossier qu'il transmet ensuite au procureur général de son ressort. Celui-ci saisit alors la cour d'appel, dont une section, la chambre des mises en accusation, statue contradictoirement et à huis clos.

Le nombre et la complication de ces formalités, ont souvent pour résultat de faire connaître au public qui l'ignorait peut-être, ou dans tous les cas de lui rappeler la faute que le libéré a commise autrefois, et la peine qui en a été la conséquence ; aussi, bien souvent, surtout si ce libéré s'est retiré, sa peine une fois accomplie, dans un endroit où l'on ignore ses antécédents, et où pendant les cinq années de résidence au moins qu'il y a faites, il a acquis avec la réputation d'un honnête homme, l'estime de tous, il reculera devant une demande en réhabilitation, car il craindrait, que par les enquêtes qui en seraient la suite, son passé ne fût dévoilé. Cela est, il est vrai, moins à craindre depuis la loi de 1885, d'après laquelle c'est maintenant le maire seul qui se trouve appelé à fournir cette attestation, que sous le régime antérieur à cette loi, alors que

l'attestation n'était donnée qu'après une délibération du conseil municipal de la commune en entier ; mais enfin même avec la modification apportée par la loi de 1885, il se peut que le libéré, ou bien redoute encore une indiscretion, quoique les personnes qui ont connaissance de la demande soient moins nombreuses, ou bien encore préfère ne pas faire connaître son passé même aux maires ou juges de paix qui seraient appelés à donner leur avis sur sa demande. C'est pourquoi, le plus souvent, le libéré qui ne serait frappé d'aucune déchéance, d'aucune incapacité préférerait s'en remettre à l'opinion publique, et se contenter du pardon de celle-ci, ou bien si son passé est ignoré, profiter de l'ignorance où l'on est de sa faute et de sa condamnation, plutôt que de demander à la réhabilitation le pardon et la restitution légale de son honneur.

On voit donc que dans la réalité, du moment qu'il n'y a pas de marques extérieures de l'infamie, si celle-ci n'est sanctionnée par aucune incapacité, aucune déchéance, la qualification d'infamante que la loi attache à certaines peines n'a guère de portée au point de vue pratique. Il n'y a là qu'un mot, dont la disparition ne peut en somme absolument rien changer au Code pénal et aux conséquences de la peine. Il est bien facile du reste de vérifier cette assertion, en comparant au Code pénal français par exemple qui a encore conservé les peines infamantes, les Codes nouveaux qui les ont supprimées, mais ont conservé les déchéances et incapacités comme conséquences de certaines condamnations. En réalité donc, la distinction des peines en peines infamantes, et en peines non infamantes, étant admis bien entendu que nous ne considérons ici que la qualification

spéciale, que le mot seul par lequel la loi pénale prétend infliger arbitrairement l'infamie à celui qu'elle frappe de peines dites infamantes, n'a donc plus pour ainsi dire aucune raison d'être. C'est une distinction un peu surannée que le Code a conservée sans lui laisser pour ainsi dire de sens, sans qu'elle ait aucune utilité et alors qu'il eût été par conséquent plus logique de la supprimer, pour mettre les textes d'accord avec la réalité.

Mais il faut d'un autre côté reconnaître qu'il existe encore aujourd'hui, en dehors de toute qualification expresse de la loi, une sorte d'infamie légale, mais dont il faut chercher le point de départ non plus dans une épithète spéciale accolée par la loi à une peine, mais bien dans un état particulier qu'elle crée à certains condamnés, en leur faisant subir comme une sorte de *capitis deminutio* plus ou moins complète, par le fait des déchéances et des incapacités dont elle les frappe ; nous nous trouvons ainsi amené à la troisième partie de notre étude, ayant pour objet l'examen de ces déchéances, en quoi elles peuvent consister, et quelles peuvent en être la légitimité et aussi l'utilité.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE DES INCAPACITÉS PÉNALES.

CHAPITRE PREMIER.

DIVERSES INCAPACITÉS PÉNALES.

Nous avons vu dans la première partie de cette étude qu'il existait dans l'ancien droit coutumier certaines déchéances, certaines incapacités, comme moyen de punir quelques crimes ; telles étaient par exemple la privation d'office emportant avec l'obligation d'abandonner l'office dont on était alors pourvu, l'incapacité d'exercer à jamais dans l'avenir aucun office, aucune charge ou fonction publique. Telle était surtout et plus que toute autre la peine de la mort civile, la plus complète, la plus absolue de toutes les déchéances, retirant à celui qui en était frappé l'ensemble de tous ses droits, ne lui laissant que la vie matérielle. Depuis la Révolution, et surtout depuis le Code pénal de 1810, ce mode de punir s'est profondément transformé, perfectionné, et en est arrivé à constituer aujourd'hui une des armes les plus précieuses du droit pénal,

très efficace surtout comme mesure de protection contre certains individus qui se sont révélés dangereux par une première faute grave, le premier abus d'un droit.

Les coupables qui se trouvent atteints par cette mesure, subissent comme une sorte de changement d'état ; ils se trouvent dès lors placés au point de vue de leurs droits civils, politiques et de famille dans une situation particulière, qui aura assez souvent pour résultat de les signaler comme d'anciens criminels, et de leur infliger ainsi indirectement une certaine infamie. Sans doute, cette infamie se rencontre souvent avec celle que prononce la loi directement, par une déclaration expresse, en infligeant une peine infamante. Toute peine infamante en effet étant une peine criminelle a comme accessoire la peine de la dégradation civique, à laquelle se joint en cas de peine perpétuelle l'incapacité de disposer ou recevoir à titre gratuit par disposition entre vifs ou testamentaire, ce qui est le dernier vestige de la mort civile. Mais cet accord entre l'infamie légale, ayant sa cause dans une condamnation à une peine infamante, et l'infamie qui résulte d'un changement d'état produit par les incapacités dont est frappé un coupable, n'existe pas toujours. En effet, nous avons déjà parlé d'une peine, l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, ayant pour résultat de frapper de certaines incapacités spéciales un coupable de délits correctionnels seulement, susceptible par conséquent d'une peine correctionnelle, c'est-à-dire non infamante. Ces incapacités interviennent donc, et avec elles cette sorte d'infamie dont nous venons de parler, alors que d'après la loi il n'y aurait pas lieu de frapper le

coupable du délit de l'infamie légale. Il y a donc bien une autre sorte d'infamie, ayant une autre cause, et d'autres effets que la véritable infamie légale.

Il y a comme nous venons de le voir trois degrés possibles dans les déchéances que le Code pénal peut prononcer, soit à titre de peines principales, soit le plus souvent comme accessoires de condamnations criminelles ou correctionnelles. D'abord en effet au premier degré, nous trouvons la dégradation civique accompagnée de l'incapacité de recevoir et de disposer à titre gratuit par donation entre vifs ou testamentaire, comme accessoire des peines criminelles perpétuelles ; puis au second degré la dégradation civique prononcée soit comme peine principale, soit le plus souvent comme accessoire des peines criminelles temporaires ; et enfin en dernier lieu, comme peine classée parmi les peines correctionnelles, ne s'appliquant qu'aux délits, l'interdiction généralement temporaire de certains droits civiques, civils et de famille, le juge pouvant choisir les droits dont il juge bon de priver le condamné, pour en prononcer l'interdiction, et laisser le libre exercice de tous les autres.

Nous avons vu en effet que pour ce qui était de l'interdiction légale, il fallait voir en elle dans la réalité, plutôt une mesure administrative qu'une véritable peine ; elle a en effet pour but non pas tant de châtier le coupable en lui infligeant une peine accessoire distincte de la peine principale, que d'assurer l'exécution de celle-ci d'une façon régulière. A ce point de vue, elle a d'abord pour résultat d'assurer l'exécution rigoureuse de la peine, et l'observation exacte du régime pén-

tentiaire, en empêchant le détenu de disposer de sa fortune pour se rendre possible l'évasion, ou tout au moins apporter des adoucissements au régime de la prison ou des travaux forcés. Mais en somme, comme nous l'avons dit plus haut, ce but ne peut être que secondaire ; en effet si la surveillance est active, l'administration du pénitencier sagement organisée, son personnel sûr et incorruptible, il ne doit pas y avoir à redouter que les ressources, si importantes qu'elles fussent, dont pourrait disposer le condamné détenu, puissent lui être d'aucune utilité soit pour favoriser son évasion, soit pour se procurer des avantages matériels interdits par le règlement de la maison de réclusion ou du pénitencier où il se trouve enfermé pour subir sa peine. Le but véritablement pratique de l'interdiction légale, est plutôt encore une fois de mettre la situation de droit de ce détenu, d'accord avec celle qui existe en fait. Il est en effet évident que le condamné en cours de peine se trouve dans l'impossibilité matérielle la plus absolue de gérer utilement sa fortune. Les intérêts du condamné et de sa famille d'une part, ceux du régime pénitentiaire d'autre part, se trouvaient donc ainsi d'accord pour exiger qu'il fut pourvu par des dispositions particulières à l'administration de la fortune du détenu tant que sa peine durerait. La preuve manifeste du reste que telle était bien la raison d'être de l'interdiction légale, c'est d'abord la similitude complète que l'on constate au point de vue des incapacités qu'elles renferment, entre la situation de l'interdit légalement et celle de l'interdit judiciairement, ce qui montre bien que le but doit être le même dans les deux cas, veiller à la conservation et à l'administration de la fortune

de l'interdit ; puis ensuite la défense que renferme l'article 34 du Code pénal de remettre au condamné en cours de peine, aucune part de ses revenus, ce qui indique la volonté absolue de maintenir l'égalité des conditions d'exécution de la peine, rigoureuse pour tous les condamnés, en empêchant ceux à qui leurs ressources personnelles le permettraient, de se procurer des adoucissements au régime commun, au moyen d'autres ressources que celles fournies par un travail rémunéré par l'administration.

L'interdiction légale il est vrai ne s'applique qu'aux peines criminelles, alors que les dangers qu'elle est destinée à conjurer, peuvent également se retrouver dans les peines correctionnelles ; mais dans ce dernier cas ces dangers sont beaucoup moins à craindre ; les inconvénients qui peuvent résulter de ce qu'on laisse en droit un condamné à la prison maître de ses biens, pleinement capable de les administrer et d'en disposer, sont beaucoup moins graves qu'ils n'auraient pu l'être au cas où l'on aurait laissé la même capacité à un condamné à la réclusion, et, à plus forte raison, aux travaux forcés. En effet, d'abord la peine d'emprisonnement correctionnel est en général assez courte ; ainsi le maximum pour l'emprisonnement correctionnel, qui est de cinq ans, sauf bien entendu au cas de récidive, se trouve égal seulement au minimum pour les peines criminelles de la détention et de la réclusion. En outre tous les condamnés à un emprisonnement d'une durée ne dépassant pas un an, ce qui est en somme de beaucoup le cas le plus fréquent, sont envoyés pour subir leur peine dans les prisons départementales, par conséquent presque toujours

restent dans la région où ils avaient leurs intérêts, où réside leur famille ; et en tout cas, jamais, même quand la durée de la peine est de un an à cinq ans, ou même jusqu'à dix ans d'emprisonnement en cas de récidive, l'emprisonnement correctionnel n'est subi hors de France.

Il est donc toujours relativement assez facile, qu'il faille pour cela aller le chercher à la prison départementale ou à la maison centrale, de s'adresser au détenu, lorsque son concours est nécessaire dans un acte intéressant l'administration ou au besoin la disposition de son patrimoine, lorsque la réalisation de cet acte étant urgente, l'on se trouve dans l'impossibilité d'attendre sa libération ; dans ces conditions il n'y avait donc guère d'intérêt à lui retirer l'exercice de ses droits pour le confier à un tuteur. L'interdiction légale est donc bien plutôt qu'une peine spéciale véritable, comme une conséquence naturelle de la situation dans laquelle se trouve forcément en cours de peine le condamné à une peine criminelle, comme une mesure administrative ayant surtout pour but de mettre la situation de droit de ce condamné en rapport avec sa situation de fait, de protéger en somme en même temps que la régularité d'exécution de sa peine, ses intérêts et ceux de sa famille.

Quant à l'interdiction de séjour qui a remplacé le renvoi sous la surveillance de la Haute Police, depuis la loi du 27 mai 1885, c'est surtout une mesure préventive, éloignant le condamné, soit des lieux où il aurait plus de facilité et plus de tentations de commettre un crime, soit des lieux où sa présence, près de sa victime ou des parents de celle-ci, par exemple, pour-

rait amener des causes de désordre ou de scandale, avoir des conséquences regrettables, ce qui est le but de l'interdiction de certains lieux, interdiction signifiée par mesure spéciale par le gouvernement avant la libération du condamné. Celui-ci n'a plus comme avec le renvoi sous la surveillance de la Haute Police à choisir et désigner sa résidence avant sa libération, à y résider un certain temps, à remplir certaines formalités pour en changer. L'interdiction de séjour laisse au condamné qui en est frappé à sa libération, liberté entière d'aller s'établir où il veut, de changer de résidence quand il lui plaira, sans avoir à remplir comme autrefois aucune formalité, et à la seule condition de ne pas paraître dans certains lieux qui lui sont interdits, soit pour des raisons spéciales ayant leur source dans la faute commise, personnelles au condamné, comme par exemple dans le cas où l'interdiction qui frappe le condamné, lui retire la faculté de résider dans le département où demeurerait, soit celui sur la personne ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis, soit ses héritiers directs, soit pour des raisons d'ordre général, comme l'interdiction de séjour à Paris ou dans les grands centres, où le libéré rencontrerait plus de tentations, et où sa surveillance serait plus difficile. Il faut cependant reconnaître que c'est aussi une véritable peine ; il est bien évident en effet qu'elle apporte des restrictions plus ou moins étendues à la liberté de celui qu'elle frappe, pouvant même en certains cas le léser indirectement dans ses intérêts matériels en l'obligeant à changer de résidence, en lui interdisant de reparaître dans les lieux où il a commis son crime, et où il est probable que se

trouvait le centre de ses intérêts, en lui interdisant en outre généralement l'accès d'une partie des grandes villes, où il lui eût été le plus facile de se procurer du travail et des moyens honnêtes d'existence.

L'interdiction de séjour est appliquée dans différents cas. Comme peine accessoire, aux termes de la loi de 1874, elle frappe tous les condamnés à des peines afflictives temporaires, ou à des peines seulement infamantes, pour une durée de vingt années seulement, depuis cette loi du 23 janvier 1874 ; au lieu de cela, auparavant, sous le régime du Code de 1810, le renvoisous la surveillance de la haute police qu'elle remplace aujourd'hui était toujours perpétuel. Il y avait même encore une restriction à cette fixation d'une durée de vingt ans ; c'est que les juges seraient toujours libres de réduire cette durée, ou même de supprimer entièrement l'interdiction de séjour, et que, dans tous les cas où ils ne croiraient pas devoir user de cette faculté introduite par la loi de 1874, ils devraient, sous peine de nullité absolue de leur jugement, y mentionner qu'il avait été délibéré sur cette question. Comme peine complémentaire, elle doit, dit l'article 49 du Code pénal, être infligée à tous ceux qui auront été condamnés pour crimes et délits intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ; dans ce cas, comme c'est au crime ou délit lui-même qu'elle est attachée, et non à la peine principale, elle a donc besoin pour être appliquée d'être expressément prononcée par les juges, qui du reste ont un pouvoir discrétionnaire pour en fixer la durée ; si le jugement ou arrêt omettaient de la prononcer, cet oubli profiterait forcément au condamné, puisque dans le cas que nous envisageons elle

n'est pas applicable de plein droit ; seulement comme la loi a stipulé que, dans ces conditions, le jugement ou arrêt devra prononcer la peine d'interdiction de séjour, ceux-ci seraient entachés de nullité s'ils l'avaient omis, le ministère public pourrait alors en obtenir la cassation. Dans d'autres cas au contraire, les juges sont libres de prononcer ou non cette interdiction de séjour, lorsqu'une disposition spéciale de la loi le permet, par exemple dans le cas où un individu, condamné pour crime, par suite de circonstances atténuantes, à un emprisonnement de plus d'une année, se rend, dans les cinq années de sa libération, coupable d'un crime ou délit punissable d'emprisonnement (Voir : Loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, modifiant l'ancien article 57). Enfin, dans certains cas, l'interdiction de séjour peut encore être prononcée comme peine principale, lorsque la peine ordinaire se trouve supprimée par suite de diverses circonstances ; c'est par exemple ce qui aura lieu pour ceux qui ayant fait partie comme simples membres, sans y avoir exercé aucun commandement, y avoir occupé aucun grade, de bandes séditeuses s'en seront retirés au premier avertissement des autorités ; ou bien encore pour ceux qui se seront rendus coupables du crime de fabrication ou émission de fausse monnaie, de contrefaçon des sceaux de l'Etat, billets de banque, effets publics, lorsque avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites dirigés contre eux, ils en auront donné connaissance, ou révélé les auteurs à l'autorité ; ou bien même encore, lorsque les poursuites étant déjà commencées, ils auront par leur dénonciation procuré l'arrestation des autres coupables. Ici la peine ordinaire est supprimée afin

de favoriser le coupable que le remords a arrêté avant la consommation de son crime, ou bien alors afin d'encourager le coupable à venir en aide à la justice, en lui dénonçant et en lui aidant à saisir ses complices, quel que soit du reste le sentiment qui l'ait guidé ; la loi ne considère ici que le service rendu à la justice, et non la valeur morale de l'action qu'elle récompense. Mais nous nous trouvons alors en présence d'un individu qui conserve sa liberté, il est vrai, ne subit pas la peine ordinaire de son crime, mais qui n'en a pas moins montré cependant qu'il avait des tendances à se rendre coupable de certains crimes, qu'il était par conséquent dangereux dans une certaine mesure ; aussi la loi a-t-elle autorisé contre lui en ce cas une simple mesure de précaution, permettant de lui appliquer l'interdiction de séjour qui alors surtout est bien une mesure préventive ; mais malgré tout, même en ce cas, un caractère de peine subsiste encore, et sous ce rapport, elle constitue, comme toutes les autres peines privatives de droit, toutes les déchéances, quoique peut-être d'une façon moins complète, une marque, un signe extérieur qui rappelle la faute commise, et par là entraîne un certain degré d'infamie.

Cela du reste était surtout exact pour le renvoi sous la surveillance de la haute police, bien plus que pour l'interdiction de séjour par laquelle l'a remplacée la loi de 1885, et bien plus exact encore à plus forte raison pour le renvoi sous la surveillance de la haute police, tel qu'il existait avant la loi du 23 janvier 1874. Sous le régime antérieur à cette loi, en effet, cette peine soumettait l'individu qui en était frappé à une foule d'exigences, lui retirait par exemple la liberté de quitter la

résidence qu'il avait choisie et indiquée à l'administration, exigeait de lui certaines démarches, comme par exemple celle de se présenter à différentes époques, et assez souvent même à la gendarmerie de sa résidence pour y faire viser son livret : démarches qui attireraient presque forcément sur le condamné l'attention de ses concitoyens, et révélaient à ceux d'entr'eux qui l'ignoraient, ou en tout cas rappelaient une partie de son passé, de sa conduite antérieure. La loi de 1874 améliora la situation de ce condamné, en établissant qu'il serait à l'avenir libre de choisir sa résidence en dehors seulement des lieux spécifiés par sa condamnation, mais il restait tenu encore d'indiquer la résidence qu'il choisissait avant sa libération, d'y résider au moins six mois, sauf des circonstances exceptionnelles, de prévenir l'autorité lorsqu'il voulait en changer. Enfin la loi de 1885, supprimant le renvoi sous la surveillance de la haute police, et le remplaçant par la seule interdiction de séjour, qui n'est en somme qu'un des éléments qui composaient la première de ces peines, n'a laissé subsister aucune autre entrave à la liberté et à la capacité du condamné. Aussi surtout aujourd'hui, l'interdiction de séjour sous le rapport des signes extérieurs rappelant la faute commise et de l'infamie plus ou moins complète qui en résulte, a des conséquences évidemment beaucoup moins graves que les déchéances et privations de droits plus ou moins étendues. Celles-ci en effet modifient l'état du condamné qu'elles frappent, le rangent dans une classe à part de la société, de telle sorte qu'elles signalent assez clairement à tous la situation particulière du libéré. L'interdiction de séjour au contraire défend simplement à celui

contre qui elle a été prononcée, de venir s'établir dans certaines localités expressément désignées et peu nombreuses en somme, mais en dehors de cela elle le laisse libre de s'établir où il voudra ; et une fois qu'il se sera établi dans un pays, ayant toujours du reste la faculté de le quitter, de changer de résidence quand il lui plaira, et sans aucune formalité, sa situation, sa capacité, ses droits politiques, civils et de famille sont, partout où il lui plaira d'aller, les mêmes exactement que ceux des autres habitants de la localité, du moins, bien entendu, à condition que l'on suppose, qu'aucune peine autre que l'interdiction de séjour, n'ait été prononcée en même temps qu'elle, comme cela arrivera, il est vrai, le plus souvent, et ne soit venue de son côté modifier au point de vue de ses droits et de sa capacité la situation du condamné, situation sur laquelle encore une fois l'interdiction de séjour est par elle-même sans aucun effet.

Il ne reste donc plus véritablement que deux peines emportant une modification de l'état du condamné par suite des déchéances, des incapacités plus ou moins étendues dont elles le frappent, et par conséquent lui infligeant par là une note plus ou moins rigoureuse d'infamie. Ce sont la dégradation civique instituée par le Code de 1791, et l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille créée par le Code de 1810. Il y a bien encore, il est vrai, en dehors des incapacités prévues par cette interdiction, certaines autres incapacités édictées par des lois spéciales, par exemple la déchéance de la puissance paternelle prononcée par la loi du 24 juillet 1889 modifiant les articles 335 et 337 du Code civil. Nous supposerons pour plus

de facilité ces incapacités spéciales comprises dans celles composant l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, de telle sorte que, lorsque nous parlerons de l'interdiction, nous comprendrons sous cette dénomination outre l'interdiction proprement dite de certains droits, telle qu'elle est établie par l'article 9 du Code pénal, les diverses incapacités prononcées par des lois spéciales.

Nous avons vu déjà qu'il y avait une autre peine privative de droits, la mort civile, accessoire de toutes les peines criminelles perpétuelles, peine d'une rigueur excessive, qui fut supprimée par la loi de 1854, et remplacée seulement par la dégradation civique à laquelle fut jointe dans ce cas où elle devait atteindre un condamné à une peine perpétuelle, pour distinguer la situation de celui-ci, et la rendre plus grave que celle du condamné à une peine temporaire, la double incapacité de disposer et recevoir à titre gratuit par donation entre vifs ou testamentaire, dernier vestige de la mort civile, qu'il eût peut-être été plus simple comme nous le disions plus haut de supprimer entièrement.

CHAPITRE II

DÉGRADATION CIVIQUE ET INTERDICTION DE CERTAINS DROITS CIVILS, CIVILS ET DE FAMILLE.

Nous avons déjà vu dans la partie historique de cette étude, en quoi consistaient ces deux peines, celle de la dégradation civique toujours perpétuelle, celle de l'interdiction de certains droits civils et de famille presque toujours temporaire ; la première constituant aujourd'hui un accessoire de droit et obligé de toutes les peines criminelles perpétuelles ou temporaires, la seconde autorisée par des textes spéciaux du Code, dans certains cas particuliers, pour lesquels alors il dépend de la libre volonté des juges de la prononcer ou non. Toutes deux, ces peines répondent bien sans doute d'abord au désir de châtier le coupable en lui infligeant une souffrance plus ou moins forte, en l'atteignant plus ou moins profondément dans ses intérêts ; mais aussi, et plus encore peut-être, surtout pour l'interdiction des droits civils, civils et de famille, elles répondent à un même sentiment de méfiance vis-à-vis d'un condamné qui, s'étant montré déjà capable de commettre des crimes ou délits plus ou moins graves, plus ou moins dangereux, est considéré comme un individu qu'il faut craindre et surveiller ; aussi, pour lui retirer autant que possible la faculté de nuire, on le prive d'un certain nombre de droits dont

on a de sérieuses raisons de craindre qu'il n'abuse. On lui retire en somme des armes qui eussent pu le rendre plus dangereux encore.

Ces deux peines répondent donc à un même besoin, et ont un caractère identique ; mais alors que la dégradation civique est toujours perpétuelle, l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, ne l'est que dans les cas prévus par les articles 171 et 175 du Code pénal, c'est-à-dire au cas où des fonctionnaires se sont rendus coupables de détournement de valeurs, ou ont pris des intérêts dans des actes ou entreprises dont ils avaient la surveillance ; de plus alors que la dégradation civique est soit une peine principale, soit une peine accessoire résultant de plein droit d'une condamnation à une peine criminelle quelconque, l'interdiction a besoin d'être prononcée par le juge dans les cas spéciaux où la loi l'autorise expressément. Enfin, d'après le texte de la loi, la première est une peine criminelle et infamante, la seconde une peine correctionnelle, non infamante par conséquent.

Mais en somme dans la réalité, ces deux peines ont aussi bien l'une que l'autre le même effet au point de vue de l'infamie, effet plus ou moins accentué seulement. Déclarée non infamante par le Code, la peine de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, lorsqu'elle est prononcée contre un individu, est pour lui, tout aussi bien que la dégradation civique, le souvenir, la marque extérieure d'une faute commise plus ou moins grave, moins grave cela est certain dans la plupart des cas que celle que punit la dégradation civique, mais qui, quoi qu'il en soit, a rendu son auteur plus ou moins

digne du mépris des honnêtes gens ; ceux-ci du reste ne considèreront pas pour retirer leur estime au condamné, si le code a qualifié la peine qui lui a été infligée de peine infamante ou non infamante, que ce soit la dégradation civique, ou seulement l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille ; elle se basera plutôt pour cela sur la nature de l'acte qui a été commis, sur l'impression que cet acte a produite sur l'opinion publique, et dans certains cas par exemple, pourra considérer comme bien plus infâme un individu condamné à la simple privation de certains droits, pour escroquerie ou attentats aux mœurs par exemple, qu'un individu condamné à la dégradation civique, pour certains crimes politiques principalement.

Quoi qu'il en soit, ces peines de dégradation civique et interdiction de certains droits, sont toutes deux temporairement ou à perpétuité une cause de déconsidération, de mépris pour celui qu'elles frappent, une marque d'infamie, sinon infamie de droit pour la seconde de ces peines qui n'est que correctionnelle, du moins infamie de fait. Toutes deux ont en tant que peine d'abord, mais surtout comme mesures préventives, de grands avantages, mais également, il faut bien le reconnaître aussi de graves inconvénients, sensibles surtout pour la dégradation civique. Au point de vue des avantages, des services qu'elles peuvent rendre, elles ont à peu près les mêmes toutes deux.

La dégradation civique et l'interdiction de certains droits frappent le condamné d'une peine véritable. Nous avons déjà rappelé plus haut la phrase de Rossi, disant qu'en fait il ne

peut y avoir de peine infamante, attendu que pour qu'il y ait peine, il faut que l'on enlève au délinquant un bien appréciable ; or la peine infamante ne peut réaliser cette condition, étant donné qu'elle ne peut avoir pour but que d'enlever l'honneur et la considération, biens très appréciables évidemment, mais que le coupable ou bien a déjà perdus par le seul fait de son crime, et alors par conséquent il ne peut plus être question pour la peine de les lui enlever ; ou bien qu'il possède encore, et alors le public qui aura jugé bon de les lui conserver après son crime, trouvera injuste la décision qui veut les lui faire retirer ; et ici encore la peine infamante aura manqué son but d'infliger au condamné une privation en lui enlevant ces biens. Dans les deux cas, la peine sera donc sans aucun effet, et par conséquent elle n'existera pas en réalité. Quoiqu'il faille penser de cette opinion de Rossi touchant les peines infamantes, il nous donne dans ce passage une très exacte définition de la peine ; pour qu'il y ait peine il faut enlever au délinquant un bien appréciable, de quelque nature que soit ce bien.

Or ici nous pouvons constater que la dégradation civique et l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille répondent pleinement à cette exigence. Toutes deux, en effet, privent directement d'abord, celui qu'elles frappent de la jouissance de certains droits, ces droits constituant évidemment un bien très réel, très appréciable, soit au point de vue matériel, au point de vue des intérêts pécuniaires du condamné, leur privation lui fermant certaines professions, le rendant incapable de conserver certaines charges qu'il occupait

peut-être auparavant, amenant même parfois, comme nous le verrons pour la dégradation civique, une véritable confiscation de la charge ; soit au point de vue d'intérêts purement moraux, comme cela a lieu par exemple pour les droits de vote, et à peu près du reste pour tous les droits politiques : la privation de ceux-ci en effet ne cause pas en réalité de dommages matériels à l'individu qui en est frappé, lui laisse par exemple ses intérêts pécuniaires absolument intacts, mais cependant cette privation n'en est pas moins sensible. Mais en outre de ce résultat direct de ces deux peines, elles en produisent indirectement un autre dont l'importance peut être extrêmement grave. Elles signalent en effet à tous le condamné, qui se trouve mis par elles dans une situation particulière, différente de celle de ses concitoyens, et par là, atteignent celui qu'elles frappent, dans sa considération et son honneur, en révélant une tache dans son passé, et en constituant la marque sensible, le souvenir d'une faute qui sans cela serait ignorée ou tout au moins oubliée ; elles sont donc en un mot une source d'infamie, constituent de véritables peines par conséquent, puisqu'elles retirent au condamné un autre bien appréciable, la considération et l'estime de ses concitoyens.

Ce dernier effet résultant indirectement de la dégradation civique et de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille a sans doute un avantage, celui de rendre la peine un peu plus exemplaire, rappelant à tous la condamnation qui a frappé le coupable ; celui de prévenir en outre que ce sont des individus qui peuvent être dangereux et dont il peut être sage de se méfier ; mais si cela a un côté avantageux, cela constitue

aussi un défaut assez grave, un inconvénient capital surtout pour les partisans de la théorie de l'amendement du coupable par la peine ; c'est de rendre plus difficile le retour à une vie honnête, par cette raison que la manifestation extérieure de l'infamie passée, de la faute ancienne, en donnant naissance à cette méfiance, utile cela est certain vis-à-vis de ceux qui ne se sont pas amendés, atteint par cette même méfiance ceux qui s'étaient corrigés, ce qui aura souvent pour résultat de les faire repousser des milieux honnêtes, de leur faire refuser l'entrée d'ateliers où ils pourraient trouver du travail ; ces condamnés ont bien sans doute commis une faute, mais ils peuvent avoir le désir de la réparer, de mériter leur pardon par une vie honnête, et la méfiance dont ils sont l'objet leur en retire les moyens. C'est toujours le même défaut, le même inconvénient que nous avons déjà signalé, pour toutes les peines emportant une manifestation extérieure qui persiste après la libération, la rentrée dans la vie civile du condamné.

CHAPITRE III

INCONVÉNIENTS PARTICULIERS A LA DÉGRADATION CIVIQUE.

Pour certaines peines, il est évident que cet inconvénient est inévitable ; il importera donc alors seulement de le rendre le moins grave possible, d'en atténuer autant que possible les dangers par une application des plus prudentes de la peine, en ayant par exemple, et avant tout, bien soin de n'infliger celle-ci, que lorsqu'elle est nécessaire, et parfaitement proportionnée par sa gravité et sa nature à la faute commise. Or sous ce rapport la dégradation civique est loin d'être sans reproche, et de répondre à ces exigences. En effet, d'abord cette peine est de droit attachée à toute condamnation criminelle, quelle que soit la nature du fait qui a occasionné celle-ci, alors par exemple que le coupable a sous l'empire d'une violente colère, commis sans aucune réflexion un crime isolé, n'impliquant en rien cette perversion du sens moral qui constitue un danger contre lequel la société a à se prémunir, et qui est pour celle-ci un juste sujet de méfiance pour l'avenir. Il eût sans aucun doute été plus sage dans de telles conditions, après avoir naturellement châtié avec toute la rigueur voulue le coupable pour la faute commise, de laisser celui-ci qui peut être un parfait honnête homme, malgré un mouvement d'emportement qui lui a fait commettre des actes blâmables, rentrer, une fois

sa peine principale accomplie, dans la vie civile avec tous les droits, la capacité entière dont il n'a peut-être jamais abusé, et qui lui permettaient de se rendre utile à la société et à ses concitoyens, de fréquenter, sans avoir à rougir de sa situation particulière, les milieux honnêtes où il trouvait de bons exemples pour le maintenir dans la bonne voie. Au lieu de cela, la peine de la dégradation civique en fait à perpétuité un déclassé que sa situation spéciale signale à tous ; en outre en le privant de la majeure partie de ses droits, elle le décharge par le fait même d'une partie de ses devoirs, de ceux correspondant à ces droits, fait de lui un individu incapable de rendre à l'avenir aucun service à son pays et à la société.

De plus, la dégradation civique comporte un certain nombre de déchéances, formant un ensemble, un tout indivisible, déchéances portant sur des droits de nature absolument distincte, et sans aucun rapport les uns avec les autres. Il en résulte qu'un individu, frappé de la dégradation civique par suite d'une condamnation à une peine criminelle, se trouve par ce fait frappé de tout l'ensemble des déchéances que comporte la dégradation civique, et dont une partie au moins se trouve sans aucun rapport avec la faute commise, avec le droit dont le coupable a abusé en commettant cette faute. La dégradation civique en effet, aux termes de l'article 34 du Code pénal, entraîne : la privation de tous les droits politiques qui donnent au citoyen une part dans le gouvernement de son pays ; la privation d'un certain nombre de droits publics, droits qui sont, ou bien comme le droit de port d'armes, accordés à tous les citoyens, ou bien, comme le droit de porter des décorations, un droit spécial aux

citoyens auxquels le chef de l'Etat l'a accordé expressément, ou bien encore le droit d'exercer certaines fonctions publiques, de servir dans les armées, d'être juré, expert, témoin ; enfin la privation de certains droits de famille, comme par exemple la privation du droit de faire partie d'un conseil de famille, d'être tuteur, curateur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants, et encore faut-il même dans ce cas un avis du conseil de famille favorable en ce sens ; enfin le pouvoir d'autorisation maritale.

Or ces différentes incapacités répondent à des ordres d'idées absolument étrangers les uns aux autres, et par conséquent dans le cas où certaines de ces incapacités correspondent par leur nature à la faute commise, il est certain par ce fait même que les autres ayant une nature absolument différente, n'ont rien à voir avec cette même faute ; ainsi, que l'on prive de ses droits politiques un homme qui s'est rendu coupable d'un crime politique, cela est absolument naturel, et même jusqu'à un certain point nécessaire dans certains cas ; on retire au coupable un droit dont il a abusé, et dont on a par conséquent de justes raisons de craindre qu'il n'abuse encore, ce n'est que de la prudence ; mais quelle raison y a-t-il pour retirer à ce même individu, à raison de ce fait tous ses droits de famille, dont on suppose qu'il n'a jamais abusé, et alors même qu'il peut s'être toujours acquitté d'une manière irréprochable des devoirs correspondant à ces droits ? C'est là un manque absolu de logique, qui du reste est peut-être encore plus nuisible à la société ou aux personnes, aux mineurs par exemple, envers lesquels le condamné était tenu de ces devoirs, en

même temps qu'il jouissait de ces droits, qu'à ce condamné lui-même. Pourquoi encore priver ce même homme du droit d'être témoin, alors qu'il peut s'être toujours montré un homme d'honneur, plein de respect pour la justice et la vérité ? Ici encore la peine est non seulement injuste, mais imprudente, nuisible à la société et aux intérêts de la justice qui eût pu avoir besoin du témoignage de ce condamné ; ainsi non seulement cette peine n'a en ce cas aucune raison d'être, mais elle a des conséquences regrettables.

Ce dernier inconvénient de l'indivisibilité de la dégradation civique, est d'autant plus grave, qu'à la plupart des droits dont elle prive le condamné, correspondent des devoirs, dont elle le décharge forcément par le fait qu'elle le rend incapable de les accomplir ; c'est ainsi que cette peine, pour un crime quelconque sans aucun rapport avec ces droits et devoirs, prive la société tout entière des services que pouvait lui rendre le coupable. Ainsi, que pour un crime n'entachant en rien l'honnêteté, la fidélité à sa parole de celui qui l'a commis, celui-ci se trouve condamné à la dégradation civique comme peine principale, ou comme accessoire d'une peine criminelle quelconque, il devient par ce fait incapable à tout jamais de déposer en justice, d'être témoin par exemple. Or il est bien évident que dans la faculté d'être témoin, il y a bien moins un droit au profit et en faveur de celui qui use de cette faculté, qu'un devoir, qui souvent même constitue une charge assez lourde, et qui est imposé à tous les citoyens dans l'intérêt de la justice, et pour faciliter la découverte de la vérité ; aussi, lorsque l'on frappe un individu coupable de crimes

quelconques de l'incapacité d'être témoin, c'est beaucoup moins lui qui se trouve atteint que la justice d'abord, et ensuite que la personne qui eût pu avoir besoin de son témoignage, pour faire connaître la vérité et triompher sa cause qui était juste. La capacité d'être témoin étant donnée à chaque citoyen dans un intérêt public, plutôt que dans son propre intérêt, il importerait pour ne pas se priver inutilement des services de tout citoyen apte à témoigner, de ne la retirer qu'en cas d'absolue nécessité, c'est-à-dire au cas seulement où il y aurait lieu de craindre que celui à qui elle est accordée n'en abuse, n'en profite pour faire triompher l'injustice, en un mot, lorsqu'il y a lieu de suspecter sa bonne foi, et la véracité de ses dépositions. Cette privation du droit d'être témoin serait donc toute naturelle comme accessoire d'une condamnation pour faux par exemple, parce que celui qui s'est attiré cette condamnation a montré par là qu'il y avait lieu de suspecter sa bonne foi, et que recevoir ses témoignages en justice serait s'exposer à être induit en erreur.

Mais la privation de ce même droit n'a au contraire aucune raison d'être, pour un assez grand nombre de condamnations qui ne comportent aucun soupçon de mauvaise foi envers celui qui les a encourues, celles par exemple qui ont été prononcées pour crimes politiques, ou pour violences plus ou moins graves exercées dans un moment d'empportement. Ici l'on retire ce droit à un homme que l'on n'a aucune raison de croire capable d'en abuser ; par le même fait on le dispense d'un devoir, on prive donc inutilement, et sans aucun motif la société et ses concitoyens des services qu'il pouvait leur ren-

dre. Il faut du reste reconnaître que pour cette incapacité d'être témoin, une bonne partie de ses inconvénients disparaît par ce fait, que le juge a toujours le droit d'entendre même celui qui en est frappé, à titre de simple renseignement, et qu'il lui appartient alors de voir quelle confiance il peut avoir en ses dépositions, et s'il y a des chances pour qu'elles manquent de sincérité. Mais si dans la pratique, cet inconvénient se trouve ainsi en partie écarté, le reproche n'en subsiste pas moins à l'égard du principe établi par la loi, et en tout cas on peut toujours le reproduire à propos de la plus grande partie des autres incapacités résultant de la dégradation civique.

Plusieurs de ces incapacités même, constituent bien plutôt des exemptions de devoirs que des peines véritables ; ainsi par exemple, la privation du droit de servir dans l'armée, ou bien d'être juré, constitue bien la dispense d'un devoir, de charges assez lourdes même, plutôt que la privation d'un droit atteignant le condamné dans ses intérêts ; il n'y a donc plus alors comme élément pénal dans cette privation de droits, que l'idée du déshonneur qu'elle implique, et de l'infamie dont elle est la cause, idée absolument étrangère aux condamnés les plus coupables, qui ne voient plus alors dans cette mesure par laquelle on prétend les frapper que l'exemption de la charge. La peine manque donc ici absolument son but qui était de châtier le coupable.

Dans d'autres cas au contraire, elle est d'une rigueur excessive ; ainsi le dégradé civilement étant incapable d'exercer toutes fonctions, charges ou emplois publics, se trouve, s'il était détenteur d'une charge quelconque, destitué de cette charge

d'après l'expression même de la loi, et par conséquent privé de la faculté de présenter son successeur, puisque la loi de 1816 refuse cette faculté aux titulaires de charges qui ont été destitués. Ici la dégradation civique équivaut donc en fait, à la confiscation de la propriété même de la charge, de la valeur pécuniaire du droit de présentation, ce qui peut représenter dans bien des cas une somme très importante ; il y a là évidemment une rigueur exagérée vis-à-vis d'un officier public qui peut très bien avoir toujours rempli avec honneur les devoirs de cette charge, et n'avoir commis aucune action déshonorante ; c'est encore une des conséquences de l'indivisibilité de la dégradation civique.

En cas de peine criminelle perpétuelle, la rigueur de la dégradation civique, est encore accrue d'une manière extrême par l'adjonction de l'incapacité de disposer et recevoir à titre gratuit par donations entre vifs ou testamentaires. La loi de 1854, supprimant la mort civile comme accessoire des peines perpétuelles, la remplaça en ce cas par la dégradation civique, et pour maintenir une différence entre les condamnés à perpétuité et les autres, y ajouta lorsqu'elle frappait les premiers cette incapacité, reste de la mort civile ; rigueur excessive, et d'autant moins logique qu'elle frappe la famille du condamné, encore plus peut-être que lui-même ; il est vrai que les inconvénients de ce supplément d'incapacités qui frappe les condamnés à perpétuité, sont très atténués en pratique ; ils pourraient être très graves, par ce fait que le condamné ne peut plus par exemple doter ses enfants, ni personne pour lui, car ce n'est pas seulement l'exercice du droit comme pour l'interdit légal,

mais bien la jouissance même de ce droit qui lui est retirée ; de même encore il ne peut plus faire un partage anticipé ; aussi pour éviter ces inconvénients autant que possible, le législateur, dans l'article 4 de la loi du 31 mai 1854, décide que le gouvernement pourra, quand la demande lui en sera faite, relever le condamné, en vue d'un cas spécial expressément prévu par la demande, de cette incapacité, lorsque cela lui paraîtra nécessaire, la privation de ce droit spécial pouvant compromettre gravement par exemple les intérêts de famille du condamné.

Un des reproches les plus sérieux faits à ces deux peines de la dégradation civique et de l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, c'est qu'elles font un déclassé de celui qu'elles frappent, qu'elles comportent en effet pour lui une note plus ou moins grave d'infamie, en le mettant dans une situation spéciale qui le signale à tous ses concitoyens, et en rappelant ainsi sa faute. Par là, elles nuisent sans aucun doute à son amendement, à son retour au bien, en attirant sur lui le mépris et la méfiance des honnêtes gens qui le repoussent. Nous avons vu que pour diminuer autant que possible la gravité de cet inconvénient, il y avait lieu de faire l'emploi le plus prudent et aussi rare que possible de ces peines comportant une manifestation extérieure ; que, par conséquent, il y avait donc lieu de les limiter aux cas où elles étaient absolument nécessaires, et qu'il importait particulièrement et avant tout pour cela, de se borner à priver d'un droit, celui dont la faute consistait en un abus de ce droit, abus que l'on avait de justes raisons de craindre de voir se renouveler

dans l'avenir ; mais il fallait surtout bien se garder d'étendre cette déchéance à des droits d'une nature absolument étrangère à celle de la faute commise. Or précisément, la dégradation civique tombe dans cette erreur, en prononçant d'un seul coup, pour une même faute et par la même condamnation, tout un ensemble indivisible de déchéances, portant sur des droits de nature absolument différente.

De plus la dégradation civique aggrave encore ce défaut par la perpétuité, car la dégradation est toujours et forcément perpétuelle, qu'elle soit prononcée comme peine principale, ou comme accessoire d'une peine temporaire, aussi bien que comme accessoire d'une peine perpétuelle. Elle décline donc à perpétuité celui qu'elle frappe, lui impose à tout jamais la marque de son infamie, et ne lui laissant aucun espoir d'en être un jour affranchi, et de reconquérir une place parmi les honnêtes gens, lui retire toute énergie pour revenir au bien et à une vie honnête. Bien plus, elle lui rend au contraire celle-ci presque impossible, en le signalant à la méfiance de ceux qui pourraient l'employer, lui fournir des moyens honnêtes d'existence, comme un ancien criminel, et un individu dangereux. C'est là du reste l'inconvénient de toutes les peines qui, ne laissant pas au condamné d'espoir d'améliorer sa situation, lui retirent toute envie de se corriger et tout courage pour y essayer, afin de mériter et obtenir cette amélioration ; dans notre cas de la dégradation civique, la situation est encore forcément bien plus dangereuse que lorsqu'il s'agit de peines perpétuelles soumettant un individu à une vie spéciale, à la captivité, car alors, s'il ne s'amende pas, du moins il est par

le fait de sa peine hors d'état de nuire et de donner le mauvais exemple.

Le dégradé civique au contraire est rendu à la liberté, à la vie ordinaire, à la société ; il ne fallait donc pas lui retirer les moyens de vivre comme les autres membres de cette société, ou tout au moins si cela était nécessaire, ne les lui retirer que temporairement. Au lieu de cela, la perpétuité est au contraire ici, plus rigoureuse que pour toute autre peine. En effet, le condamné aux travaux forcés à perpétuité par exemple, peut toujours espérer obtenir par sa bonne conduite la grâce qui est une mesure même relativement assez fréquente ; ou en tout cas, à défaut de la grâce, une très grande amélioration dans sa situation, au point d'arriver à une situation voisine de la liberté, soit par l'autorisation de travailler chez des colons à de certaines conditions, soit par des concessions provisoires, avec faculté de travailler pour son propre compte. Pour le dégradé civique au contraire, la grâce est sans effet sur ses déchéances et incapacités, et d'un autre côté l'indivisibilité de la dégradation civique rend toute amélioration progressive impossible. Il n'a donc plus qu'un seul espoir, la réhabilitation, mais nous avons déjà vu les difficultés de toutes sortes qui empêchent le plus souvent de chercher à l'obtenir, rendent ce recours à peu près illusoire.

Dans la réalité, le dégradé civique est donc, sauf de très rares exceptions, privé pour toute sa vie des droits dont la dégradation emporte la déchéance ; il se trouve également pour toute sa vie signalé à tous, par le fait de cette situation spéciale qui lui est faite, comme un ancien criminel ; il porte en quel

que sorte la marque extérieure de son infamie, qui le fait repousser de la partie saine de la société, où il pourrait trouver les exemples, et les encouragements qui lui sont nécessaires pour achever l'amendement commencé par la peine principale, dans les cas où la dégradation civique intervient seulement comme peine accessoire ; qui lui est de plus une source très grande de difficultés pour se procurer des moyens honnêtes d'existence ; et qui le pousse enfin presque fatalement, pour sortir de l'isolement auquel le condamne son infamie dans les milieux honnêtes, à éviter ces milieux, pour se rapprocher d'individus également tarés, et dans le contact desquels il perdra rapidement ce qui pouvait subsister en lui de sentiments honnêtes, de désir de s'amender et de vivre honnêtement. D'un autre côté, si l'on envisage les effets de cette peine non plus au point de vue du condamné, mais au point de vue de la société, on reconnaîtra sans doute qu'elle peut avoir en certains cas des résultats utiles, en privant un individu dangereux de droits dont il y a lieu de craindre qu'il n'abuse ; mais en revanche, elle le dispense des devoirs correspondant à une foule de droits, et est ainsi nuisible à la société, en la privant des services qu'il eût pu être appelé à lui rendre, et cela à perpétuité. C'est donc une peine nuisible à tous, à la société au nom et dans l'intérêt de laquelle elle devrait être prononcée, aussi bien qu'au coupable qu'elle frappe, et absolument condamnée par les théories modernes du droit pénal, qui ordonnent de poursuivre avant tout l'amendement du coupable.

CHAPITRE IV

AVANTAGES DE L'INTERDICTION DES DROITS CIVIQUES, CIVILS ET DE FAMILLE PRÉVUE PAR L'ARTICLE 42, ET DES DÉCHÉANCES PRONONCÉES PAR DES LOIS SPÉCIALES.

L'interdiction des droits civiques, civils et de famille au contraire, qui a pour but de répondre aux mêmes besoins que la dégradation civique, procure à la société les mêmes garanties que celle-ci à l'encontre du coupable, et cela en évitant les inconvénients. Le principal et le plus grave en effet de ces inconvénients de la dégradation civique est comme nous venons de le voir son indivisibilité ; or la peine de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille est au contraire absolument divisible. L'article 42 du Code pénal déclare en effet à ce sujet : « Les tribunaux jugeant correctionnellement « pourront, dans certains cas, interdire en tout ou en partie « l'exercice des droits civiques, civils et de famille..... » Le juge peut donc choisir librement parmi les diverses déchéances que la loi autorise, et dans le cas où elle les autorise, celles qu'il juge à propos d'appliquer dans le cas spécial où il est appelé à juger. Ainsi donc, nous voyons d'après ce texte : d'abord que jamais l'interdiction n'est encourue de plein droit ; il faut toujours absolument qu'elle soit prononcée d'une façon expresse ; la loi fixe par des textes spéciaux les cas où elle l'autorise, et alors quand il se trouve dans l'un de ces cas, le

juge apprécie s'il y a lieu d'après la nature du fait, les circonstances spéciales dans lesquelles il s'est produit, les tendances qu'il révèle chez son auteur, les antécédents de celui-ci, de prononcer oui ou non l'interdiction de certains droits. En second lieu, ce texte laisse au juge dans le cas où il se décide à prononcer cette interdiction, le soin de choisir parmi les incapacités qu'elle consacre, celles qui correspondent à des droits dont le coupable s'est montré disposé à faire un mauvais usage, droits qui peuvent constituer entre ses mains comme des armes dont il y a lieu de craindre qu'il n'abuse. Le juge laissera au contraire à ce condamné tous les droits dont il s'est toujours servi honnêtement, dont il a fait un usage régulier, et dont la nature n'a aucun rapport avec celle du délit qu'il a commis ; par là, le condamné reste tenu de tous les devoirs communs à tous les citoyens, sauf seulement de ceux qui correspondent au droit seul dont on le déclare déchu, et par conséquent, il reste apte à rendre à la société, tous les services qu'elle est en droit d'attendre de chacun de ses membres, et que lui-même, malgré la condamnation qu'il a encourue et la faute qui en avait été cause, est parfaitement capable de lui rendre, aussi bien que beaucoup d'autres, même parmi ceux dont le passé est sans tache.

Ainsi, aux termes de l'article 42 du Code pénal, les droits dont l'exercice peut être interdit aux condamnés, sont les droits : de vote et d'élection, d'éligibilité ; d'être appelés ou nommés aux fonctions de jurés, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, comme aussi d'exercer ces fonctions ou emplois, lorsqu'ils y avaient été appelés antérieure-

ment à leur condamnation. Mais ici, il faut remarquer que contrairement à ce qui a lieu avec la dégradation civique, la déchéance de l'article 42 ne s'étend pas aux offices publics dont la loi ne parle pas, alors qu'elle donne une énumération limitative des incapacités qui peuvent être prononcées ; aussi un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1863 décide que les juges, en condamnant un officier ministériel à la peine d'emprisonnement, ne pouvaient ordonner qu'à l'expiration de sa peine, il serait pour un certain temps incapable d'exercer les fonctions de cet office. Puis l'article 42 cite ensuite les droits de port d'armes, de vote et de suffrage dans les délibérations de famille ; d'être tuteur ou curateur si ce n'est de ses propres enfants, et encore sur avis favorable du conseil de famille ; d'être expert ou employé comme témoin dans les actes ; de témoigner en justice autrement que pour y faire de simples déclarations.

De plus, nous avons vu qu'en dehors de ces déchéances comprises dans l'interdiction de certains droits civiques, civils, et de famille proprement dite, telle qu'elle est instituée par l'article 42 du Code pénal, il y avait encore un certain nombre d'autres déchéances, prévues par des lois spéciales. Par exemple, la loi du 15 mars 1850 déclare incapables de tenir un établissement public ou libre d'instruction primaire ou secondaire, ou de remplir une fonction quelconque dans l'un de ces établissements, les individus condamnés pour crime ou délit contraire à la probité ou aux mœurs, et ceux qu'un jugement a privés de tout ou partie des droits mentionnés par l'article 42 du Code pénal. De même, la loi du 12 juillet 1875 attache aux

mêmes condamnations une déchéance semblable en ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur ; de même encore les lois spéciales sur les élections, les lois sur la formation du jury, retirent à certains condamnés, autres que ceux indiqués par le Code, le droit d'être juré, électeur ou éligible, par un texte exprès et spécial. Le Code de 1810 contenait dans ses articles 335 et 337 une déchéance de droit de la capacité d'être tuteur, curateur, ou membre d'un conseil de famille, et déchéance de la puissance paternelle, mais seulement vis-à-vis de l'enfant envers lequel ils avaient commis ce délit, si c'était leur propre enfant, ceux qui avaient été condamnés pour avoir facilité, excité, ou favorisé la prostitution de mineurs de 21 ans. La loi du 24 juillet 1889 compléta sur ce point le Code. En effet l'article 1^{er} de cette loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, décide que tous ascendants sont déchus de plein droit, de tous les droits se rattachant à la puissance paternelle par le fait :

- 1° D'une condamnation pour excitation habituelle de leurs enfants à la débauche (art. 334).
- 2° D'une condamnation pour crime commis contre la personne d'un de leurs enfants, ou pour crime commis de complicité avec leurs enfants.
- 3° De deux condamnations pour délits commis contre la personne de leurs enfants.
- 4° De deux condamnations pour excitation habituelle à la débauche de mineurs de 21 ans autres que leurs propres enfants.

L'article 2 de la même loi énumère un certain nombre de cas, par exemple celui de condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion pour un crime autre que ceux commis contre la sûreté intérieure de l'Etat, celui de deux con-

damnations pour vagabondage, celui d'une seule condamnation pour excitation habituelle à la débauche de mineurs autres que ses enfants, cas dans lesquels la déchéance est facultative seulement pour le juge. Sauf ce dernier cas, pour les incapacités portées par des lois spéciales que nous venons de signaler, elles ont lieu généralement de plein droit ; en quelques cas seulement, le juge pourra en dispenser le condamné, par une disposition expresse du jugement. Mais, quoi qu'il en soit, l'on ne retrouve pas ici les inconvénients que nous avons signalés pour la dégradation civique qui elle aussi est prononcée de plein droit. Chacune de ces lois en effet est rédigée en vue d'une faute spécialement ; elle y attache comme châtiment, et mesure de garantie pour l'avenir, la déchéance également spéciale du droit qui se trouve en rapport avec cette faute. Elle peut donc, en quelque sorte aussi bien que le juge, proportionner la peine à la faute, et aux dangers qu'elle présente pour l'avenir.

Quoi qu'il en soit, le principe du Code pénal, en ce qui concerne les incapacités résultant de son article 42, est que le juge avec l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, a la faculté quelleque soit la condamnation principale qu'il prononce, d'abord de s'abstenir d'y joindre comme accessoire aucune incapacité ; ou bien alors s'il juge utile ou prudent de le faire, il pourra choisir parmi les incapacités autorisées par la loi, celles d'entr'elles qu'il croira nécessaire de prononcer dans le cas spécial sur lequel il est appelé à statuer ; cela lui permettra de retirer au coupable le ou les droits dont il s'est montré enclin à abuser, tandis qu'il lui laissera le libre

exercice de tous les autres, de telle sorte que ce condamné restera par ce fait soumis à tous les devoirs correspondant à ces droits que le jugement lui conserve, et capable de rendre à la société et à ses concitoyens les services que tout citoyen est appelé à leur rendre. Le juge laissera par exemple capables d'être témoins, et par conséquent tenus de témoigner chaque fois qu'ils en seront requis, ceux qui se seront rendus coupables de fautes quelconques, ne donnant aucune raison de suspecter la bonne foi et l'honnêteté de ceux qui les ont commises, et la vérité de leurs témoignages dans l'avenir.

Le coupable se trouve ainsi frappé du moins grand nombre possible de déchéances, ce qui en outre de l'avantage que nous venons de signaler, de le laisser soumis à tous les devoirs qu'on le suppose capable de remplir honnêtement, a encore celui de ne le signaler que le moins possible, dans la mesure indispensable seulement, en le mettant dans une situation différente de celle de ses concitoyens ; cela est même si vrai que le plus souvent l'incapacité spéciale et peu étendue qui le frappe passera inaperçue. On évite par là le vice très grave de la dégradation civique, qui est de frapper d'une certaine note d'infamie, d'indiquer à tous en le frappant d'un ensemble de déchéances, qui elles alors seront difficilement inaperçues, celui qui a commis une faute, tout à fait isolée peut-être, comme un criminel, un homme dont il y a lieu de se méfier. Ce vice est d'autant plus grave, que les déchéances prononcées portant sur une foule de droits de nature différente, sans aucun rapport avec la nature du fait commis, elles indiquent bien ainsi qu'il y a eu crime, mais sans per-

mettre de savoir quelle était la nature de ce crime, s'il faut l'attribuer à une perversion du sens moral, ou à toute autre cause, ce qui peut donner naissance contre certains condamnés à des soupçons injurieux et immérités.

Avec l'une ou quelques-unes des déchéances établies par l'article 42 au contraire, ou bien la condamnation restera ignorée, la situation du coupable se trouvant assez peu modifiée, pour ne pas le signaler à ses concitoyens ; dans ce cas cette ignorance ne présente pas de danger pour les tiers, car le condamné étant privé du droit dont on le soupçonnait capable d'abuser, n'est par cela même plus dangereux ; ou bien dans le cas contraire, si l'on s'aperçoit de la déchéance dont est frappé un individu en vertu d'une ancienne condamnation on connaît en même temps, la nature de la faute qui l'a occasionnée, puisqu'elle doit être identique à la nature de la déchéance qui est prononcée ; par conséquent, l'on ne pourra ainsi soupçonner un individu de mauvaise foi par exemple, s'il a été condamné pour avoir commis un acte de violence. Son avenir ne sera donc pas à tout jamais compromis, par le fait d'une condamnation qui en fait un objet de mépris et de méfiance de la part des honnêtes gens, il ne sera pas poussé fatalement au mal.

Nous avons vu de plus, que l'un des autres vices les plus graves de la dégradation civique, était que les déchéances qui en résultent sont perpétuelles. Or ici encore l'interdiction des droits civiques, civils et de famille échappe à ce reproche. Les incapacités prononcées en vertu de l'article 42, ne le sont en effet en principe que pour un temps généralement assez

crimes même, et dont le maximum est fixé par la loi. En deux cas seulement. Lorsqu'il s'agit d'abord d'un coupable public ayant dérobé des deniers ou valeurs publiques pour une somme inférieure à 3,000 francs (art. 171) et en second lieu pour tout délinquant qui aurait péché contre l'État ou par autres similes des motifs dans des actes ou entreprises, dont il a eu l'admission et la surveillance (art. 172). L'empêchement d'exercer une fonction publique à l'avenir est prononcé à perpétuité. Dans deux autres cas, aux cas de complot contre le chef de l'État (art. 59) ou d'insurrection ayant pour but d'exciter la guerre civile (art. 94), le Code n'ayant fixé aucun maximum, le juge est libre de prononcer tout ou partie des déchéances prévues par l'article 42, à temps ou à perpétuité selon qu'il le jugera convenable. Ce pouvoir arbitraire laissé au juge tend donc en ce cas possible à perpétuité de la peine; mais celle-ci ne sera éternellement qu'une très rare exception; il faudra en effet pour que les juges se décident à la prononcer, alors qu'ils peuvent donner à la peine une durée aussi longue qu'ils voudront, que les antécédents du coupable, la gravité des circonstances l'exigent, montrant bien que l'on se trouve en présence d'un criminel dangereux, que l'on n'a plus aucune chance de voir se corriger jamais et que l'on n'a plus qu'à résister à l'impuissance. En tout cas, en admettant que le juge usant du pouvoir qui lui est donné prononce la peine perpétuelle, cette déchéance ne s'appliquerait toujours que dans les cas spécialement prévus par la loi, et ne porterait que sur les droits que les juges auraient jugé bon de retirer au condamné, et non sur tout un ensemble de peines.

Quant aux deux cas prévus par les articles 171 et 172, le cas traité de circonstances atténuantes présente un point de fonctionnement du droit d'excuser les fonctions tout à fait rendu indigne, et si l'Etat n'avait craint de remplir inutilement : il est donc assez incertain que cette déchéance toute spéciale soit ici encourue de plein droit et même à perpétuité : les fonctions dont il s'agit sont des postes de confiance, auxquels le pouvoir doit opposer des garanties d'ordre moral, et si l'Etat ne les avait réservés à l'usage de ses fonctionnaires, il n'est pas probable qu'il les eût permis à des hommes étrangers à l'Etat, et plus dignes des fonctions d'indépendant, de remplir ces fonctions de confiance et de solliciter pour l'Etat le sacrifice de leur honneur que leur seule conscience. Il n'est pas douteux que les fonctions plus hautes des ministres et des officiers publics : le déshonneur qui se lit sur un front digne d'être effacé, ne se peut en rien se réparer dans l'avenir au moyen de ses connaissances et de ses richesses, ou au moins à partiel, la justice, une loi qui épargne au fait le condamné tout en laissant pour le condamner dans la mauvaise conscience. Elle est la source des déshonnestes prononcées par les Chambres des députés. Mais nous avons parlé plus haut, des choses elles-mêmes des déshonnestes, et y attachant une déchéance également spéciale, et qui en outre se trouve en fait être généralement une des déchéances atteignant le moins gravement le condamné.

Comme nous l'avons vu la page précédente, en ce qui concerne les déclinaisons de l'article et ses deux premières sont prononcées à temps, et en général même pour des périodes assez courtes relativement à nous, le laps d'écoulement par

exemple qui est l'un des délits les plus graves donnant lieu à l'application de l'article 42, peut être puni, outre la peine principale bien entendu, de tout ou partie des déchéances énoncées en cet article, pendant une durée de 5 ans au moins et de dix ans au plus. De même les coupables d'attentats aux mœurs, qui auront fait profession de faciliter la débauche des mineurs de l'un ou l'autre sexe, seront punis, dit l'article 335, de la déchéance des droits d'être tuteur, curateur, membres d'un conseil de famille pour deux ans au moins, cinq ans au plus, si les mineurs dont ils ont favorisé ou excité la débauche leur sont étrangers ; si au contraire ils étaient les père ou mère de ces mineurs, la déchéance serait prononcée pour une durée de dix ans à vingt ans ; c'est là du reste la plus grande durée pour laquelle puisse être infligée une des déchéances de l'article 42. Il résulte de ce caractère des déchéances que renferme l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, que les droits sur lesquels elles portent, devant être dans un délai plus ou moins rapproché restitués au condamné, celui-ci ne se sent pas relégué à jamais dans une classe à part de la société ; il sait qu'après une certaine période d'épreuve il redeviendra l'égal, au point de vue de ces droits, de ceux qui n'ont jamais subi de condamnation ; cette idée contribuera à l'encourager à revenir au bien, et à une existence honnête, lui laissera un sentiment plus vif de sa dignité, et une crainte plus forte de la compromettre par quelque nouvelle faute.

Enfin il est à noter, que alors même que le juge prononcerait contre un coupable tout l'ensemble des déchéances pré-

vues par l'article 42 ou par des lois spéciales, le condamné se trouverait encore frappé d'une manière beaucoup moins rigoureuse qu'il ne le serait par la dégradation civique. En effet, comme nous l'avons déjà signalé, l'article 42 parle de l'exclusion des fonctions publiques, mais non de celle des offices comme le faisait l'article 34 en énumérant les effets de la dégradation civique, qui elle sur ce point, non seulement rendait le condamné incapable d'exercer cette charge, de remplir les devoirs afférents à cet office public, mais encore aboutissait à une véritable confiscation de la propriété de celui-ci, de sa valeur vénale, en déclarant celui qu'elle frappait déchu du droit de présenter son successeur. De même encore l'article 42 ne parle pas, parmi les déchéances qu'il permet de prononcer, de celle du droit de servir dans l'armée, ni de celle du droit de porter des décorations. Il ne prévoyait pas non plus l'incapacité de tenir un établissement d'instruction quelconque ou d'y être employé, mais cette déchéance a été établie depuis par les lois de 1850 et 1875, pour frapper les individus condamnés pour crime ou délit contraires aux mœurs, et ceux tombant sous le coup de l'article 42. La différence sur ce dernier point a donc disparu, puisque depuis ces deux lois le juge peut avec les autres déchéances de l'article 42 proclamer cette exclusion, qui ne pouvait avoir lieu auparavant que par une condamnation à la dégradation civique.

Toutes ces raisons contribuent à donner à la peine de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, une très grande souplesse, permettant de proportionner très exactement, aussi bien au point de vue de la nature, qu'à celui de la durée et de

la gravité, la peine prononcée, à la faute commise et au but que l'on se propose d'atteindre; permettant en outre de ne pas apporter une difficulté de plus à l'amendement et au retour au bien du coupable en le déclassant. C'est donc à tous les points de vue une peine de beaucoup préférable à la dégradation civique, et appelée très certainement à se substituer à celle-ci. Mais il reste alors à savoir si cette interdiction de certains droits civiques, civils et de famille n'a pas elle-même encore plus de défaut que d'avantages, s'il ne serait pas préférable de supprimer absolument toute peine consistant en une privation de droits.

CHAPITRE V

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL DE ROME EN 1885.

Cette question de l'utilité des incapacités pénales, a été du reste discutée assez récemment d'une manière très complète, et par les jurisconsultes ayant dans ces questions la plus haute autorité, au congrès pénitentiaire international de Rome de 1885, qui, dans sa première séance, le 17 novembre 1885, eut à discuter précisément la question ainsi posée : « L'interdiction à temps de certains droits civils ou politiques, est-elle compatible avec un système pénitentiaire réformateur ? » Comme on le voit, les termes de cette question ne prévoient pas la dégradation civique, ne prévoyant que l'interdiction à temps, et de certains droits seulement, au lieu de porter sur l'ensemble indivisible de tous les droits ; mais les motifs donnés au cours de la discussion en faveur de la négative ou de l'affirmative, les considérations mises en avant par les orateurs du congrès des deux partis, montrent bien quelle était l'opinion de ceux-ci, non pas seulement sur la question étroite, telle qu'elle était posée, mais sur tout ce qui concernait d'une manière générale toutes les peines privatives de droits, et les caractères que de semblables peines devaient avoir suivant eux ; on peut donc appliquer les arguments de cette discussion, tout aussi bien à la dégradation civique, qu'à l'interdiction de certains droits établie par l'article 42 du Code pénal, et aux

autres incapacités spéciales établies par différentes lois, visant des crimes ou délits particuliers.

Suivant le rapporteur de la question, M. Laszlo, la question telle qu'elle est posée au congrès doit se résoudre par une réponse négative, du moins en théorie, et cela pour plusieurs raisons. En effet, dit M. Laszlo, si l'on prend pour but du régime pénitentiaire l'amélioration morale du condamné, son amendement, il est indispensable pour atteindre ce but de diminuer autant que possible les obstacles que le libéré aura à vaincre pour se créer, à sa rentrée dans la vie civile, une nouvelle situation honorable dans la société. Au lieu de cela, au lieu de lui faciliter cette rentrée dans la société, par les déchéances dont on le frappe, on aggrave au contraire, on augmente encore la force de ces obstacles qu'il rencontre forcément, on lui crée en plus de nouvelles difficultés, qui, durant plus longtemps que la peine elle-même, lui rendront plus pénible encore la lutte qu'il a à soutenir pour se créer une existence nouvelle, le décourageront, l'irriteront, le pousseront au désespoir, à une rechute dans le mal. En outre il est impossible, même pour l'interdiction temporaire seulement de certains droits civils ou politiques, de pouvoir bien mesurer, lors du prononcé de la sentence, sa rigueur et sa portée d'une façon même approximative. Les effets produits par ces déchéances, ces exclusions de fonctions, seront loin d'être égaux pour tous : « Le Code civil, dit M. Laszlo, met les outils indispensables au travail de l'ouvrier à l'abri d'une saisie. Or ce que « sont ces outils pour la vie de l'ouvrier, les droits civils et po-
« litiques le sont pour d'autres individus, qui sans eux ne peu-

« vent trouver dans la société une occupation lucrative conforme à leurs aptitudes, et leur permettant de rester au niveau social où ils se trouvaient avant leur condamnation. » Ainsi ces individus, par la privation de ces droits, se trouveraient donc déclassés, et incapables désormais d'occuper les fonctions pour lesquelles ils avaient des aptitudes, acquises [peut-être par un long travail, de mener le genre de vie auquel ils étaient destinés par leur éducation, leurs aptitudes physiques, alors que la même privation de droit peut être absolument sans aucun résultat pratique, constituer une peine véritablement illusoire pour certains autres individus.

M. Laszlo avoue cependant que la plupart des législations consacrent l'application de cette peine, et il en reconnaît lui-même, au point de vue pratique, la nécessité dans un assez grand nombre de cas. En effet, pour toute une série de crimes ou délits portant atteinte surtout à l'honneur, à la morale, et constituant un abus des droits civils ou politiques, montrant une perversion du sens moral au moins partielle, il y a une absolue nécessité, pour satisfaire la justice et la morale qui ont été ainsi violées, et pour se prémunir contre une récidive possible, à frapper le coupable d'une peine lui retirant à l'avenir l'usage de ceux de ses droits civils et politiques dont il avait abusé, lui rendant ainsi impossible un nouvel abus de ces droits par une faute semblable à la première. Il serait en effet inadmissible qu'un homme condamné pour escroquerie, abus de confiance, par exemple, ait ensuite la faculté, dès le lendemain même de sa libération, d'occuper des charges publiques, alors qu'aucun citoyen ne pourrait, étant donné son passé, lui accorder la con-

fiance qui est nécessaire à celui qui occupe ces charges. Dans ces circonstances, il faut bien reconnaître, dit M. Laszlo, que quelle que soit la valeur du principe qui s'oppose à l'usage des incapacités pénales, au point de vue théorique, dans la réalité la morale publique et l'intérêt de la société exigent que la condamnation prononce ces déchéances, et il n'y a dès lors plus qu'à se demander : 1° si elles doivent être un complément de toute peine grave, ou bien si l'on ne doit les appliquer qu'à certaines catégories de crimes ou délits, sans tenir compte pour cela de leur plus ou moins de gravité, c'est-à-dire en d'autres termes si, pour appliquer ces déchéances, il faut considérer la gravité du crime, ou au contraire sa nature ; 2° ensuite à quoi il faut limiter cette peine de l'interdiction si on la prononce ; 3° et enfin comment on doit en fixer la durée.

Pour la première de ces questions, d'après l'avis de M. Laszlo, ce serait une erreur absolue de vouloir, en faisant de cette interdiction une aggravation de la peine principale, ne considérer, pour se décider à l'appliquer ou à en dispenser, que la gravité du crime. Ce n'est pas en effet pour les crimes plus ou moins graves, qu'il y a lieu de la prononcer, mais seulement pour les crimes ou délits qui sont d'une nature telle qu'ils indiquent une tendance dangereuse à abuser de certains droits, tendance contre laquelle la plus simple prudence recommande de se prémunir, de protéger la société, en privant celui chez qui elle se manifeste de l'exercice de ces droits dont il y a tout lieu de craindre qu'il ne fasse à nouveau un usage nuisible. Mais, alors, l'interdiction devra être limitée à certains droits, que le juge aura à fixer d'après la nature du crime, la moralité du

coupable, de manière à ne lui retirer que les droits, dont le maintien présenterait un danger pour ses concitoyens, étant données les tendances qu'il a manifestées par son crime ou délit. Cette opinion de M. Laszlo est absolument conforme aux principes que nous avons admis plus haut, et renferme par conséquent une condamnation tacite de la dégradation civique, qui, elle, est appliquée d'abord en ne tenant compte que de la gravité du fait accompli, ne frappant en effet que les faits qualifiés crimes, et les frappant tous, quelle que soit leur nature, quels que soient les mobiles qui aient fait agir le coupable ; qui ensuite, porte indistinctement, dans toutes les circonstances où elle est prononcée, sur tout un ensemble indivisible de déchéances, les mêmes pour tous les crimes quelle que soit la nature de ceux-ci.

Quant à la seconde question, c'est-à-dire celle qui demande à quoi il importe de limiter les incapacités, il est hors de doute qu'il faut les limiter aux droits civils et politiques, et bien se garder de les étendre jamais aux droits qui sont du domaine privé, c'est-à-dire, ne retirer au coupable quel que soit son crime que les droits qu'il ne possède que par sa qualité de citoyen, ceux qui contiennent comme une parcelle de l'autorité publique, laissant absolument entiers ceux qui appartiennent à tout individu, qui dépendent du droit des gens. Cette règle contient la condamnation absolue de l'ancienne mort civile, qui retirait tous les droits de quelque nature qu'ils fussent, à celui qui était frappé de cette peine ; elle condamne même dans une certaine mesure la dégradation civique, soit dans les cas où la loi lui adjoint les incapacités particulières, dernier

reste de la mort civile, soit même lorsqu'elle est prononcée seule ; et enfin il faut bien le reconnaître aussi, condamne jusqu'à un certain point même l'interdiction de certains droits, qui constituent la personnalité de l'individu au point de vue privé, sans tenir compte de sa qualité de citoyen, investi par ce titre de certains privilèges.

Enfin, pour la durée qu'il importe de fixer à cette interdiction, M. Laszlo ne parle même pas de la perpétuité, considérant que son rejet s'impose d'une manière évidente, et qu'il n'y a même pas lieu à discussion sur ce sujet. Il n'admet pas non plus que cette durée puisse être fixée par la loi, à laquelle il est en effet impossible d'individualiser suffisamment la peine, de la proportionner d'une manière rigoureuse au délit. La loi doit seulement fixer un maximum que le juge ne devra pas dépasser, afin de ne pas laisser illimitée la durée de cette interdiction. Maintenant dans les limites de ce maximum, par qui devra être fixée la durée de l'interdiction pour chaque condamné, par l'autorité administrative ou judiciaire ? En principe, cette peine étant prononcée surtout comme mesure de précaution, comme épreuve de l'amendement du condamné, il eût été logique que sa durée fût fixée par l'autorité administrative d'après la conduite ultérieure du condamné, de sorte que cette interdiction ne lui fût retirée, que lorsque par sa conduite il fût redevenu digne de la confiance de ses concitoyens. Avec ce système, la sentence laisserait donc la durée indéterminée ; mais dans la pratique, ce système est impossible, il n'y a de pratique que celui qui consiste à abandonner au juge chargé de châtier le crime le soin de fixer, en même temps que

la peine principale, la durée et l'étendue de l'interdiction, en se renfermant dans les limites du minimum et du maximum prévus par la loi. Cela lui permettra de tenir compte des conditions subjectives du crime, des antécédents du coupable, et des motifs qui l'ont poussé à agir, et, d'un autre côté, donnera au coupable certaines garanties contre l'arbitraire du juge.

Si, une fois l'interdiction prononcée pour un temps déterminé, le condamné, avant l'arrivée du terme fixé par la condamnation, s'est montré digne de recouvrer tous ses droits, et qu'il y ait urgence dans son intérêt ou celui des siens à lui en rendre le libre exercice, il aura toujours, dit M. Laszlo, la ressource de la grâce. Mais nous savons que cela est faux dans notre droit pénal français, où la grâce est sans aucun effet sur la dégradation civique ou l'interdiction, qu'elle laisse subsister pour toute la durée fixée dans la sentence ; seule la réhabilitation peut faire cesser cette incapacité. Mais, comme nous l'avons vu plus haut, la durée de l'interdiction fixée par le jugement est presque toujours assez courte relativement, et ne dépasse guère la durée du temps d'épreuve nécessaire pour être bien certain de l'amendement sérieux du coupable ; et en outre, il sera du reste assez rare qu'il y ait urgence à obtenir la remise de cette déchéance.

Quant au point de départ de ce délai de la privation des droits, il est bien évident que ce ne peut être que le jour où la peine principale prend fin ; car pendant tout le cours de l'exécution de celle-ci, la peine de privation de certains droits n'a pas de raison d'être et ne produit aucun effet, l'exercice des droits sur lesquels elle porte, étant déjà retiré au condamné du

fait de sa peine principale. Il serait même illogique de faire courir ce délai pendant la période de libération conditionnelle. Ainsi, dit M. Laszlo, la durée de l'interdiction devra être fixée par le juge, mais dans les limites du maximum et du minimum prévus par la loi. Le point de départ de cette durée sera le jour de l'expiration de la peine principale, et par le fait même de l'arrivée du terme qui aura été fixé à son incapacité par le jugement, le condamné reprendra de plein droit la libre jouissance et l'exercice de tous les droits dont il avait été privé, sans qu'il soit nécessaire de faire aucune démarche pour obtenir une sorte de réhabilitation. Son rapport terminé, M. Laszlo conclut ensuite en ces termes, qui résument son opinion à propos des incapacités pénales : « L'interdiction temporaire des « droits civils et politiques comme peine accessoire, ne dé-
« coule pas précisément de la théorie du système de l'amélio-
« ration morale, mais l'interdiction constitue un postulat
« incontestable de la morale publique, et cette peine peut
« subsister sans nuire aux principes du système indiqué. »

Un autre orateur au même congrès, M. Pols, prenant ensuite la parole, déclare que ce qui donne surtout une importance et un intérêt tout spécial à la question sur laquelle les membres du congrès se trouvent appelés à donner leur avis, c'est que cette interdiction de certains droits déterminés, est appelée dans l'état actuel de presque toutes les législations pénales, à combler le vide fait par la suppression de l'infamie légale, suppression réalisée déjà dans la plupart des Codes récents, et qui est appelée sans aucun doute à s'effectuer dans tous les autres, au fur et à mesure de leur transformation. Il y a d'abord

lieu de se demander, dit M. Pols, si ces diverses interdictions portant sur les mêmes droits publics et privés, à peu de chose près du moins, que l'infamie légale, et produisant au point de vue pratique les mêmes effets que celle-ci, quoique plus ou moins affaiblis cela est évident, puisque l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille du moins, sinon la dégradation civique par exemple, en ce qui concerne notre Code français, porte simplement sur certains droits isolés, différents pour chaque crime, et non pas sur tout un ensemble indivisible, comme cela avait lieu pour l'infamie légale, le principe sur lequel elles sont fondées, ne devrait pas être rejeté pour les mêmes raisons qui font rejeter l'infamie légale. Il faut reconnaître, selon M. Pols, que pour ces raisons, la peine de l'interdiction de droits quelconques a, elle aussi, des inconvénients plus ou moins graves, suivant le plus ou moins d'étendue qu'on lui donne, et nuit, cela est incontestable, au principe de l'amélioration du coupable par la peine. Mais comme, d'un autre côté, cette peine est dans certains cas nécessaire, comme mesure de garantie contre une récidive possible, les inconvénients qu'elle présente doivent non pas nous la faire rejeter complètement, comme incompatible avec un système réformateur, mais du moins nous la faire employer seulement avec une extrême prudence, et avant tout nous en faire restreindre l'application aux cas d'une absolue nécessité.

Ce qui est cause surtout de tous ces inconvénients, c'est que généralement, les droits sur lesquels porte la peine de l'interdiction sont des droits qui avaient été donnés à l'individu non pas seulement en vue de son intérêt privé, mais bien aussi et

peut-être plus encore en vue d'un intérêt public, celui qui en a la jouissance devant en effet en user surtout dans l'intérêt de la société, ou des autres individus en faisant partie, car à ces mêmes droits sont attachés des devoirs. Par conséquent en privant un condamné du droit, on le décharge forcément du devoir correspondant, et ainsi, c'est la société qui plus peut-être que le condamné supportera le poids de la peine, le supportera même seule dans certains cas. De plus, cet ensemble de droits et de devoirs contribue plus que tous les biens matériels à donner à l'homme qui les possède, le sentiment de sa dignité comme homme et comme [citoyen, celui de la responsabilité qu'il a envers la société. Par conséquent, la privation de ces droits lui causera bien, comme cela est exigé de toute peine, une souffrance morale plus ou moins vive selon les individus, mais en même temps, détruira un des éléments de défense sociale les plus puissants, élément beaucoup plus efficace que la force. Il faut donc, étant donné ces inconvénients, restreindre l'application de cette peine au cas de nécessité, ce qui peut du reste arriver, ces droits pouvant, dans certains cas, être exercés au préjudice des intérêts de la société qu'ils ont pour but de garantir et servir. Sans doute les lois consacrant ces droits auront bien des dispositions pour prévoir les abus qui pourraient en être faits. Mais l'intervention de la justice n'en est pas moins nécessaire, très justifiée du reste lorsque le fait qui lui est soumis indique qu'il y a eu un abus grave d'un droit, ou qu'il y a à craindre un abus de ce droit au détriment des intérêts de la société.

Ce qui exige surtout que l'on ne prononce cette peine que

lorsqu'elle est absolument nécessaire, c'est que, le plus souvent, la privation de ces droits n'entraînera pas pour le coupable une souffrance bien vive, et sera d'un autre côté presque toujours nuisible à la société ou du moins à certains de ses membres. Ainsi, le tuteur qui à la suite d'une condamnation est déclaré incapable de remplir les fonctions de la tutelle, ne subit pas de ce fait une privation qui l'atteigne bien vivement. Le mineur au contraire en souffrira bien davantage ; on lui avait en effet donné comme tuteur, celui que l'on considérait comme devant s'acquitter de cette mission de la manière la plus avantageuse pour son pupille, et il importera par conséquent de ne confier cette mission à un autre, que lorsqu'il y aura des raisons sérieuses de craindre que le premier à qui on l'avait confiée, n'abuse de son droit au détriment de son pupille. Quant à l'amélioration morale du coupable, à son amendement, si parfois l'interdiction de certains droits peut y contribuer d'une manière indirecte, elle aura le plus souvent un effet opposé.

Suivant M. Pols, cette peine de l'interdiction de certains droits doit donc, malgré ses inconvénients, être conservée comme peine, étant donné sa nécessité au point de vue pratique, mais à de certaines conditions seulement. En effet, il faudrait d'abord, suivant lui, n'infliger jamais cette peine, simplement comme moyen de frapper un coupable en lui causant une souffrance, mais seulement comme mesure de sûreté, de protection pour l'avenir, c'est-à-dire en faire non pas un moyen de répression, mais bien plutôt de prévention. Il faudra donc toujours en dehors d'elle, une peine principale, qui alors, elle,

aura pour but de satisfaire à ce besoin de répression ; et ainsi l'interdiction sera toujours employée seulement comme peine accessoire. En second lieu, il ne faudrait l'appliquer que lorsqu'il y aurait lieu, étant donné l'action commise, de craindre qu'il ne soit fait abus d'un droit au préjudice de la société, ou de ceux dans l'intérêt de qui ce droit devait s'exercer. Cette crainte d'abus pour l'avenir peut évidemment résulter de faits très divers par leur gravité et même par leur nature ; mais elle n'en résulte pas toujours, forcément, dans quelque circonstance que l'action ait été commise, et par quelque individu qu'elle l'ait été. Or comme il est impossible à la loi de prévoir toutes les circonstances, il lui faudra autoriser la peine de l'interdiction dans un assez grand nombre de cas, mais en confiant alors au juge la tâche d'examiner à propos de chaque faute, si les circonstances particulières dans lesquelles elle a été commise, si les antécédents du coupable rendent nécessaire cette condamnation.

Enfin et surtout il ne faudrait jamais que cette peine fût prononcée à perpétuité, car alors on en reviendrait en quelque sorte à l'infamie légale, et comme nous l'avons vu, la perpétuité de la peine est tout à fait contraire au principe de l'amendement du coupable ; en outre elle n'a jamais pour excuse la nécessité, car on doit toujours espérer, au moment du prononcé du jugement, que le condamné n'est pas incorrigible, alors qu'on lui inflige précisément une peine combinée dans ce but de l'amender ; déclarer alors qu'un condamné est incorrigible, serait reconnaître l'impuissance de la peine. Si le crime est plus grave, on fixera à la privation de droits une durée

plus longue, mais sans avoir jamais besoin pour cela de la perpétuité. Il faudrait seulement lui donner une durée plus longue que celle de la peine principale, qui, elle, sera forcément assez longue quand il s'agira de crimes ; avec ce mode de compter la durée de l'interdiction en la faisant partir du jour de la condamnation, M. Pols est du reste amené à reconnaître, que lorsque la peine principale sera perpétuelle, il faudra alors aussi admettre par exception l'interdiction perpétuelle. Mais nous avons vu qu'il n'y avait pas à prévoir ce cas, dans la théorie qui est admise généralement, suivant laquelle la durée de l'interdiction ne part que du jour où la peine principale est terminée. Par conséquent, en cas de peine principale perpétuelle, il n'y aura pas lieu à l'interdiction de certains droits, la capacité du condamné au cours de peine étant déterminée par d'autres mesures ; par exemple dans le droit français, il se trouve sous le coup de l'interdiction légale. Sous ces réserves, M. Pols admet que la peine d'interdiction de certains droits est parfaitement compatible avec un système pénitentiaire réformateur.

Après l'audition de ces deux rapports, on convint de diviser la question, et le congrès fut d'abord appelé à se prononcer sur cette partie spéciale de la question : « Y a-t-il incompatibilité absolue entre la peine d'interdiction, et un régime pénitentiaire réformateur ? » Sur cette question spéciale, M. Willeumier déclara que, selon lui, non seulement il n'y avait aucune incompatibilité entre la peine de l'interdiction et les principes d'un régime pénitentiaire se proposant comme but principal l'amendement, la réforme morale du coupable, mais que bien

au contraire cette peine constituait un des moyens les plus efficaces pour arriver à cet amendement. En effet, dit M. Willeumier, celui qui a été condamné pour falsification d'un bulletin de vote, n'a besoin de s'amender que sur ce point du respect de la loi sur les élections, il convient de lui donner un plus juste sentiment du droit de vote, des devoirs correspondant à ce droit, et le désir de faire de celui-ci un meilleur usage. Or en le privant pour un certain temps du droit de voter on obtient un double résultat. En effet, d'abord on protège contre lui, et les abus du droit de vote auquel il eût pu se livrer à nouveau, la société. Puis d'un autre côté, il y a tout lieu d'espérer que la privation de ce droit l'amènera à en faire, une fois privé de lui, une plus juste appréciation, et une fois qu'il lui aura été restitué, un usage plus régulier. De même, pour un tuteur qui aura abusé de ses droits au préjudice de son pupille la meilleure des peines est sans aucun doute la privation pour un certain temps du droit d'être tuteur, on protégera ainsi le mineur qui a déjà eu à souffrir de sa tutelle, et ceux dont la tutelle eût pu lui être confiée par la suite ; en second lieu, pour le coupable lui-même, cette peine a des chances de l'améliorer sur ce point spécial. L'interdiction a du reste le même caractère sur ce point que la plupart des autres peines ; celle de l'emprisonnement par exemple. Par cette dernière peine en effet on retire à un coupable la liberté dont il a abusé, par là, on protège la société contre les abus de cette liberté qu'il eût pu commettre à nouveau, et on l'encourage en même temps à en faire un meilleur usage lorsqu'elle lui sera rendue. La peine a donc ainsi le double avantage d'être une expiation d'abord,

mais surtout une mesure préventive et à la fois réformatrice, elle remplit donc toutes les conditions nécessaires pour constituer une peine excellente.

Pour M. Pessima, cette action moralisatrice de la peine d'interdiction ne peut s'exercer qu'indirectement. Mais il faut surtout bien se garder de faire de cette peine, une peine perpétuelle, frappant le coupable d'une indignité perpétuelle, et étouffant en lui toute tendance à devenir meilleur, à s'amender. De même il faut bien se garder de faire de cette peine, un accessoire obligé de certaines peines principales, car alors on fait de celles-ci de véritables sources d'iniquité, de véritables peines infamantes, quel que soit le titre qu'on leur donne, et comportant une idée de dégradation qui détruit toute idée de régénération morale chez le condamné, au contraire l'abaisse encore, et l'avilit. Si au contraire on l'admet comme châtiment de certains crimes, et châtiment non pas obligatoire, mais qu'il appartient au juge d'infliger ou non, suivant qu'il estime ou non nécessaire d'y avoir recours, on a alors une peine juste et en même temps conforme aux intérêts de la société et du condamné. Pour la société en effet, elle protège ceux de ses membres contre qui le condamné eût pu faire abus de ce droit, et en outre comme peine elle sert d'exemple ; quant au condamné, d'abord, elle le frappe d'une souffrance méritée, en le privant d'un droit, et d'un autre côté elle peut servir à son amendement.

Suivant un autre orateur, M. Mecacci, on pourrait même admettre en certains cas l'interdiction perpétuelle des droits politiques, comme sanction de crimes ou délits commis dans l'ordre

politique, et même dans certaines circonstances spéciales, admettre l'interdiction perpétuelle des droits civils. Il est en effet absolument inadmissible, prétend M. Mecacci, qu'un individu condamné pour une faute honteuse, puisse un certain temps, même un temps très long, après sa libération du bagne, reprendre dans la société place au même rang que les citoyens les plus honorables, ceux qui n'ont jamais commis la moindre faute ; on arriverait ainsi à une réhabilitation dépourvue de toutes les garanties dont la loi l'a entourée. Du reste, si l'on reconnaît que l'interdiction temporaire n'est pas incompatible avec le système d'amélioration morale du condamné, et est nécessaire en certains cas, il n'y a pas plus de raisons pour écarter l'interdiction perpétuelle comme peine accessoire devant servir de sanction à certains crimes.

Le délégué des États-Unis à ce congrès, exposa une théorie assez intéressante, en ce qu'elle a trait à la législation d'un peuple neuf, ayant spécialement sur ce point des idées absolument contraires, ou tout au moins étrangères à celles admises par la plupart, pour ne pas dire par tous les pays européens. Aux États-Unis, les Constitutions des différents États sont très larges pour accorder l'exercice des droits politiques, et l'on ne pourrait y admettre aucune restriction au libre exercice de ces droits. Aussi la loi pénale est-elle absolument muette sur ce point, et l'on ne trouve dans aucun des États, de mesures ayant pour but de parer aux inconvénients qui peuvent résulter du libre exercice de tous leurs droits civils et politiques, laissé aux condamnés, car alors ces mesures eussent augmenté la peine prévue par la loi pénale. La Société nationale américaine des

prisons, ayant été indirectement amenée à s'occuper de cette question, déclara qu'il ne pouvait y avoir place dans la loi pénale américaine pour l'interdiction des droits civils et politiques. Pour les récidivistes dangereux, on peut éviter le danger qu'ils présentent pour la Société, sans avoir recours à ces peines privatives de droits, qui entraveraient la prompte réhabilitation morale du condamné après sa libération, et sa rentrée normale dans la Société ; il n'y a pour cela qu'à augmenter la durée de leur peine principale.

Suivant M. Brusca, on peut très bien admettre la peine d'interdiction de certains droits, non seulement comme peine accessoire, mais aussi comme peine principale. Sans doute il se peut que même pour un des crimes rentrant dans la catégorie de ceux auxquels il convient en général de l'appliquer, elle ne soit pas nécessaire par suite des circonstances spéciales de la cause, et que par conséquent n'étant pas nécessaire, elle ne doive pas être prononcée, puisqu'alors sans aucun résultat utile, on produirait tous les inconvénients que cette peine entraîne forcément. Mais on évite ce danger, d'abord en ne prononçant que l'interdiction de droits temporaire, et non perpétuelle ; puis ensuite, en indiquant à côté de cette peine dans tous les cas où la loi l'autorise, une autre peine, que le juge aura alors la faculté de prononcer aux lieu et place de l'interdiction, dans tous les cas où il trouverait que les inconvénients de celle-ci dépassent ses avantages ; il pourrait par exemple dans ces cas la remplacer par la prison ou l'amende. Ce choix laissé au juge entre deux peines de nature différente est du reste

assez commun ; ainsi, au Code néerlandais, la loi donne au juge presque pour chaque délit, le choix entre deux peines, une peine pécuniaire ou l'emprisonnement. M. Jacquin soutient aussi cette opinion, que dans certains cas la privation de droits, peut à elle seule, et comme peine principale, constituer une peine suffisante. Pour certains condamnés, elle pourrait aboutir il est vrai à une exemption de charges, et alors il sera tout naturel, cela est évident, de ne la prononcer que comme peine accessoire d'une peine principale, qui, elle, alors renfermera le châtiment, tandis que l'interdiction de droits sera surtout prononcée comme mesure préventive. Cela dépendra de la faute commise, des droits dont il y aura lieu de priver le coupable, des antécédents de celui-ci, et d'une foule de considérations spéciales à l'affaire ; aussi il n'y a que le juge qui puisse statuer en toute connaissance de cause sur chaque fait, et il convient par conséquent de lui laisser sur ce point une grande liberté.

M. Laszlo prétendait au contraire, qu'il était impossible de faire de la privation de certains droits une peine principale, parce qu'ainsi, on commettrait forcément des injustices, la peine agissant d'une façon très inégale, suivant les condamnés qu'elle frappe. Les uns, en effet, et ce sont tout naturellement les plus coupables, les plus foncièrement mauvais et corrompus, peuvent y voir un avantage, la dispense de devoirs plus ou moins rigoureux ; alors que d'autres au contraire, les meilleurs, ceux qui malgré leur faute ont conservé plus ou moins intact le sentiment de leur dignité, ceux par conséquent pour lesquels il eût convenu que la loi se montrât indulgente,

y trouveront une peine des plus cruelles. A cette objection comme à la précédente, on peut répondre que le pouvoir arbitraire du juge de prononcer l'interdiction, ou d'en dispenser parera à cet inconvénient. Ce sera en effet à lui d'apprécier les circonstances spéciales du fait qu'il a à juger, de prévoir les effets de la peine qu'il a l'intention de prononcer, et de se décider en conséquence.

Une autre objection fut élevée par M. Nocito, suivant lequel l'adjonction à une peine principale souvent assez longue, de l'interdiction soit perpétuelle, soit même seulement pour une durée assez longue, aboutira souvent pour le condamné à une véritable mort politique, aussi incompatible que la mort naturelle ou civile avec tout principe réformateur, toute théorie pénale tendant à l'amendement du coupable par la peine. C'est en réalité une véritable infamie légale. Enfin, suivant M. le comte de Foresta il est bien évident au contraire, qu'il serait souverainement injuste de mettre sur le même rang un homme qui a un passé sans tache, et un libéré du bagne ; de les faire siéger par exemple l'un à côté de l'autre, avec les mêmes droits dans une assemblée législative. Sans doute en principe cette objection est exacte, mais il est bien certain qu'elle n'a aucune portée pratique. Il est tout à fait hors de doute en effet, qu'un criminel au sortir du bagne a besoin de faire preuve pendant un certain temps d'une transformation complète, de mériter par une conduite irréprochable que la société lui accorde son pardon, et lui rende son estime, avant de redevenir un citoyen dans la plénitude d'exercice de tous les droits attachés à cette qualité de citoyen ; mais si cela nécessite après la libération une

période d'épreuve plus ou moins longue, cela n'implique nullement la perpétuité de la peine. Quant à l'objection tirée par M. le comte de Foresta de l'éligibilité, de l'inconvénient qu'il y aurait, à faire siéger sur les mêmes bancs dans une assemblée législative, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, l'homme qui par son crime a montré son mépris des lois, s'est révolté contre elles, et celui qui au contraire a toujours fidèlement obéi à leurs prescriptions, elle n'est pas non plus bien sérieuse. Le libéré, en effet, alors qu'il aura recouvré l'éligibilité, aura encore besoin des suffrages de la majorité de ses concitoyens, suffrages indiquant qu'ils le choisissent comme le plus digne de les représenter pour entrer dans cette assemblée ; son élection sera la marque que la majorité de ses concitoyens lui a rendu toute son estime, toute sa confiance ; elle sera donc une garantie de l'amendement complet du libéré, de son retour à une vie honorable. Il se peut parfaitement du reste que le crime qu'il avait commis, et qui l'avait conduit aux travaux forcés ou à la réclusion, ne découle nullement d'une passion déshonorante, ou de la bassesse de ses sentiments, et alors, il n'y a aucune raison pour le frapper, en outre de la peine principale, d'une peine déshonorante, lui infligeant une flétrissure, une honte perpétuelle. Dans les autres cas si l'on trouve des marques de cette indignité, de cette bassesse de sentiments, de cet avilissement, alors même dans ces cas, la perpétuité n'est pas nécessaire, elle aurait au contraire encore les mêmes inconvénients que dans tous les autres. Il suffira donc seulement que la loi fixe un stage d'épreuve plus ou moins long, pendant lequel le

libéré mis en état de suspicion se trouvera privé de l'exercice de certains droits, dont il eût pu abuser.

Après cette discussion, le congrès fut appelé à voter sur la question modifiée et posée en ces termes : *La peine de l'interdiction est-elle compatible avec un système pénitentiaire réformateur, soit qu'elle ait le caractère d'une peine accessoire, soit que pour certains délits elle ait celui de peine principale ?* » Sur cette question, le congrès se prononça à la presque unanimité, par 28 voix contre 3, en faveur de l'interdiction de certains droits civils ou politiques, la déclarant parfaitement compatible avec les théories nouvelles du droit pénal, tendant à l'amendement du coupable par la peine.

Puis on discuta ensuite la question de la durée de l'interdiction, si elle serait perpétuelle ou temporaire, et dans ce dernier cas, qui en fixerait la durée. M. Correvon déclara qu'à son avis, il y avait dans cette peine de la déchéance de certains droits, surtout dans celle des droits politiques, un reste d'infamie légale ; mais d'un autre côté, que les membres du congrès avaient pour mission de poursuivre le triomphe, non pas de leurs théories personnelles, mais de celles qui étaient conformes à l'opinion publique. En conséquence, il demande la conservation de l'interdiction, mais en lui fixant une durée assez restreinte, comme celle de cinq ans par exemple que fixe le nouveau Code hollandais. Si, au contraire, on la prolongeait trop, elle viendrait, des années après la faute commise, étant donné surtout qu'elle ne part que du jour de la libération de la peine principale, qui pour les crimes graves sera souvent très longue, rappeler son crime et la condamnation qui l'a suivi, à

celui qui a tout fait depuis pour racheter son passé, se relever. Et à cet inconvénient, il n'y a nul remède possible ; comme nous l'avons vu en effet, la grâce est sans effet sur les incapacités, et quant à la réhabilitation, qui, elle, les fait disparaître, elle est peu pratique, d'abord à cause des démarches longues et compliquées qu'elle nécessite, et puis aussi parce que le plus souvent, le condamné qui aura été frappé de l'interdiction, surtout si elle porte sur un ensemble de droits peu étendu, et dont la privation ne lui est pas trop pénible et peut passer inaperçue, aimera mieux rester à tout jamais privé de ces droits, que de rappeler par les différentes démarches qu'il aurait à accomplir pour les recouvrer en obtenant sa réhabilitation, la faute qu'il a commise autrefois, et qui peut être ignorée d'une partie de ses concitoyens, surtout, comme cela aura lieu le plus souvent, lorsqu'il aura changé de résidence après sa libération, pour aller dans un endroit où son passé fût ignoré, ou bien en tout cas que sa conduite d'une part et le temps d'autre part avaient fait oublier.

Il faut donc que l'interdiction ne soit jamais perpétuelle, que sa durée soit même assez courte ; il conviendrait même, dit M. Correvon, de lui donner comme point de départ au lieu du jour de la libération définitive, celui de la libération conditionnelle, du moins si elle n'est pas révoquée ; sous ce rapport, il faut reconnaître en effet, que la période de libération conditionnelle a autant de valeur comme période d'épreuve, que celle qui suit la libération définitive, et du reste le plus souvent, le condamné qui bénéficie de la libération conditionnelle est celui en qui l'administration pénitentiaire a reconnu que l'amende-

ment était suffisant ; le moins que l'on puisse faire pour lui, est donc de faire courir de suite la période d'épreuve supplémentaire pendant laquelle il ne jouira pas de la plénitude de ses droits. Si au contraire la faveur de la libération conditionnelle était ensuite révoquée, cela montrerait que le libéré est retombé dans ses anciennes fautes, qu'il ne s'est pas amendé, ou seulement d'une façon incomplète, et que par conséquent, le temps écoulé ne doit pas compter pour le calcul de la durée de son interdiction ; celle-ci devra donc s'accomplir tout entière en ce cas après sa libération définitive. Dans le cas cependant où, la libération conditionnelle n'étant pas révoquée, le délai de l'interdiction aurait commencé à courir du jour où cette libération aurait été accordée, il faudrait toujours que la peine accessoire de l'interdiction dure au moins jusqu'au jour fixé par la condamnation, pour la libération définitive de la peine principale.

Suivant l'avis de M. Semmola, l'interdiction doit aussi, en principe, être prononcée à temps seulement, afin de laisser toujours à celui qui en est frappé, l'espoir de rentrer dans la société, d'y reprendre le rang qu'il y occupait avant sa faute, et par cet espoir l'encourager à travailler à son amendement, pour se rendre digne de ce rang qu'il doit reprendre parmi les honnêtes gens. Mais si c'est le principe, la règle générale en théorie, il y a cependant des circonstances dans lesquelles on sait parfaitement à l'avance qu'il n'y a rien à espérer du condamné ; c'est un individu foncièrement corrompu, incorrigible, et dangereux, contre lequel il n'y a plus d'autres ressources que de le réduire à l'impuissance, de lui retirer les armes dont il pour-

rait abuser, en le privant de ses droits civils et politiques, en le repoussant de la société, et en lui interdisant à tout jamais l'exercice de fonctions dans l'ordre social ou politique ; sans doute ainsi, il ne pourra plus rendre aucun service à la société, mais aussi, il ne pourra plus lui nuire, et il a montré qu'il ne savait user de ses droits qu'au détriment de ses concitoyens, qui n'ont donc rien à perdre et tout à gagner à ce qu'il en soit privé. Pour certains crimes donc, ceux qui montrent ainsi un individu foncièrement corrompu et dangereux, par exemple les assassinats dans certaines conditions, ou bien encore la falsification de documents publics, la loi pourra autoriser l'interdiction perpétuelle. Alors, si contrairement à ce que l'on avait tout lieu de craindre, le condamné se corrigeait cependant, donnait des marques certaines de son repentir et de son complet amendement par un changement de vie radical, une conduite irréprochable qui lui mérite l'estime de ses concitoyens, il lui restera toujours comme suprême ressource la réhabilitation. Malgré cet avis de M. Semmola le congrès se prononça cependant contre l'interdiction comme peine perpétuelle.

Il restait, pour épuiser la question, un dernier point à traiter : l'interdiction serait-elle prononcée par la loi d'une façon impérative, ou bien au contraire, serait-elle autorisée seulement par la loi, dans les cas où elle le jugerait bon, le juge étant alors libre de la prononcer ou d'en dispenser ? Le congrès renonça à traiter ce point de la question.

Il résulte donc bien des opinions émises à ce congrès, où se trouvaient réunis les représentants les plus autorisés de tou-

tes les théories contemporaines en matière pénitentiaire, que la privation de certains droits civils ou politiques est considérée d'une manière à peu près unanime, comme constituant une arme nécessaire et très puissante du droit pénal, et comme n'étant nullement incompatible avec les théories du droit actuel. Suivant ces théories en effet la peine doit non seulement punir le coupable en lui infligeant une souffrance, et protéger la société contre lui ou d'autres qui pourraient se rendre coupables du même fait, en le mettant lui hors d'état de nuire, et en terrifiant ceux qui eussent pu être tentés de l'imiter, mais encore et avant tout amender le coupable, ce qui est encore le moyen le plus sûr de servir la société, de façon à le rendre à celle-ci à sa libération corrigé et redevenu honnête homme. Il y a seulement certaines conditions à cette reconnaissance à peu près unanime de la nécessité de conserver cette peine de l'interdiction : c'est d'abord qu'elle doit être temporaire pour ne pas renouveler l'ancienne infamie légale, et ne pas désespérer le condamné, en le flétrissant à tout jamais, en le rejetant hors des rangs honnêtes de la société, en un mot en en faisant un déclassé. C'est ensuite, que cette peine doit emporter non pas la déchéance de tout un ensemble indivisible de droits, toujours les mêmes, quels que soient la faute commise, sa nature, et les antécédents du coupable, comme le fait par exemple dans notre droit la dégradation civique, mais porter seulement sur certains droits variables, suivant la faute qu'elle doit punir, et dont elle doit prévenir le retour. Cette restriction a pour but, d'abord de ne pas emporter inutilement l'exemption d'un

trop grand nombre de devoirs, que le condamné peut malgré sa faute être encore parfaitement apte à bien remplir, et puis ensuite de s'opposer le moins possible au reclassement, à l'amendement de ce condamné, en ne le privant à sa rentrée dans la société, d'aucun des droits, des moyens qui sont donnés à tous les citoyens pour se faire une situation honorable, ou du moins de ne lui retirer que le moins possible de ces droits, ceux dont il pourrait se faire des armes, desquelles, étant données les tendances qu'il a manifestées par son crime, il y aurait lieu de craindre qu'il ne fasse un mauvais usage.

Comme on le voit, une des préoccupations dominantes des membres du congrès, est donc de ne pas reproduire sous une autre forme, les anciennes peines infamantes, emportant tout un ensemble de déchéances, reléguant le condamné dans une classe à part de la société, le flétrissant à tout jamais, sans avoir égard à la nature de son crime, pour des faits n'indiquant parfois aucune bassesse de sentiments, et par cette flétrissure rendant le retour au bien à peu près impossible. Cela montre bien qu'aux yeux des membres du congrès, c'est bien aujourd'hui dans cette question des incapacités pénales que se trouve la véritable question de l'infamie légale. Il ne suffit donc pas, pour supprimer réellement celle-ci, de supprimer dans un code le nom de peines infamantes ; il faut avant tout s'attacher à la question des incapacités pénales, veiller à ce qu'elles ne soient pas en fait pour celui qu'elles frappent, la source d'une véritable infamie sinon légale, du moins de fait. C'est ce que ne

paraissent pas avoir compris la plupart des nouveaux codes, qui prétendent avoir supprimé les peines infamantes, comme rabaisant la dignité humaine, et par là nuisant à l'amendement du coupable. C'est là ce qui doit faire la quatrième partie de notre étude.

QUATRIÈME PARTIE

ÉTAT COMPARÉ DE LA QUESTION DE L'INFAMIE LÉGALE AU CODE FRANÇAIS ET DANS LES CODES RÉCENTS.

CHAPITRE PREMIER

RÉSUMÉ DU DROIT ACTUEL FRANÇAIS EN CE QUI CONCERNE L'INFAMIE.

Nous avons déjà vu quelles étaient sur ce sujet de l'infamie légale les dispositions de notre Code pénal, telles qu'elles résultent du Code de 1810, et des différentes modifications qui y furent apportées successivement, les principales en 1832, 1848 et 1854. Notre Code, nous le savons, prononce encore des peines infamantes ; il frappe tous les coupables de crimes de l'infamie légale ; dans certains cas extraordinaires, même, il manifeste extérieurement cette infamie, par l'appareil spécial qui accompagne la mort en cas de parricide par exemple ; et en outre dans tous les cas, comme conséquence de cette infamie il frappe de la dégradation civique. L'infamie et la dégradation civique étant toutes deux perpétuelles et survivant même

à la grâce, ne peuvent disparaître que par le fait de la réhabilitation. Puis en outre de cette infamie, prononcée expressément par la loi, nous en trouvons une autre résultant de certaines déchéances, soit de celles que comporte l'interdiction des droits civiques, civils et de famille de l'article 42, soit de celles que prévoient des textes spéciaux, comme par exemple la déchéance de la puissance paternelle établie par la loi de 1889.

Ces incapacités, interdiction de certains droits civiques, civils et de famille mentionnée en l'article 9 du Code pénal, interdictions particulières résultant de lois spéciales, constituent des peines correctionnelles, par conséquent non infamantes d'après les termes du Code. Cependant, il est indiscutable que les déchéances qui frappent un coupable après l'exécution ou la remise de sa peine principale, constituant une marque de sa faute et de son indignité, sont cause d'une certaine infamie de fait plus ou moins complète, suivant qu'elles-mêmes portent sur un plus ou moins grand nombre de droits. L'infamie existe ici sans le mot, mais n'en est pas moins véritable, avec cette restriction seulement que les peines qui la produisent étant temporaires, elle disparaîtra avec elles, au lieu d'être perpétuelle, comme elle l'est toujours dans les cas où elle est prononcée par la loi expressément. Enfin il y a aussi certaines mesures combinées par le Code, pour assurer la publicité du jugement, comme l'affichage de ce jugement en différents endroits; ces mesures ont pour but de faire connaître à ceux qui avaient été témoins du crime, ou s'y étaient particulièrement intéressés comme en ayant connu l'auteur ou la victime, ou comme

ayant habité la ville où il avait été commis, ou bien où les débats avaient eu lieu, le châtement qui avait suivi ce crime. Sans doute, il résulte de cette publicité une certaine note d'infamie pour le coupable; mais il faut considérer d'un autre côté, que cette publicité ne s'adresse guère qu'à des personnes déjà renseignées sur la faute, et par conséquent n'aggrave guère sur ce point la condition du condamné. De même encore le casier judiciaire dont nous avons dit plus haut quelques mots est destiné à renseigner sur les antécédents de tout citoyen. On le voit, le Code pénal français a donc conservé en principe et en réalité l'infamie, légale seulement dans certains cas, résultant de la déclaration même du Code, infamie de fait dans les autres, résultant indirectement de mesures prises dans un but autre que celui de la produire, et sans que le Code en parle.

CHAPITRE II

PRINCIPES DES CODES RÉCENTS DE L'ÉTRANGER, EN CE QUI CONCERNE L'INFAMIE.

Les théories sur le droit pour la loi de décréter l'infamie ayant beaucoup varié depuis la seconde moitié de ce siècle surtout, il était naturel que les Codes récents soient modifiés sur ce point. Aussi, nous voyons la plupart de ceux-ci, le Code pénal belge de 1867, le Code pénal de l'empire d'Allemagne de 1870-1871, le Code italien de 1889, supprimant cette appellation de peines infamantes. De même au Code pénal espagnol, l'article 23 déclare qu'il n'y a plus de peines infamantes pour la loi espagnole. Mais cela est dans la réalité absolument inexact ; cette loi en effet consacre encore comme peine principale la réprimande publique, reçue par l'accusé à l'audience, toutes portes ouvertes, et comme peines accessoires, le carcan et la dégradation. De plus, elle attache de droit à toutes les peines afflictives, l'interdiction ou la suspension de charges publiques, de certaines professions ou emplois, et certaines autres peines accessoires. Cela constitue donc bien, quoi qu'en dise l'article 23 du Code pénal espagnol, de véritables peines infamantes. La même erreur est du reste à constater dans bien des Codes, comme nous le disions plus haut.

C'est seulement depuis la seconde moitié de ce siècle que

l'infamie légale tend à disparaître, et a même déjà été supprimée expressément dans quelques Codes ; jusque-là au contraire elle occupait une place très importante dans à peu près tous les Codes. Ainsi, par exemple, au Code bavarois de 1813 on trouvait comme peines accessoires, résultant de droit de certaines peines principales, la perte des honneurs et la dégradation ; puis des peines comme l'amende honorable, la rétraction, la réprimande judiciaire, peines non plus arbitraires et facultatives comme elles l'étaient en France avant 1789, mais bien légales et déterminées par la loi. De même, au Code prussien de 1851 on trouvait, comme peines accessoires, la perte de l'honneur civique, l'interdiction temporaire des droits civils et honorifiques, la publication des jugements ou arrêts en matière criminelle, et certaines incapacités temporaires ou perpétuelles. Parmi ces peines la dégradation civique était, en cas de condamnation à mort comme peine principale, prononcée comme accessoire dans certains cas prévus par la loi, ou bien lorsque le crime était accompagné de circonstances très aggravantes ; il y a donc bien là, une distinction analogue à celle que l'on trouve dans notre Code pénal militaire, entre la mort, peine infamante en certains cas, et la mort peine non infamante en d'autres cas. Au contraire, une condamnation à la maison de force, même à temps, emportait forcément de droit la perte de l'honneur civique, était donc par conséquent infamante. Le Code pénal de 1870-1871 pour tout l'empire d'Allemagne fit cesser cette bizarrerie, en rendant dans les deux cas la peine de la dégradation civique facultative, aussi bien au

cas de peine capitale qu'au cas de réclusion dans une maison de force.

Quant au Code pénal allemand dont nous venons de parler il prétend, comme nous l'avons dit plus haut, ainsi que le Code belge et le Code italien, supprimer les peines infamantes. La vérité est que ces Codes n'emploient plus l'appellation d'infamante, mais à cela près, il n'y a rien de changé dans la réalité.

CHAPITRE III

CODE PÉNAL BELGE.

Ainsi, au Code pénal belge par exemple, promulgué en 1867 et qui déclare supprimer les peines infamantes, nous trouvons dans les articles 31, 32 et 33, des dispositions à peu près identiques à celles de notre Code pénal français. Ces articles en effet sont ainsi conçus : Art. 31. — « Tous arrêts de con-
« damnation à mort ou aux travaux forcés prononceront contre
« les condamnés l'interdiction perpétuelle du droit de remplir
« des fonctions, emplois ou offices publics ; droit de vote, d'é-
« lection, d'éligibilité ; droit de porter aucune décoration ni titre
« de noblesse ; d'être juré, expert, témoin instrumentaire ou
« certificateur dans les actes ; de déposer en justice, autrement
« que pour y donner de simples renseignements ; de faire partie
« d'un conseil de famille, être tuteur ou curateur, si ce n'est de
« leurs enfants, et sur avis du conseil de famille ; être conseil de
« famille ; être conseil judiciaire ou administrateur provisoire.
« Du droit de port d'armes, de servir dans la milice et dans
« l'armée. »

Art. 32. — « Les cours d'assises pourront interdire, en tout
« ou en partie, à perpétuité ou pour 10 à 20 ans, l'exercice des
« droits énumérés en l'article 31, aux condamnés à la déten-
« tion et à la réclusion. »

Art. 33. — « Les cours et tribunaux pourront, dans les cas
« prévus par la loi, interdire en tout ou en partie aux condam-
« nés correctionnels l'exercice des droits énumérés en l'arti-
« cle 34 pour un terme de 5 à 10 ans. »

Nous voyons donc ici une situation à peu près analogue à celle qui est consacrée par notre Code. L'article 34 fournit une énumération de déchéances, qui, en cas de condamnation à mort ou aux travaux forcés comme peine principale, forment un tout indivisible que l'arrêt doit prononcer à perpétuité contre le condamné ; comme avec notre dégradation civique, les juges n'ont ici à apprécier ni l'opportunité de cette peine, ni la durée qu'il convient de lui fixer. Avec la détention et la réclusion, et avec les peines correctionnelles, nous avons le même ensemble de déchéances, mais divisible cette fois et temporaire, de 10 à 20 ans dans un cas, de 5 à 10 ans dans l'autre ; c'est ici aux cours d'assises pour le premier cas, aux juges pour le second, et alors seulement quand un texte spécial l'autorise, d'apprécier s'il y a lieu ou non de prononcer ces déchéances, et celles qu'il y a lieu de prononcer. C'est à peu près notre interdiction de certains droits civiques, civils et de famille de l'article 42, étendue à une partie des peines criminelles.

CHAPITRE IV

CODE PÉNAL DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE.

Le Code allemand de 1870-1871 consacre de même des peines absolument semblables à nos peines de l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, et même de la dégradation civique. Ainsi, dans son article 34 il attache de plein droit comme accessoire à la peine de la réclusion, l'incapacité perpétuelle de servir dans l'armée allemande et la marine impériale, et d'exercer aucune fonction publique, ce qui embrasse les fonctions d'avocat, avoué, notaire, juré, échevin. En outre, aux termes de l'article suivant, les juges pourront ajouter à la peine principale dans tous les cas de condamnation à mort, en prévision d'une commutation de peine, la privation des droits civiques pour une durée de deux à dix ans ; en cas d'emprisonnement pour plus de 3 mois, le juge pourra aussi prononcer cette peine pour une durée de 1 à 5 ans, mais seulement lorsque la loi lui aura expressément reconnu ce droit, ou bien que la peine d'emprisonnement aura été prononcée à la place de celle de la réclusion, à raison de circonstances très atténuantes. Comme nous venons de le voir, cette interdiction est temporaire dans les deux cas ; mais elle entraîne elle-même, à jamais et de plein droit, la privation des droits conférés par vote ou élection publique, et celle

des fonctions ou emplois publics, dignités, titres, ordres ou décorations. Quant à elle, cette interdiction comporte l'incapacité : de porter la cocarde nationale, de servir dans l'armée ou la marine, d'obtenir des emplois ou dignités, d'être électeur ou éligible, d'exercer aucun droit public, d'être témoin dans les actes ; d'être tuteur ou curateur, conseil judiciaire ou membre d'un conseil de famille, si ce n'est de ses descendants, et encore alors, comme au droit français, sous la condition d'un avis favorable du conseil de famille ou de l'autorité pupillaire.

En outre, dans tous les cas où l'interdiction des droits civils est permise, le juge peut prononcer pour une durée de 1 à 5 ans l'interdiction de remplir aucune fonction publique, ce qui emporte de droit destitution si le condamné est fonctionnaire à ce moment. Ces interdictions produisent leur effet du jour où le jugement a acquis force de chose jugée, mais leur durée ne commence à courir que du jour de la libération de la peine principale. Si un Allemand est condamné à l'étranger pour des crimes ou délits autorisant ces peines d'après le Code pénal allemand, les tribunaux allemands peuvent, lors de son retour sur le territoire de l'empire, reprendre la poursuite sur le même fait qui a déjà été puni à l'étranger, pour prononcer ces peines s'ils le jugent à propos. Enfin, l'article 38 du Code pénal allemand consacre encore la faculté pour le juge, dans les cas spécialement prévus par la loi, d'autoriser dans son jugement la haute police, à renvoyer le condamné sous la surveillance de la police pour 5 ans au plus, après avoir pris l'avis du directeur de la prison où la peine a été exé-

cutée ; ce renvoi comprend entre autres mesures, le droit pour la police d'opérer à toute heure des perquisitions domiciliaires chez celui qui en est frappé. Nous retrouvons donc ici des mesures absolument analogues à celles prévues par notre Code : interdiction de certains droits, forcée et perpétuelle en certains cas, facultative et temporaire en d'autres ; les droits dont les condamnés sont privés, sont à peu de chose près les mêmes ; certains articles, l'article 34 par exemple, énumérant les effets de l'interdiction des droits civiques, comme aussi du reste l'article 31 du Code pénal belge que nous avons vu plus haut, semblent même copiés sur ceux du Code français. Il y a même une disposition encore consacrée par ce Code pénal allemand, celle qui maintient le renvoi sous la surveillance de la haute police, avec la nécessité rigoureuse de subir à toute heure les perquisitions de la police, que nous ne connaissons plus dans notre droit français. Il y a donc bien là, incontestablement, de véritables peines infamantes, sinon par leur qualification, du moins en fait, tout aussi bien qu'au droit pénal français.

D'un autre côté, le Code pénal allemand marque encore par certaines dispositions, qu'il a entendu placer en certains cas, l'une à côté de l'autre, deux peines, se distinguant entre elles par ce fait que l'une ne porte pas à la dignité du condamné une atteinte aussi grave que l'autre. Ainsi, entr'autres peines, il consacre la réclusion perpétuelle ou temporaire de un à 15 ans, et la détention, celle-ci de un jour à quinze ans, et considérée comme moins déshonorante. L'article 20 de ce Code dit, en effet, que, lorsque le juge aura le choix, il ne devra pro-

noncer la réclusion qu'au cas où il aura à punir des faits inspirés par un sentiment contraire à l'honneur. Mais en général, du reste, ce choix n'est laissé au juge que pour les faits politiques. D'ordinaire pour les crimes de droit commun, le Code prononce la peine ordinaire de la réclusion ou de l'emprisonnement. Cependant, le duel par exemple, sera puni de la réclusion si les règles conventionnelles ont été violées, et de la détention seulement s'il s'est passé loyalement.

CHAPITRE V

CODE PÉNAL ITALIEN.

De même, nous avons vu dans le Code pénal italien supprimer l'appellation de peines infamantes ; il a cependant conservé lui aussi deux échelles de peines parallèles, l'une destinée à punir des faits qui ne sont pas infamants, l'autre des faits qui au contraire ont porté atteinte à l'honorabilité de leur auteur. Ainsi, le Code pénal italien, promulgué en 1889, pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1890, institue comme peines, outre l'ergastolo, peine perpétuelle, la réclusion et la détention, toutes deux d'égale durée, de 3 jours à 24 ans ; ce qui distingue la deuxième (destinée aussi, mais alors, il est vrai, avec un maximum d'un an à payer l'amende non payée), de la première, c'est, outre ce maximum moins élevé dans un cas tout spécial, qu'elle n'est pas déshonorante ; elle constitue la *custodia honesta*. En général le juge aura le choix entre ces deux peines fixé par la loi, qui lui laisse seulement à constater si telle ou telle circonstance se retrouve dans le cas spécial qu'il a à juger, et lui indique alors laquelle des deux peines il doit prononcer, l'une de ces peines entraînant certaines incapacités, l'autre non. Dans quelques cas seulement le juge est libre de choisir arbitrairement entre les deux.

Comme on le voit, il y a dans ces dispositions des Codes

allemand et italien, une consécration évidente de la distinction des peines en deux classes, les infamantes et les non-infamantes. Quant aux peines consistant en la déchéance de certains droits, le Code pénal italien a, comme peine criminelle, l'interdiction des fonctions publiques prévues par l'article 20 ainsi conçu : « L'interdiction des fonctions publiques « est perpétuelle ou temporaire. Elle prive des droits d'être « électeur et éligible, d'être membre du parlement, d'être « juré. D'occuper toutes charges, fonctions ou emplois publics ; « de porter des titres ou décorations, d'être tuteur ou curateur, sauf de ses descendants. » Puis comme peine afférente aux condamnations principales pour contraventions, la suspension de l'exercice d'une profession ou d'un métier, prévue par l'article 24, et prononcée pour une période de trois jours à deux ans. Les cas où il y a lieu d'appliquer ces peines sont déterminés par des textes spéciaux.

De même encore, au Code pénal hongrois, nous trouvons dans les articles 54 et 55 les peines de destitution d'emploi, faisant perdre toutes fonctions ou emplois publics ; et article 56, la suppression de l'exercice des droits politiques interdisant d'être membre de la diète, ou des corps représentants des communes ou municipes ; membre du jury ; de voter aux élections pour la diète, ou aux élections municipales. La durée de ces peines est fixée par le juge, de un à trois ans pour les délits, de trois à dix ans pour les crimes.

CHAPITRE VI

CODE PÉNAL DES PAYS-BAS.

Quant au Code des Pays-Bas, il comprend deux catégories de peines seulement : les peines principales comprenant l'emprisonnement, la détention et l'amende ; puis les peines accessoires. Lui non plus ne parle plus de peines infamantes ou non infamantes. M. O. Q. Van Swinderen dans son *Droit pénal dans les Pays-Bas et à l'étranger*, déclare en effet que prononcer une peine infamante, ou donner à une peine principale des suites infamantes, légales et permanentes, constitue un nonsens et une faute grave, quand on voit dans la peine un moyen d'arriver à la correction sociale et morale du coupable. C'est montrer, en effet, que l'on ne compte pas sur ce résultat de l'amélioration, et puis en outre rendre cette correction, qui est le but principal, plus difficile en donnant une base, un point d'appui au préjugé qui rend si difficile à un libéré sa rentrée dans la société ; l'on augmente ainsi le nombre des récidivistes. Mais, dit M. Van Swinderen, si l'on ne veut pas de peines infamantes, il ne faut pas se borner à supprimer le nom. La peine, même si l'on ne l'appelle pas infamante, le sera pourtant, chaque fois qu'on lui ajoutera de par la loi et à perpétuité l'interdiction de certains droits, la privation de l'exercice de certaines fonctions, constituant une véritable *capitis deminutio*.

Suivant M. Van Swinderen, il faut, pour éviter que la peine ne soit infamante, de quelque façon qu'on la puisse qualifier, que ces incapacités qu'on y ajoute, soient d'abord attachées à l'infraction, suivant son caractère, et non à une certaine classe de peines. Ce principe entraînait naturellement la suppression de la réclusion, comme peine opposée à l'emprisonnement, puisque la seule différence bien caractéristique entre ces deux peines, c'est précisément que la première entraîne de plein droit, forcément, tout un ensemble de déchéances, la dégradation civique, tandis que l'autre n'a aucune conséquence semblable, le juge pouvant seulement en certains cas prononcer en même temps qu'elle certaines déchéances. Aussi dans le Code des Pays-Bas, nous trouvons seulement la peine de l'emprisonnement. La loi devra par conséquent énoncer les fautes que les incapacités auront à châtier, puis lorsque le juge aura l'une de ces fautes à juger, il sera libre de prononcer ou non cette interdiction. Enfin celle-ci ne devra jamais être prononcée à vie, comme accessoire de peines principales temporaires, car alors encore elle constitue, comme nous le disions plus haut, une certaine *capitis deminutio*, est une source d'infamie, ce qui ne se produit pas quand elle n'est prononcée que pour un certain temps.

Cette opinion de M. Van Swinderen représente bien du reste les tendances actuelles des théories pénitentiaires, qui admettent, comme nous l'avons vu dans les discussions qui eurent lieu au congrès de Rome, la peine de l'interdiction de certains droits.

Quant à la question de savoir qui serait chargé de prononcer

cette peine, la loi ou le juge, la tendance actuelle est d'augmenter le nombre des cas où c'est au juge de décider, soit que la loi lui donne pour chaque crime ou délit à choisir entre la peine de l'interdiction, et une autre, l'amende par exemple, soit qu'elle lui donne simplement la faculté de prononcer l'interdiction ou d'en dispenser. Cette tendance est du reste absolument logique ; la loi en effet ne peut jamais prévoir que le fait, et d'une manière très vague même, elle ne peut prévoir toutes les circonstances qui peuvent l'accompagner, et parfois même en changer presque complètement la nature. Le juge, au contraire, a, pour baser sa décision, non seulement la connaissance du fait exact, tel qu'il a été accompli, avec toutes ses circonstances, mais encore la personnalité du coupable, ses antécédents, son caractère, les motifs qui l'ont poussé à agir. Seul il peut donc se prononcer en parfaite connaissance de cause, et faire une application sage et utile de l'interdiction. C'est là la tendance générale des Codes européens dans les pays dont la législation a le plus de rapport avec la nôtre, soit qu'on ait conservé à la peine l'épithète d'infamante, soit qu'on la lui ait supprimée. Mais dans tous ces pays la réforme est encore loin d'être complètement accomplie en ce sens.

Nous avons vu, en effet, que le Code pénal français avait bien encore la dégradation civique, accessoire de droit de certaines peines, et toujours perpétuelle. Mais à côté de cette peine, et appelée à la remplacer, se trouve l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, et certaines autres déchéances prononcées par des lois spéciales, répondant à ce besoin que nous venons de signaler d'individualiser la peine. De même,

nous avons sur ce point les solutions adoptées par les Codes belge, allemand, hongrois, italien et des Pays-Bas. Dans la plupart des cantons suisses, les Codes renferment eux-mêmes presque tous certaines interdictions. Ainsi, au Code pénal de Zurich, la destitution d'emplois ou fonctions, au Code de Berne la destitution ou suspension de certaines fonctions, la défense de fréquenter les cabarets qui se retrouve dans les Codes de presque tous les cantons. Dans le Code du canton de Lucerne, on trouve une solution très rigoureuse, prononçant l'infamie comme suite légale, forcée de toute condamnation pour crimes ou délits. D'un autre côté on trouve encore dans le nouveau Code finlandais très récent pourtant, ayant été soumis à la diète en 1885, « la perte de confiance civile et politique » comme peine perpétuelle, le législateur et le peuple étant d'accord pour reconnaître que l'exercice des droits civils et politiques implique une réputation sans tache.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION RUSSE.

Quant aux pays dont les mœurs, les idées diffèrent davantage des nôtres, il peut être curieux de voir la solution adoptée par leurs Codes, au sujet de l'infamie légale et des incapacités. En Russie par exemple où les lois ont un caractère forcément très différent des nôtres, étant donné la constitution intérieure du pays, et la distinction des individus en différentes classes existant toujours, nous trouvons comme dans notre ancien droit la classification des peines en infamantes et non infamantes, suivant la classe de ceux qu'elles sont destinées à punir. Ainsi, nous trouvons comme peines correctionnelles non infamantes, pour les classes privilégiées seulement : 1° la déportation dans des gouvernements éloignés non sibériens ; et 2° la déportation perpétuelle en Sibérie. Celle-ci, malgré son extrême rigueur, est destinée à punir des faits non infamants, par exemple des fautes politiques, des hérésies religieuses ; elle n'entraîne que la perte des privilèges, et non celle des droits civils ; c'est comme un pendant plus rigoureux seulement de la *custodia honesta* du droit pénal italien. Elle remplace pour les classes privilégiées la peine ordinaire, beaucoup moins dure et temporaire, des classes inférieures, mais celle-ci est considérée comme beaucoup plus infamante, con-

tenant une obligation au travail ; c'est ce qui en a fait dispenser les classes privilégiées. On en a alors institué pour elles, une beaucoup plus dure au point de vue matériel, mais en revanche respectant davantage la dignité de celui qu'elle frappe ; nous retrouvons donc encore ici pour la même faute deux peines, l'une plus déshonorante que l'autre.

CHAPITRE VIII

LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS.

Si au contraire, nous étudions maintenant la législation pénale des États-Unis sur le point spécial qui nous occupe, nous trouvons des théories tout aussi différentes des nôtres que celles du droit russe, mais dans un sens tout opposé, ce qui est du reste tout naturel. Les États-Unis, en effet, représentent un peuple neuf, n'ayant derrière lui aucune tradition, ayant à créer et non à modifier ; il était donc inévitable que les théories nouvelles eussent beaucoup plus d'influence dans sa législation encore en voie de formation, que dans celle des pays anciens où elles ont à combattre les lois, les coutumes, les traditions anciennes, contre lesquelles il leur faut lutter pour pouvoir les renverser et les remplacer ensuite. De plus au point de vue spécial du sujet qui nous occupe, il y avait encore une autre raison pour que la législation des États-Unis n'attachât à aucune condamnation des conséquences surtout perpétuelles, sur la capacité civile ou politique d'un condamné. Le peuple des États-Unis en effet étant un peuple jeune, formé de différents éléments très divers, en assez forte partie d'émigrés venus un peu de tous les pays, assez souvent pour cacher un passé coupable, il était impossible d'attribuer une grande importance aux antécédents d'un individu ; c'est pourquoi l'on considère qu'une

fois la peine de prison, par exemple, accomplie le libéré doit rentrer dans la société avec tous ses droits. Cette manière de voir du reste était encore fortifiée par ce fait que dans la peine, les Américains, conformément aux nouvelles théories, voient avant tout un moyen d'arriver à l'amendement du condamné, qu'ils font de leur régime pénitentiaire plutôt un système d'éducation qu'un châtiment ; c'est à cette manière d'envisager la peine que répond la création de reformatories comme celui d'El Mira créé en 1876 dans l'État de New-York, et où le juge peut envoyer un coupable qu'il croit susceptible de s'amender, au lieu de l'envoyer dans un pénitencier ; la détention dans ce reformatory est d'au moins un an, quelle que soit la faute commise ; quant au maximum, il varie suivant chaque infraction ; entre ces deux limites, l'administration du reformatory est libre ; elle libère le condamné lorsqu'il lui semble suffisamment corrigé ; étant donné cette condition, il eût donc été illogique, pour les libérés de ces reformatories tout au moins, de les frapper de déchéances, d'incapacités quelconques, qui n'eussent eu comme résultat, que de rendre plus difficile leur lutte pour se refaire une place dans la société, que de les décourager, puisqu'ils sont supposés redevenus d'honnêtes gens, et que, du reste, l'on continue pendant un certain temps après leur libération à les surveiller ; comme du reste, même pour les peines subies dans les pénitenciers ordinaires, le but principal qu'elles poursuivent quoique par des moyens moins perfectionnés, est toujours le même, l'amendement du coupable, la même disposition fut admise pour ces peines. Dans l'État de Pensylvanie seulement, il y a un crime, celui de faux serment avec prémé-

dition, qui prive celui qui l'a commis du droit de voter dans l'État, ou de remplir aucune fonction officielle salariée. Dans quelques autres États encore, l'emprisonnement restreint l'exercice d'un droit politique quelconque après la libération ; mais, dans ce cas, il arrivera plus souvent que cette peine supplémentaire sera annulée, par le fait de la grâce accordée au condamné avant la date fixée pour la libération ; dans ces législations en effet, la grâce produit son effet sur les condamnations supplémentaires, les déchéances, aussi bien que sur la peine principale contrairement à ce qui a lieu dans notre Code pénal français.

CONCLUSION

Comme nous le montrent cet examen succinct de la question dans différentes législations, les opinions émises sur ce sujet par les jurisconsultes dans les congrès internationaux, la tendance actuelle est de supprimer non seulement l'infamie légale, résultant d'une déclaration expresse de la loi, mais aussi, autant que possible, l'infamie de fait qui atteint certains condamnés, lorsque des déchéances, des incapacités résultant de leur condamnation antérieure, conservent le souvenir de leur faute. Quant à la déclaration expresse d'infamie, nous l'avons vu, les Codes les plus récents l'ont supprimée et elle est appelée à disparaître assez rapidement des autres au fur et à mesure des remaniements qui en seront faits ; et du reste, elle n'a plus guère de résultats pratiques. Quant à ce qui concerne les déchéances, au contraire, celles-ci sont, comme nous l'avons dit, à peu près indispensables, ou tout au moins très utiles dans les circonstances ordinaires. Mais comme elles ont leurs inconvénients, il faut les appliquer avec la plus grande prudence, et seulement sans doute, au cas de nécessité ; mais enfin il faut les conserver au Code, tout au moins jusqu'au jour où l'on pourra prétendre que le régime pénitentiaire est assez perfectionné, assez habilement combiné pour ne rendre à la société les individus qu'elle lui avait remis, que suffisamment amendés pour ne plus présenter un danger pour elle ; jusqu'au jour où les criminels, leur peine achevée, ne sortiront du pénitencier qu'une fois redevenus honnêtes gens.

Jusqu'à ce jour, il faut conserver ces incapacités comme une arme nécessaire à la société pour se défendre contre ceux de ses membres qui constituent un danger pour elle. Sans doute elles présentent bien des inconvénients, parfois même assez graves, mais cela n'est pas une raison pour les supprimer. Il n'y a qu'à apporter la plus grande prudence dans leur usage, à ne les prononcer qu'en cas de nécessité, ou tout au moins, lorsqu'il sera établi qu'elles procurent des avantages supérieurs à leurs inconvénients. Il faut en même temps chercher toujours à perfectionner le régime pénitentiaire pour arriver à en faire, comme prétendent y arriver les États-Unis avec leurs reformatoires, un régime d'éducation plutôt que de châtiment, de manière à ne rendre à la société et à la liberté que des hommes amendés, et cela toutefois sans les garder plus longtemps que ne le permettrait la justice pour la faute qu'ils ont commise. Les incapacités, derniers restes de l'infamie, seront alors inutiles et par conséquent nuisibles ; il n'y aura plus place aux Codes pour l'infamie, pas plus pour l'infamie de fait résultant de la situation spéciale faite au condamné par certaines déchéances, que pour l'infamie légale résultant d'une déclaration expresse de la loi.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen :

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

Etude historique des peines infamantes.

CHAPITRE I. — L'infamie dans l'antiquité.	3
— II. — Droit des Barbares	6
— III. — Période du moyen âge et période moderne jusqu'à 1789	8
— IV. — Théorie de l'infamie dans la période moderne. . .	28
— V. — Droit durant la période intermédiaire. De la révolution à la promulgation du Code pénal, 1789 à 1810. . .	36
— VI. — Période contemporaine, depuis la promulgation du Code de 1810.	55

DEUXIÈME PARTIE

Etude théorique du principe de l'infamie légale.

CHAPITRE I. — Opinions des rédacteurs du Code et de ses réformateurs de 1832 sur le principe de l'infamie légale	75
— II. — Marques extérieures de l'infamie.	79
— III. — Qualification de peines infamantes attachée à certaines peines	94

TROISIÈME PARTIE

Etude des incapacités pénales.

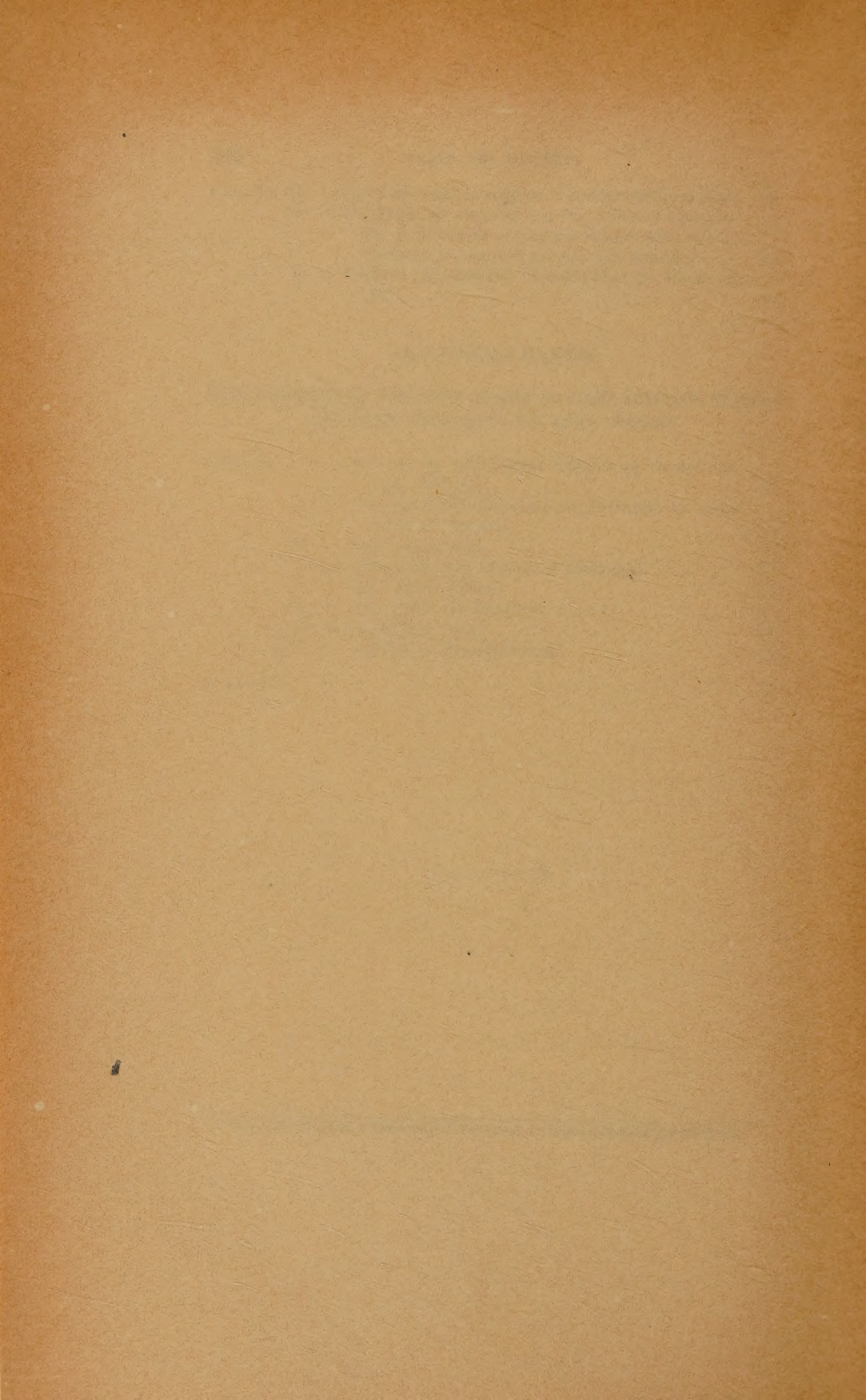
CHAPITRE I. — Diverses incapacités pénales.	119
— II. — Dégradation civique et interdiction de certains droits civils, civils et de famille.	132

CHAPITRE III. — Inconvénients particuliers à la dégradation civique.	138
— IV. — Avantages de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille prévue par l'article 42 et des déchéances prononcées par des lois spéciales . . .	149
— V. — Congrès pénitentiaire international de Rome en 1885	161

QUATRIÈME PARTIE

Etat comparé de l'infamie légale au Code français et dans les Codes étrangers les plus récents.

CHAPITRE I. — Résumé du droit actuel français en ce qui concerne l'infamie	189
— II. — Principes des Codes récents de l'étranger en ce qui concerne l'infamie.	192
— III. — Code pénal belge	195
— IV. — Code pénal pour l'Empire d'Allemagne	197
— V. — Code pénal italien.	201
— VI. — Code pénal des Pays-Bas.	203
— VII. — Législation russe	207
— VIII. — Législation des États-Unis.	209
CONCLUSION	213



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
